RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION

SENEGAL :
Développements économiques récents et Perspectives

Mars 2026


69.928
31.012
63.772
44.870
69.928
26.417
31.012

Table des matières

Résumé exécutif 5
I. Environnement international 7
II. Activité économique interne.....8
II.1. Secteur réel 8
II.2. Prix et compétitivité 12
II.3. Secteur extérieur 14
II.4. Finances publiques.....17
II.4.A. Recettes.....18
II.4.B. Dépenses publiques 19
II.5. Situation monétaire, liquidité bancaire et titres publics.....20
II.5.A. Agrégats monétaires 20
II.5.B. Refinancement monétaire et marché monétaire.....21
II.5. B.1. Refinancement monétaire 21
II.5.B.2. Marché monétaire 22
II.5.C. Liquidité bancaire brute.....24
II.5.D. Indicateurs de suivi macroprudentiels 25
II.5.D.1. Qualité des actifs et évolution des prêts non performants 25
II.5.D.2 Capitalisation et solidité du système bancaire.....25
II.5.D.3 Exposition du système bancaire à l'Etat 26
II.5.D.4 Mise en perspective au niveau de l'UEMOA 27
II.6. Titres publics en monnaie locale 27
III. Perspectives 2026 et à moyen terme 33
III.1. Perspectives économiques de l'année 2026 33
III.2 Perspectives économiques à Moyen terme 2027-2031 36
III.3. Risques macroéconomiques 37
III.4. Analyse de viabilité de la dette (option accès au marché) 40
IV. **ANNEXES.....45**

Liste des figures

Figure 1 : prix matières premières 7
Figure 3 : Evolution des contributions de la demande à la croissance. 11
Figure 4 : Recettes fiscales en % du PIB hors hydrocarbures et agriculture et sa croissance 12
Figure 5 : déficits extérieurs et publics Figure 6 : comptabilité de la croissance 12
Figure 7 : Evolution de l'indice moyen des prix à la consommation. 13
Figure 8 : Evolution du taux de change effectif réel TCER (- = dépréciation) 13
Figure 9 : Evolution de la masse monétaire et des crédits à l'économie. 21
Figure 10: Evolution du ratio des réserves libres par rapport à celle requises. 22
Figure 11 : Evolution des taux du marché monétaire de l'UMOA 24
Figure 12: Evolution de la position de liquidité de l'UMOA24 24
Figure 13 : Evolution des taux moyens des BAT et des rendements moyens pondérés des OAT de l'UMOA 29
Figure 14 : Courbe des taux du marché primaire du Trésor sénégalais 31
Figure 15: Evolution des rendements des eurobonds en EUR du Sénégal 31
Figure 16 : Evolution du ratio du service de la dette extérieure par rapport aux exportations et transferts de migrants. 40
Figure 17 : Evolution du ratio du service de la dette extérieure par rapport aux exportations augmentées de 25% d'effet mutualisation UEMOA. 41
Figure 18 : Evolution du ratio du service de la dette extérieure par rapport aux recettes budgétaires. 41
Figure 19 : Evolution du ratio du service de la dette extérieure par rapport aux recettes budgétaires augmentées de 25% d'effet mutualisation UEMOA. 42
Figure 20 : Evolution de la dette de l'administration centrale en % du PIB et seuil AVD 42
Figure 21 : Evolution de la dette de l'administration centrale (PIB rebasing et hors rebasing) et seuil AVD. 43
Figure 22 : Evolution de la dette extérieure de l'administration centrale en % du PIB et seuil AVD. 43
Figure 23. Périmètre de la dette et des données publiées 49
Tableau 10. Sénégal : Scénario de base 49
Figure 24 Contribution à la variation de la dette publique 50
Figure 25 Outils d'analyse de réalisme 51
Figure 26 Evaluation du risque à moyen terme 52
Figure 27 Trajectoires de référence de la dette – Positionnement DSA MAC du Sénégal 52

Liste des tableaux

Tableau 1 : Contribution à la croissance de l'offre 9
Tableau 2 : Contribution à la croissance de la demande. 10
Tableau 3a: Evolution de la Balance du commerce extérieur 14
Tableau 3b : Evolution des exportations de biens de 2025. 15
Tableau 3c : Evolution des importations de biens de l'année 2025 16
Tableau 4: Opérations financières de l'Etat (TOFE) 17
Tableau 5: Structure des recettes fiscales 19
Tableau 6 : : Moyenne mensuelle des adjudications hebdomadaires de la BCEAO par trimestre sur le marché monétaire de l'UMOA 23
Tableau 7 : Fonds propres – Normes de solvabilité et de levier 26
Tableau 8 : Conformité des établissements au dispositif prudentiel 26
Tableau 9 : Poids des émissions des pays sur le marché des titres publics de l'UMOA 28
Tableau 9 bis : Poids des pays dans le PIB de l'UEMOA 28
Tableau 10: Durée de vie des émissions des pays sur le marché des titres publics de l'UMOA 28
Tableau 11 : Maturité des ressources mobilisées en 2025 sur MTP. 29
Evolution de la dette publique de l'Union en % du PIB et seuils AVD 30
Tableau 12 : Souscription des banques par pays aux titres publics de 2025. 31
Tableau 7 : Rendement indicatif (%) à la date du 31 décembre 2025 32
Tableau 8. Sénégal : Risque de tensions souveraines 47
Tableau 9. Périmètre de la dette et des données publiées 48
Tableau 10. Sénégal : Scénario de base 49
Tableau 11: Principaux indicateurs économiques et financiers, 2019-2031 53
Tableau 12 : Balance des paiements 2019-2031 54
Tableau 13 : Balance des paiements 2019-2031 55
Tableau 14 : Opérations Financières de l'Etat 2019 – 2031 56
Tableau 15 : Opérations Financières de l'Etat 2019- 2031 57
Tableau 16 : Charges et ressources de trésorerie de l'Etat 58
Tableau 17 : Charges et ressources de trésorerie de l'Etat 58
Tableau 18 : Situation monétaire de 2019 à 2031 59
Tableau 19 : Comptes nationaux 2019-2031 60
Tableau 20 : Contribution à la croissance 2019-2031 61
Tableau 21 : Contribution à la croissance 2022-2031 61
Tableau 22 : Comptes nationaux (% du PIB) 2019-2031 61

Résumé exécutif

Le présent rapport analyse l'évolution récente de la conjoncture économique nationale dans un contexte international marqué par des incertitudes géopolitiques persistantes. Selon les prévisions du FMI, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,3% en 2025, un niveau comparable à celui de 2024. L'inflation mondiale a été modéré, favorisée par la détente des prix des produits énergétiques et alimentaires en 2025. Dans la zone UEMOA, la croissance économique a été estimée à 6,7% soutenue par la dynamique de l'ensemble des secteurs d'activité malgré les incertitudes sécuritaires et budgétaires observées dans certains pays membres.

Dans ce contexte, l'économie sénégalaise a enregistré une accélération notable de l'activité économique en 2025, en raison de la production d'hydrocarbures. La croissance est estimée à 6,7% par rapport à 6,5% en 2024. Cette performance repose principalement sur la contribution du secteur secondaire, en particulier les activités extractives liées aux hydrocarbures, ainsi que sur la reprise du secteur primaire, notamment agricole, atténuée par la décélération de l'activité du tertiaire et des taxes nettes sur les produits. En revanche, l'activité économique hors agriculture et hydrocarbures demeure sur une trajectoire de décélération observée depuis 2017, avec une croissance estimée à 1,6% en 2025 confirmant la persistance de fragilités structurelles dans les secteurs productifs traditionnels.

Du point de vue de la demande, la croissance a été essentiellement tirée par les exportations, notamment les hydrocarbures. La dynamique de l'investissement public demeure contrainte par les impératifs de consolidation budgétaire qui ont également un impact sur la consommation privée.

Sur le plan des prix, l'inflation est restée contenue dans la fourchette cible de la BCEAO, s'établissant à 1,4% en 2025, après 0,8% en 2024. Cette stabilité relative s'explique par la détente des prix internationaux de l'énergie et des produits alimentaires, malgré certaines pressions observées sur les produits locaux. Toutefois, l'évolution du taux de change effectif réel, qui s'est apprécié de 0,9% en 2025, suggère une légère érosion de la compétitivité-prix de l'économie liée notamment à l'appréciation nominale du FCFA vis-à-vis des principales monnaies partenaires.

Concernant le secteur extérieur, l'année 2025 a été marquée par une amélioration significative de la balance commerciale. Les exportations de biens ont progressé de 52,7%, principalement sous l'effet de la hausse des volumes exportés d'hydrocarbures. En parallèle, les importations n'ont augmenté que de 1,6%, dans un contexte de baisse des prix internationaux des produits énergétiques et alimentaires. Cette évolution s'est traduite par une réduction du déficit commercial de 8,5 points de PIB, ramené à (-3,7%) du PIB en 2025 contre (-12,2% du PIB) en 2024. Le déficit du compte courant devrait ainsi s'améliorer pour atteindre 4,1% du PIB, reflétant l'impact positif de la production pétrolière sur les équilibres extérieurs et la position de change de l'Union.

En matière de finances publiques, l'exécution budgétaire de 2025 s'est traduite par une amélioration notable du solde budgétaire de 13,7% à 6.2% du PIB, grâce à une progression des recettes et une compression significative des dépenses. Cette évolution résulte notamment d'une réduction des transferts et des dépenses d'investissement plus particulièrement et d'une meilleure mobilisation

des recettes fiscales, dont la pression fiscale atteint 19% du PIB. Toutefois, on note une progression des charges d'intérêts sur la dette en lien avec la stratégie d'endettement et les subventions continuent d'exercer une pression croissante sur les finances publiques et les marges de manœuvre budgétaire.

Sur le plan monétaire, la masse monétaire a connu une expansion significative, avec une croissance de 13,3% à fin décembre 2025, contre 3,9% un an plus tôt. Cette dynamique s'explique principalement par la forte augmentation des avoirs extérieurs nets, en lien avec l'amélioration des comptes extérieurs de la balance des paiements. Les crédits à l'économie ont progressé de 8,4% en glissement annuel, traduisant une dynamique favorable du financement bancaire malgré le recours accru de l'État au marché régional de la dette. Dans ce contexte, un effet d'éviction significatif sur le financement du secteur privé n'a pas été observé.

S'agissant du marché régional des titres publics, les États de l'UEMOA ont fortement accru leur recours au marché domestique en 2025, mobilisant 11 859 milliards de FCFA, soit une hausse de 45,9% par rapport à 2024. Le Sénégal a levé 2225 milliards de FCFA sur ce marché, contre 998 milliards en 2024, soit une progression de 122,8%, reflétant la stratégie de diversification des sources de financement dans un contexte de raréfaction des financements extérieurs. Les obligations du Trésor représentent 65,6% des émissions, tandis que les bons du Trésor constituent 34,5%. La participation significative d'investisseurs non-résidents, notamment des banques ivoiriennes, confirme le rôle croissant du marché régional dans le financement des besoins budgétaires du Sénégal.

Enfin, sur les marchés financiers internationaux, les conditions d'accès des pays africains se sont améliorées à partir du second semestre et plus nettement vers la fin de l'année 2025. Une détente progressive des rendements à la maturité a été observée. Cette inflexion à la baisse traduit une amélioration relative des conditions financières internationales et signalant l'émergence d'une nouvelle fenêtre d'opportunité pour un retour graduel des souverains africains sur le marché international des capitaux, sous réserve de la consolidation des fondamentaux macroéconomiques et d'un environnement global plus stable. Pour le Sénégal, les rendements sur certains eurobonds ont atteint des niveaux particulièrement élevés en 2025, notamment pour l'échéance 2028, traduisant les effets de l'incertitude budgétaire consécutive aux révisions des données des finances publiques et à l'absence d'un programme avec le FMI. Dans ce contexte, le recours accru au marché régional y compris en attirant des non-résidents hors UEMOA apparaît comme un levier essentiel pour assurer la couverture des besoins de financement à court terme sachant que les fondamentaux de l'Union dans son ensemble sont solides.

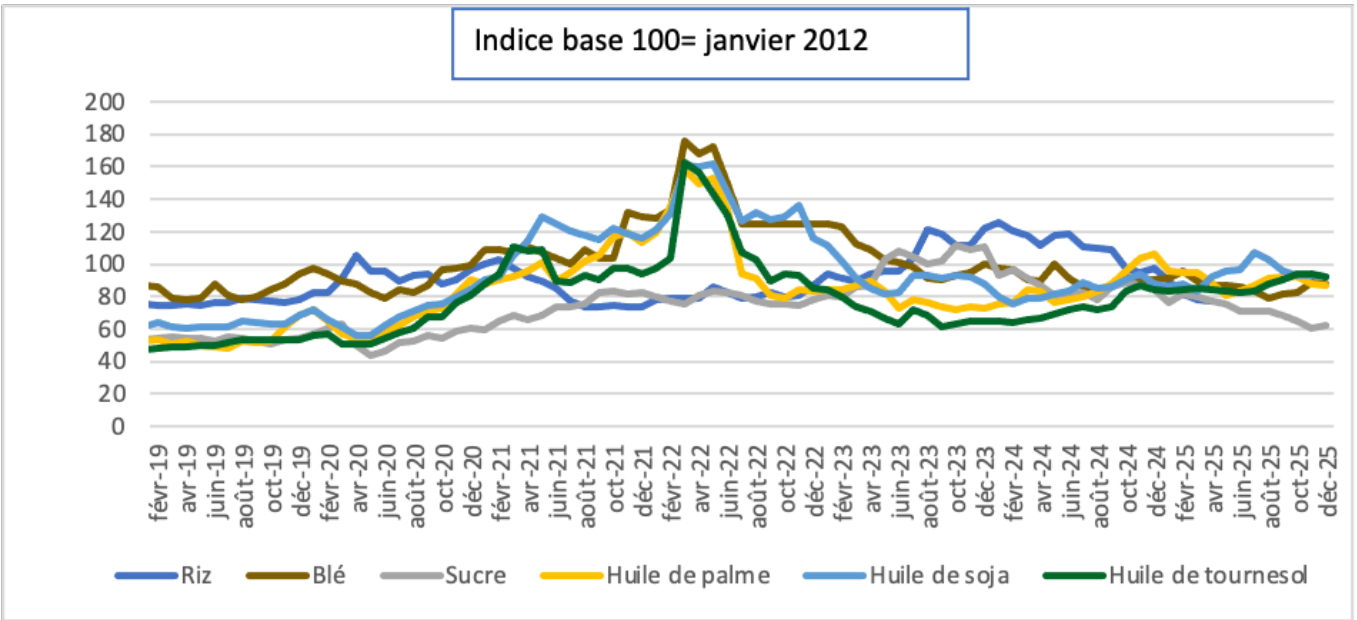
Au total, la conjoncture économique du Sénégal en 2025 se caractérise par une croissance portée par le secteur extractif, une amélioration notable des équilibres extérieurs et une consolidation budgétaire progressive. Toutefois, plusieurs défis persistent, notamment la faible dynamique de l'économie hors hydrocarbures, la hausse du besoin de financement de l'Etat et les conditions encore restrictives d'accès aux marchés financiers internationaux. Dans ce contexte, la poursuite des efforts de consolidation budgétaire, l'élargissement de la base des investisseurs sur le marché régional et l'accélération des réformes structurelles demeurent essentiels pour renforcer la soutenabilité macroéconomique et soutenir une croissance plus inclusive et diversifiée. Le maintien de la stratégie de consolidation à l'horizon 2027 et l'accès au marché régional permettent d'aboutir à un verdict de soutenabilité à moyen terme de la dette.

I. Environnement international

Selon les prévisions du FMI de janvier 2026, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,3% en 2025, soit un niveau identique à celui enregistré en 2024. Cette relative atonie de l'activité mondiale s'explique notamment par la persistance des incertitudes liées aux tensions géopolitiques ainsi que par la montée du protectionnisme, marquée par un relèvement des droits de douane dans plusieurs économies.

L'inflation mondiale demeure globalement modérée, portée par la détente des prix des produits énergétiques et alimentaires. Sur le plan monétaire, les principales banques centrales ont adopté une posture prudente, procédant à des ajustements graduels à la baisse de leurs taux directeurs, dans le double objectif de préserver la stabilité des prix et de soutenir l'activité économique.

Figure 1 : prix matières premières



Source : Banque mondiale

Dans ce contexte, au sein de la zone UEMOA et au regard du niveau des réserves de change confortable, le Comité de Politique monétaire (CPM) de la BCEAO a décidé, en juin 2025, d'abaisser de 25 points de base ses principaux taux directeurs. Les taux ont été portés respectivement à 3,25% pour le taux minimum de soumission aux opérations de refinancement et à 5,25% pour le taux du guichet de prêt marginal. Malgré cet assouplissement, la BCEAO a maintenu un différentiel de 110 points de base entre son principal taux de refinancement et celui de la Banque centrale européenne (BCE), afin de préserver la cohérence avec l'ancrage monétaire et la stabilité externe de la zone.

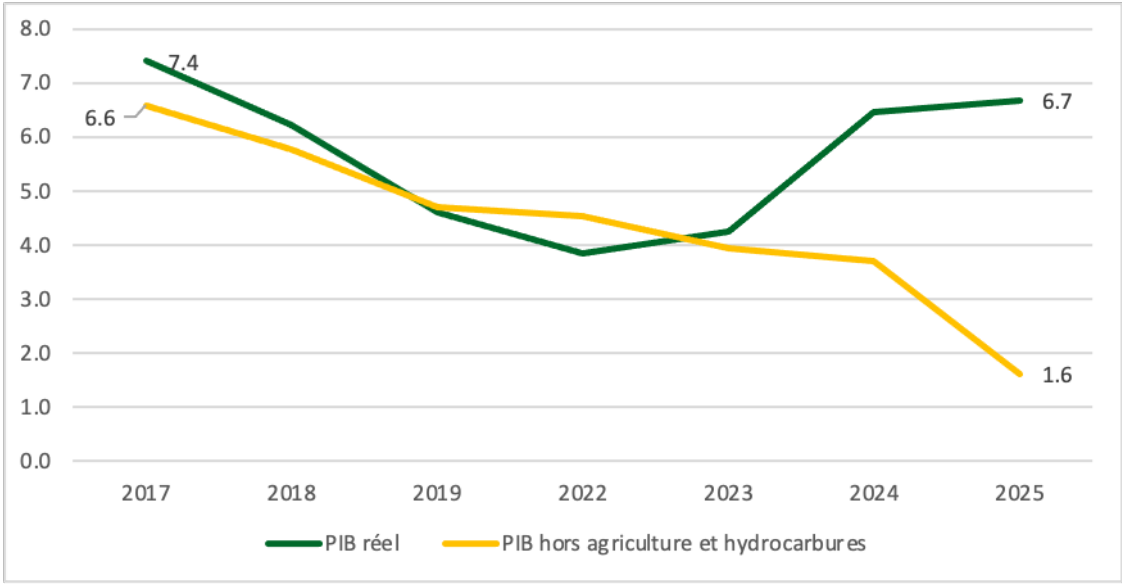
S'agissant de l'activité économique régionale en 2025, la BCEAO anticipe une croissance de 6,7%, soutenue par la bonne tenue de l'ensemble des secteurs d'activité, en dépit des incertitudes d'ordre socio-politique, sécuritaire et budgétaire observées dans certains États membres.

II. Activité économique interne

II.1. Secteur réel

Malgré une baisse de la croissance hors hydrocarbures et agriculture de 3,7% 2024 à 1,6% en 2025, la croissance du PIB réel est estimée à 6,7% en 2025 contre 6,5% en 2024 en lien avec la production d'hydrocarbures et le bon comportement du secteur agricole.

Figure 2 : Croissance PIB réel et VA hors hydrocarbures et agriculture



Source : *ANSD, MEPC*

En effet, les hydrocarbures et l'agriculture ont porté la croissance en 2025. L'actualisation des données de production de pétrole et de gaz à fin décembre 2025 a révélé un niveau de production de 42,3 millions de barils donnant lieu à une hause de la valeur ajoutée de 136,9% par rapport à 2024. Le sous-secteur agricole ressort également avec un taux de croissance de 7,9% en 2025 contre une baisse de 3,0% en 2024 en rapport avec la bonne tenue de la production d'arachide et des céréales.

La baisse du taux de croissance hors agriculture et hydrocarbures de 3,7% en 2024 à 1,6% en 2025, soit une baisse de 2,1% points, reflète en réalité la poursuite du ralentissement observé depuis 2017. La décélération observée en 2025 est expliquée à la fois par des facteurs liés à la conjoncture économique et à des facteurs liés à l'ajustement budgétaire en cours. La décélération de 2,1 points est expliquée par les activités du secteur secondaire hors hydrocarbures (0,82 point), des activités du secteur tertiaire notamment des services (0,72 point) et des taxes nettes sur les produits (0,5 point) (voir tableau 1). S'agissant des taxes nettes sur les produits, la baisse observée de 0,5 point est en lien avec un ralentissement de la demande publique et l'effort de mobilisation de recettes dans le contexte de l'ajustement budgétaire en cours.

Tableau 1 : Contribution à la croissance de l'offre

	2022	2023	2024	2025	Ecart
PIB réel	3,9	4,3	6,5	6,7	0,2
PIB hors agriculture	4,5	3,9	7,5	6,6	-1,0
PIB hors hydrocarbures	3,9	4,3	3,0	2,2	-0,8
PIB hors agriculture et hydrocarbures	4,5	3,9	3,7	1,6	-2,1
Secteur primaire	0,0	0,9	-0,1	1,0	1,1
Secteur agricole	-0,2	0,8	-0,3	0,7	1,1
Secteur primaire (hors agricole)	0,2	0,1	0,2	0,2	0,04
Secteur secondaire	0,6	1,2	3,9	4,2	0,3
Secteur secondaire (hors hydrocarbures)	0,61	1,21	0,47	-0,35	-0,82
Extractives	0,00	-0,17	0,12	-0,6	-0,69
Agro-alimentaires	0,31	0,24	0,17	-0,19	-0,36
Produits de transformations et conservation	0,07	0,04	-0,03	0,00	0,03
Produits alimentaires céréaliers	0,03	0,06	0,02	0,00	-0,01
Produits alimentaires n.c.a	0,21	0,13	0,18	-0,19	-0,38
Raffinage et cokéfaction	-0,07	0,10	0,01	0,08	0,07
Activités chimiques	0,01	-0,02	-0,01	-0,01	0,00
Fabrication ciment et matériaux de construction	-0,05	0,12	0,00	0,04	0,04
Autres produits manufacturiers	0,36	0,34	-0,07	0,10	0,17
Production et distribution électricité	0,15	0,14	0,17	0,01	-0,16
Production et distribution eau, assainiss, déchets	0,07	0,06	0,05	0,06	0,01
Construction	-0,16	0,40	0,03	0,13	0,10
Secteur tertiaire	2,6	2,0	1,9	1,3	-0,64
Commerce	0,36	0,58	0,27	0,35	0,08
Services	2,29	1,41	1,65	0,93	-0,72
Transports	0,24	0,12	0,03	0,14	0,11
Hébergement et restauration	0,09	0,06	0,06	0,04	-0,02
Information et Communication	0,32	0,27	0,44	-0,10	-0,54
Services financiers et d'assurance	0,21	0,14	0,13	0,10	-0,03
Services immobiliers	0,19	0,32	0,23	0,22	-0,01
Services spécialisés, scientifiques et techniques	0,48	-0,16	-0,04	0,06	0,10
Services de soutien au bureau	0,13	0,06	0,01	0,03	0,02
Services d'administration publique	0,30	0,35	0,17	0,10	-0,07
Enseignement	0,17	0,18	0,17	0,10	-0,07
Santé humaine et action sociale	0,08	0,05	0,02	0,00	-0,02
Autres services	0,16	0,08	0,07	0,06	-0,02
Taxes nettes sur les produits	0,59	0,22	0,74	0,25	-0,50

Sources : ANDS et Calculs MEPC

Dans le détail, la décélération est sous-tendue par des baisses concomitantes de 0,9 point de croissance des facteurs liés à la conjoncture (activités extractives hors hydrocarbures et production et distribution d'électricité et du gaz) et de 1,58 point de croissance des facteurs liés à l'ajustement budgétaire en cours (activités agroalimentaires, secteur des services et taxes nettes sur les produits), contrebalancée par une augmentation de 0,38 point de croissance des autres branches du secteur secondaire hors hydrocarbures et de la branche commerce (tertiaire) (voir tableau 1). En effet, le déficit budgétaire a été réduit de 13,7% du PIB en 2024 à 6,2% en 2025, soit un ajustement budgétaire de 7,5 points du PIB. Ce ralentissement

significatif de la demande publique a ainsi eu un impact limité, toutes choses étant égales par ailleurs, (0,21 point de pourcentage par point d'ajustement budgétaire) suggérant que la dépense publique, notamment d'investissement serait improductive. En somme, l'impact du ralentissement de la demande publique a été principalement observé sur les activités agroalimentaires et des branches des services et des taxes nettes sur les produits.

D'autres contreperformances pas nécessairement liées à la conjoncture budgétaire sont observées, soit une perte de 0,9 point de croissance par rapport à l'année 2024. Il s'agit notamment de la branche des activités extractives hors hydrocarbures, et de la production et distribution d'électricité et de gaz. Concernant la branche des activités extractives hors hydrocarbures, la contribution à la croissance est ressortie en baisse de 0,6 point, soit une perte de croissance de 0,7 point par rapport à l'année 2024. La contreperformance est liée aux autres industries extractives et des activités de soutien, notamment celle des activités d'exploration de pétrole et gaz naturel en lien avec le démarrage de la production d'hydrocarbures. S'agissant de la production et distribution d'électricité et de gaz, la contribution à la croissance est ressortie à (+0,01 point), soit une perte de croissance de 0,16 point. La décélération de cette branche est liée aux activités d'importation d'électricité de la SENELEC d'un pays voisin en raison des coûts de production plus compétitifs.

La demande intérieure a en effet enregistré une baisse de croissance de l'ordre de 0,02%, après une progression de 1,14% en 2024, soit un ralentissement imputable à celui du public. En termes de contribution à la croissance, la demande intérieure est ressortie en baisse de 0,03 point, soit une perte de croissance de 1,44 point par rapport à l'année 2024. S'agissant de la demande publique, les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont ralenti à 4%, après une hausse de 7,2% en 2024 tandis que la formation brute de capital fixe (FBCF) a subi une baisse de 36,9%, après une baisse de 12,5% en 2024. En termes de contribution à la croissance, la demande publique est ressortie en baisse de 1,5 point, soit une perte de croissance de 1,7 point par rapport à l'année 2024. En effet, la baisse du volume d'investissement public par rapport à 2024 s'explique notamment par le faible niveau de tirages sur les ressources extérieures et la réduction des investissements sur ressources intérieures. Cette baisse des investissements publics est compatible avec la consolidation budgétaire et le ralentissement des décaissements des bailleurs au regard du niveau élevé d'endettement du Sénégal.

Tableau 2 : Contribution à la croissance de la demande.

	2022	2023	2024	2025
PIB réel	3,9	4,3	6,5	6,7
Consommation finale	2,9	4,1	3,3	2,3
Publique	0,3	0,7	1,1	0,6
Privée	2,6	3,4	2,3	1,7
Investissement	7,2	1,4	-1,9	-2,4
Formation brute de capital fixe	3,9	3,5	0,3	2,2
Publique	-0,9	1,1	-0,9	-2,1
Privée	4,8	2,4	1,2	4,3
Variation de stocks	3,3	-2,1	-2,2	-4,5
Exportations de biens et services	0,9	-1,5	2,0	6,5
Importations de biens et services	7,1	-0,2	-3,0	-0,2

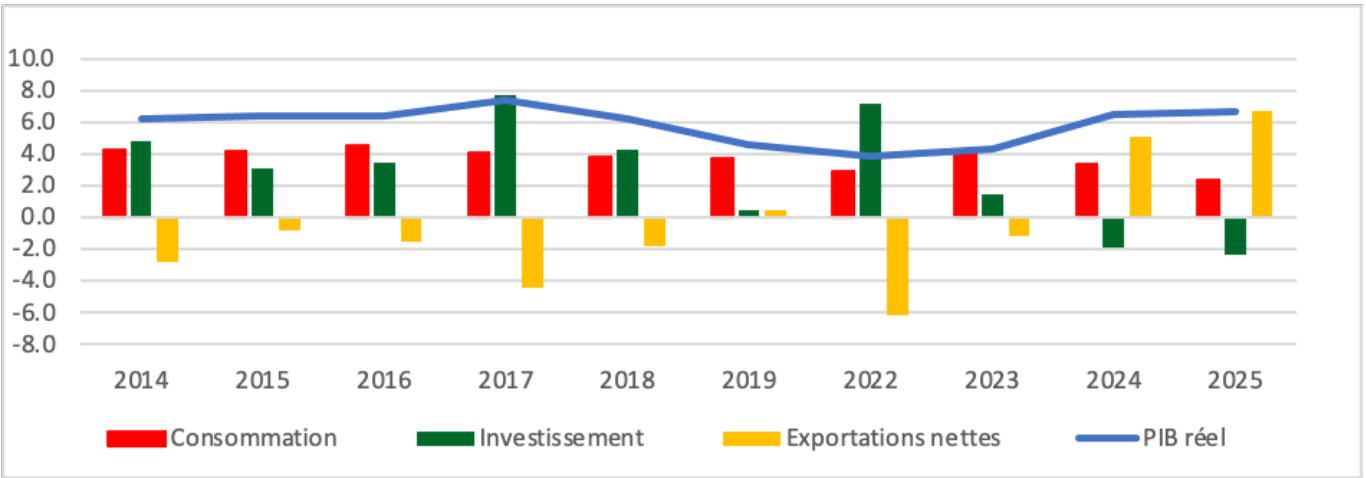
Source : ANSD

Le ralentissement de la demande intérieure est corroboré par la baisse des importations de biens et services en volume de 0,5% en 2025, ce qui a également pu expliquer le ralentissement de la croissance des taxes nettes. Cette baisse est portée essentiellement par celle des biens d'équipement et intermédiaires, notamment, les postes « machines, appareils & moteurs » et « véhicules, matériels transport & pièces détachées auto »

La demande extérieure, quant à elle, affiche une bonne performance en lien avec l'évolution des exportations. Hors hydrocarbures et produits extractifs[1], les expéditions à l'étranger de biens en volume se sont renforcées de 28,6% comparativement à 2024. La demande extérieure est ainsi restée dynamique en 2025 aussi bien pour les marchandises, les services, et biens non extractifs. Le secteur extractif a enregistré de bonnes performances en lien avec l'évolution de la production des hydrocarbures.

En somme, du point de vue de la demande, la croissance de 6,7% en 2025 est portée par une contribution à la croissance de 2,3 points de la consommation finale, de 2,2 points de la FBCF, et de 6,7 points des exportations nettes, amoindrie par une baisse de 4,5% de la contribution de la variation des stocks (déstockage) en lien avec la faiblesse de la demande.

Figure 3 : Evolution des contributions de la demande à la croissance.

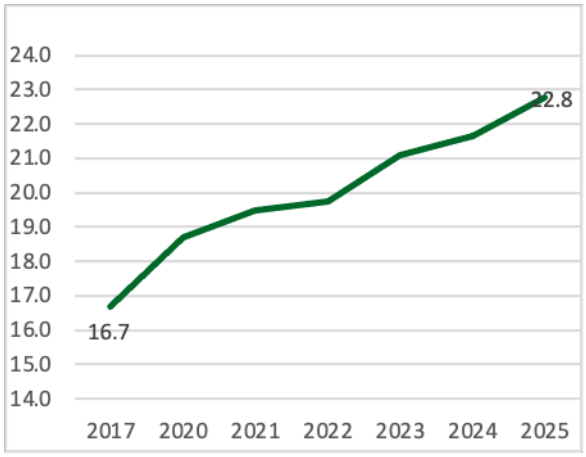


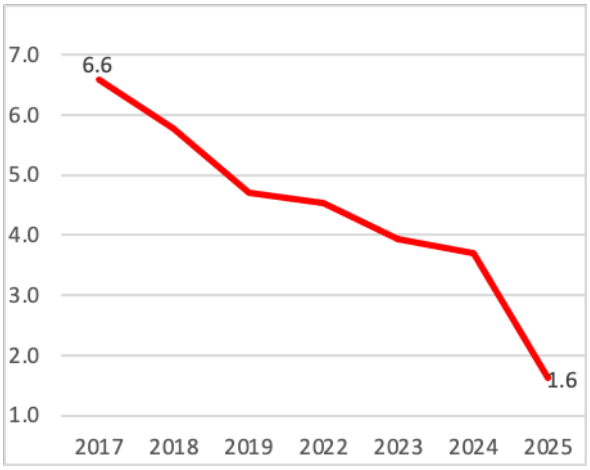
Source : *MEPC*

L'examen concomitant des évolutions des recettes fiscales en pourcentage du PIB (hors hydrocarbures et agriculture) et de l'activité économique hors agriculture et hydrocarbures depuis 2017 (figure 4) montre une corrélation fortement négative. En 2025, il a été constaté simultanément un décrochage de l'activité économique hors hydrocarbures et agriculture (de 3,7% en 2024 à 1,6%) et une forte hausse des recettes fiscales en pourcentage de cette assiette, de 21,7% en 2024 à 22,8%. Au vu du poids de la consommation privée dans la demande, il est important que la dépense publique soit productive et n'alimente pas essentiellement des importations au vu de la corrélation entre les déficits budgétaire et du compte courant de la balance des paiements (figure 5).

[1]Or non monétaire, zircon, titane, phosphates et sel.

Figure 4 : Recettes fiscales en % du PIB hors hydrocarbures et agriculture et sa croissance





Source : ANSD, MEPC

Figure 5 : déficits extérieurs et publics

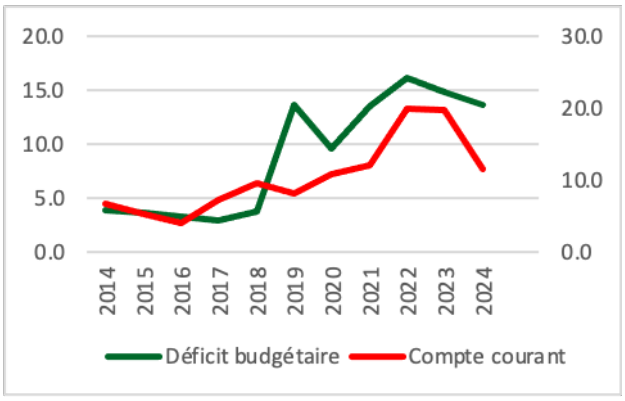
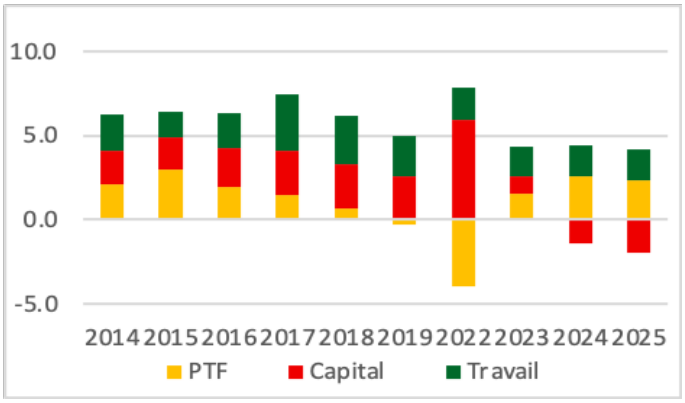


Figure 6 : comptabilité de la croissance



Source : ANSD, BCEAO, MEPC.

II.2. Prix et compétitivité

En 2025, l'inflation annuelle est demeurée dans une dynamique de désinflation et s'est maintenue dans la fourchette cible de la BCEAO, après les fortes tensions inflationnistes observées en 2022 et 2023. Ainsi, le taux d'inflation s'est établi à 1,4 % en 2025, contre 0,8 % en 2024.

L'évolution des prix a été principalement portée par les hausses enregistrées dans les produits alimentaires, les meubles et articles de ménage ainsi que l'entretien courant du foyer, les transports, et les services de restaurants et hôtels.

En termes d'origine, les produits locaux ont été les plus affectés par les augmentations de prix. L'inflation des produits locaux est ressortie à 3,3 %, tandis que les prix des produits importés ont enregistré une baisse de 2,5 %, en lien principalement avec la détente des cours mondiaux des produits énergétiques et alimentaires.

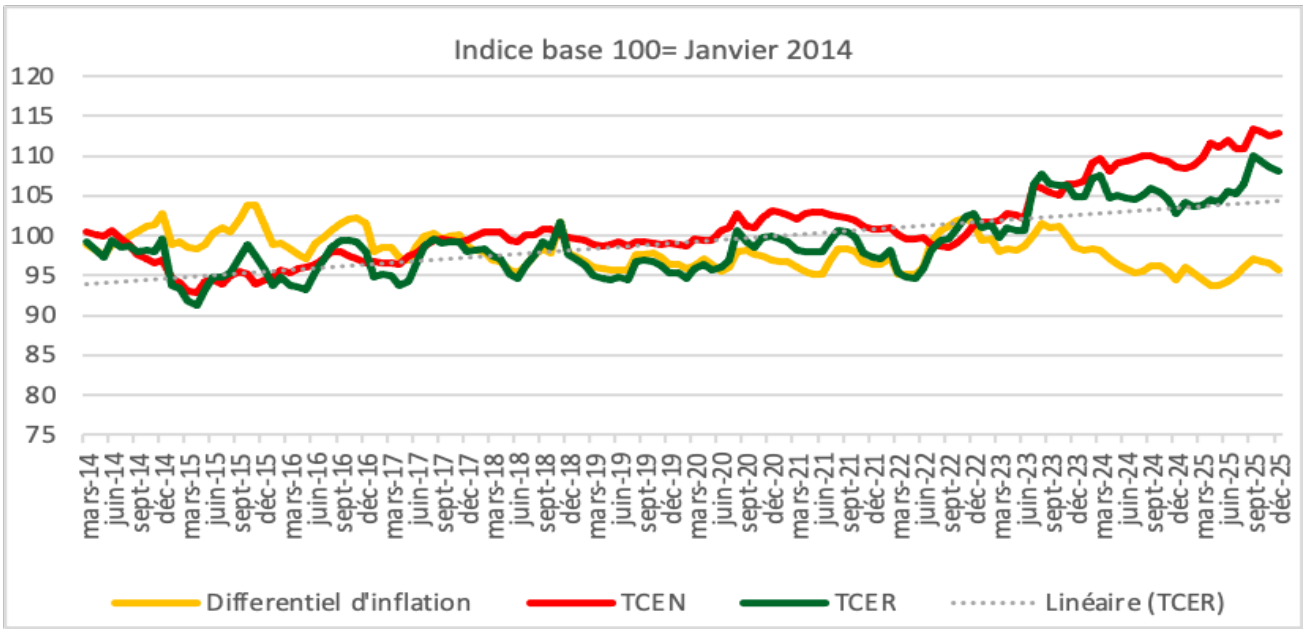
Figure 7 : Evolution de l'indice moyen des prix à la consommation.



Source : ANSD et calculs MEPC

L'appréciation du taux de change effectif réel (perte de compétitivité-prix) observée en 2023 et 2024 s'est poursuivie au terme de l'année 2025 en glissement annuel. À titre illustratif, à fin 2025, le taux de change effectif réel s'est apprécié de 0,9 %, sous l'effet d'une appréciation du taux de change effectif nominal de 2% vis-à-vis des monnaies des principaux partenaires commerciaux, partiellement compensée par un différentiel d'inflation favorable de 1,1 %. L'appréciation nominale favorise les importations malgré la maîtrise de l'inflation dans la mesure où les produits importés par le Sénégal ne sont majoritairement pas produits localement, et les prix des principaux produits exportés sont déterminés sur les marchés internationaux.

Figure 8 : Evolution du taux de change effectif réel TCER (- = dépréciation).



Source : Calculs MEPC

II.3. Secteur extérieur

Après une amélioration de la balance commerciale en 2024, la tendance s'est poursuivie au terme de l'année 2025 en glissement annuel, principalement sous l'effet d'une progression plus soutenue des exportations. À titre illustratif, les exportations de biens ont augmenté de 52,7%, tandis que les importations n'ont progressé que de 1,6 % en glissement annuel, dans un contexte de détente des prix alimentaires et énergétiques sur le marché mondial (voir tableaux 3b et 3c). Rapporté au PIB, le déficit de la balance commerciale s'est amélioré de 10,4 points de PIB, en raison principalement d'une hausse de 7,5 points de PIB des exportations de biens, conjuguée à une baisse de 2,9 points de PIB des importations de biens (voir tableau 3a).

Tableau 3a: Evolution de la Balance du commerce extérieur

	2024	2025	Ecart
	(en % du PIB)		
Exportations	20,0	27,6	7,5
Importations	36,7	33,8	-2,9
Déficit commercial	-16,7	-6,2	10,4
Source : MEPC			

De façon plus détaillée, les exportations de biens se sont établies à 5 935 milliards de FCFA, soit une progression de 52,7 %, impulsée principalement par une augmentation des quantités exportées (49,7%), conjuguée à une progression modérée de l'effet prix (3 %) en glissement annuel (voir tableau 3b). L'accroissement des volumes exportés s'explique essentiellement par les exportations d'hydrocarbures. La hausse modérée des prix est liée à la forte augmentation du cours de l'or brut, malgré la détente des cours mondiaux des produits énergétiques et alimentaires, dans un contexte d'appréciation nominale du FCFA par rapport aux principales devises.

Les exportations de pétrole brut représentent 26% des exportations totales. Elles ont enregistré une progression de 228,9 % en glissement annuel (voir tableau 3b), tirée principalement par l'augmentation des quantités exportées, en lien avec une année complète de production du gisement de Sangomar. S'agissant des produits pétroliers raffinés, ils représentent 16% des expéditions totales. Leur progression s'est établie à 23,3 %, soutenue principalement par les volumes exportés. Cette dynamique est liée à la bonne performance des activités de raffinage, notamment celles de la SAR, la baisse du cours du baril favorisant une activité de raffinage soutenue. Selon les données de l'ANSD, les activités de raffinage de pétrole et de cokéfaction ont progressé de 26,4 % en 2025, soit une contribution à la croissance de 0,1 point.

Les exportations d'or brut représentent 16,5% des recettes totales d'exportations. Après une hausse notable en 2024, la tendance s'est poursuivie en 2025, avec une progression de 66,2 % en glissement annuel, imputable principalement à la forte hausse du cours de l'or brut (44,1 %). Cette appréciation s'explique par une demande accrue des banques centrales dans un contexte de tensions géopolitiques favorisant les actifs refuges.

Les exportations de produits halieutiques représentent 5 % des exportations totales. Elles ont progressé de 13,4 %, sous l'effet principalement de l'augmentation des quantités exportées (35,3 %).

Concernant les exportations d'acide phosphorique, elles représentent 4 % des exportations totales. Elles ont enregistré une légère hausse de 0,1 % en glissement annuel. Cette contreperformance s'explique par une baisse des quantités exportées (16,8 %), en lien avec le recul de la production de phosphates.

Hors produits extractifs (pétrole brut, or brut, zircon, titane), les exportations ont progressé de 23 % en glissement annuel, sous l'effet conjugué de l'effet prix (7,5 %) et de l'augmentation des quantités exportées (14,5 %). Cette performance traduit un certain degré de résilience dans la diversification des exportations de biens et une orientation favorable de la demande extérieure.

Tableau 3b : Evolution des exportations de biens de 2025.

	Croissance		Part relative/ exportations (%)
	En valeur (%)	Quantités (%)	
Exportations totales	**52,7**	**49,7**	**100**
Produits halieutiques	13,4	3,0	5
Sel brut	-7,2	-21,8	0
Produits arachidiers	-73,4	-80,3	0
Ciment hydraulique	4,4	10,8	2
Pétrole brut	228,9	258,6	26
Produits pétroliers	23,3	68,4	16
Phosphates	-15,0	-13,7	1
Acide phosphorique	0,1	-16,8	4
Or non monétaire	66,2	26,7	16
Titane	-12,6	21,4	1
Zirconium	-11,7	2,1	1
Autres produits	38,4	0,7	26

Source : ANSD et calculs du MEPC

Concernant les importations, elles se sont établies à 7279 milliards de FCFA, soit une progression modérée de 1,6 % au terme de l'année 2025 en glissement annuel (voir tableau 3 c). Cette évolution résulte d'une hausse des quantités importées (5,3 %), atténuée par une baisse de l'effet prix (-3,5 %). Le recul de l'effet prix s'explique par la détente des cours internationaux des produits alimentaires et énergétiques. Pour les produits énergétiques, la baisse est principalement imputable à l'effet prix, en lien avec le repli du cours du baril sur le marché mondial en 2025. Par ailleurs, la progression modérée des volumes importés peut s'expliquer par l'activité soutenue de raffinage de la SAR, qui demeure performante en période de baisse des cours du pétrole.

S'agissant des importations de produits alimentaires, elles ont enregistré une progression modérée, soutenue par l'effet volume et atténuée par la baisse de l'effet prix, en lien avec la détente des prix internationaux des denrées alimentaires. Concernant les biens intermédiaires, la bonne orientation des quantités importées pourrait expliquer la performance des exportations hors produits extractifs. Quant aux biens d'équipement, la progression modérée des volumes importés pourrait être liée à la baisse de l'investissement public, lequel

concentre une part importante des importations associées aux projets d'investissement. Au total, la structure des importations demeure dominée par les produits pétroliers (27 %), les biens d'équipement (34 %), les produits alimentaires (18 %) et les demi-produits (18 %) (voir tableau 1c).

Tableau 3c : Evolution des importations de biens de l'année 2025

	Croisance		Part relative/Importions (%)
	en valeur (%)	Quantités (%)	
Importations totales	1,6	5,3	
Alimentations, boissons, tabacs	4,4	7,9	18
Energie et lubrifiants	-10,7	1,6	27
Demi-produits	4,0	14,5	18
Biens d'équipement	8,8	5,1	34
Autres produits	24,1	-2,7	3

Source : ANSD et calculs MEPC

Il est attendu à une amélioration du déficit du compte courant de la balance des paiements projeté à 4,1 % du PIB, soit une amélioration de 7,4 points de PIB par rapport à 2024 (voir tableau balance des paiements en annexe). Cette évolution serait principalement impulsée par une résorption du déficit de la balance commerciale (8,5 points de PIB), en lien avec les exportations d'hydrocarbures sur une année complète de production, ainsi qu'avec la baisse des importations consécutive à la détente des cours mondiaux des produits alimentaires et énergétiques (voir annexes). Cette amélioration interviendrait malgré une légère détérioration de 0,3 point de PIB de la balance des services et du revenu primaire et de 0,8 point du PIB de la balance du revenu secondaire, nonobstant une bonne orientation des transferts des sénégalais de l'extérieur. Le ratio de couverture des avoirs extérieurs bruts du Sénégal en mois d'importations de biens et services s'améliorerait par rapport à 2024 pour s'établir à 4,7 mois. La couverture des importations par les réserves de change de l'Union est prévue à plus de 7 mois, traduisant une contribution significative du Sénégal au pool de réserves régionales.

Le financement du déficit du compte courant est couvert principalement par le compte financier. Ce dernier est ressorti à 5,5% du PIB, soit une baisse de 5,5 points du PIB par rapport à l'année 2025 (voir annexes). Cette forte baisse est liée aux flux nets sortants des investissements directs étrangers en lien avec le remboursement du cost-oil des compagnies pétrolières (démarrage de la production des hydrocarbures). Ainsi, les IDE sont estimées à 1% du PIB, après 10% du PIB en 2024. Sur la période 2025-2028, il est prévu des IDE nets à 1% du PIB (en dessous de la période 2011-2016 (1,6% du PIB) lié aux flux nets sortants de capitaux des projets d'hydrocarbures, et une hausse des IDE dés 2029. Par contre, en 2025, l'investissement de portefeuille est estimé à 3,6% du PIB, soit une hausse de 1,5 point PIB par rapport à l'année 2024. Ce raffermissement de l'investissement de portefeuille est sous-tendu par les émissions du Sénégal sur le marché régional de la dette de l'UMOA en lien avec la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT-2026-2028). Concernant les autres investissements. Ils sont estimés à 1% du PIB, impulsés par un endettement net de l'administration publique de 3,8% du PIB et un désengagement net de 2,9% du PIB du secteur privé par rapport au reste du monde. Par ailleurs, la situation monétaire dégage une accumulation des avoirs extérieurs nets de 2,2% du PIB, ce qui implique un solde global de la balance des paiements positif.

II.4. Finances publiques

L'exécution budgétaire de l'année 2025 a été marquée par une progression des recettes et dons ainsi qu'une compression substantielle des dépenses publiques en pourcentage du PIB, dans un contexte de décélération de l'activité économique hors agriculture et hydrocarbures et d'inflation modérée (voir Tableau 4). Les recettes et dons se sont établis à 20,9% du PIB, soit une hausse de 0,3 point de PIB, tandis que les dépenses publiques ont représenté 27,1% du PIB, en baisse de 7,2 points de PIB. Il en résulte un déficit budgétaire de 6,2% du PIB, soit une amélioration de 7,5 points de PIB par rapport à 2024. Ce niveau de déficit demeure en deçà de la cible fixée dans la LFR2, qui tablait sur un déficit de 7,8 % du PIB en 2025. En somme, l'année 2025 a été caractérisée par une amélioration de la mobilisation des recettes, notamment des recettes budgétaires, ainsi que par une compression substantielle des dépenses publiques, en particulier des dépenses d'investissement. Dans le détail, les dépenses courantes et les dépenses d'investissement se sont compressées respectivement de 2,5 points du PIB et de 4,7 points du PIB.

Tableau 4: Opérations financières de l'Etat (TOFE)

	déc-24	déc-25	Ecart	déc-24	déc-25	Variation
	(en pourcentage du PIB)			(En milliards de FCFA)		
Total recettes, dons et FSE	**20,5**	**20,9**	**0,3**	**4005**	**4493**	**12,2**
Recettes budgétaires	19,9	20,4	0,5	3877	4390	13,3
Recettes fiscales	**18,9**	**19,0**	**0,0**	**3693**	**4087**	**10,7**
Impôt direct	7,1	7,1	-0,1	1390	1522	9,5
Impôt indirect	11,8	11,9	0,1	2303	2565	11,4
Recettes non fiscales	0,9	1,4	0,5	185	303	63,8
Dons	**0,7**	**0,5**	**-0,2**	**128**	**102**	**-20,1**
Budgétaires	0,0	0,0	0,0	0	8	11204
Capital	0,7	0,4	-0,2	128	94	0,0
Dépenses et prêts nets	**34,2**	**27,1**	**-7,2**	**6674**	**5833**	**-12,6**
Dépenses courantes	22,9	20,4	-2,5	4460	4391	-1,5
Traitements et salaires	7,2	6,7	-0,5	1403	1437	2,5
Intérêts sur la dette publique	4,2	4,9	0,7	822	1057	28,5
Extérieure	3,4	3,6	0,1	669	766	14,4
Intérieure	0,8	1,4	0,6	153	291	90,4
Autres dépenses courantes	11,5	8,8	-2,6	2235	1897	-15,1
Achats de biens et services	2,0	1,8	-0,2	385	382	-0,9
Transferts et subventions	9,5	7,0	-2,4	1850	1515	-18,1
Subvention énergie	2,2	1,9	-0,2	420	413	-1,8
Transferts courants	7,3	5,1	-2,2	1429	1102	-22,9
Dépenses en capital	**11,4**	**6,7**	**-4,7**	**2214**	**1441**	**-34,9**
Financement intérieur	4,6	2,5	-2,1	894	542	-39,4
Financement extérieur	6,8	4,2	-2,6	1320	900	-31,9

Solde global de l'administration	-13,7	-6,2	7,5	-2670	-1340	0,0
Financement	**-13,7**	**-6,2**		**-2670**	**-1340**	
Acquisition nette d'actifs financiers	2,7	2,0		521	425	
Accumulation nette de passifs	**12,8**	**8,2**		**2495**	**1769**	
Intérieur	**1,5**	**1,3**		**288**	**285**	
Titres créances intérieurs	4,4	5,9		867	1260	
Crédits dont FMI et autres flux	-3,1	-4,2		-606	-895	
Autres comptes à payer	0,1	-0,4		26	-80	
Extérieur	**11,3**	**6,9**		**2207**	**1484**	
Titres de créances UMOA	2,6	3,1		507	660	
Prêts programmes	0,4	0,4		82	76	
Prêts projets	6,2	5,0		1205	1086	
Autres crédits	6,6	4,1		1283	880	
Amortissement	-4,5	-5,7		-869	-1218	
Erreurs et omissions	3,6	0,0		696	-3	
PIB nominal	**19506**	**21535**				

Source : MFB et Calculs MEPC

Pour financer le déficit budgétaire de 1340 milliards de FCFA (6,2% du PIB) en 2025, l'État a mobilisé (acquisition) des actifs financiers à hauteur de 425 milliards de FCFA (2% du PIB) et a accru son passif net de 1769 milliards de FCFA (8,4% du PIB) (voir tableau 4). Le passif net est principalement tiré par les emprunts intérieurs, y compris auprès du système bancaire, à hauteur de 285 milliards de FCFA (1,3 % du PIB), ainsi que par les emprunts extérieurs, incluant les tirages et les financements provenant de l'UEMOA, pour 1484 milliards de FCFA (7% du PIB).

Dans le détail, le financement intérieur de 285 milliards (1,3 % du PIB) est porté par les titres de créances intérieurs à 1260 milliards (4,3 points de PIB), atténué par le remboursement des crédits du FMI et autres flux[2] à 895 milliards de FCFA (4,2 points de PIB) ainsi que par la réduction des autres comptes à payer à 80 milliards de FCFA (0,4 point de PIB). S'agissant du financement extérieur à 1484 milliards de FCFA (5 % du PIB), celui-ci est soutenu par les émissions nettes de titres sur le marché de l'UEMOA hors Sénégal à 660 milliards de FCFA (3,1 points de PIB) et par les emprunts programmes à 76 milliards de FCFA (0,4 point du PIB), les emprunts-projets[3] à 1086 milliards de FCFA (5,1 points de PIB), les autres crédits extérieurs nets à 880 milliards (4,2% du PIB) atténués par l'amortissement de la dette extérieure à 1218 milliards de FCFA (5,8 points de PIB).

II.4.A. Recettes

Comme indiqué précédemment, l'année 2025 a été marquée par une progression des recettes (y compris dons) en pourcentage du PIB, dans un contexte de décélération de l'activité économique hors agriculture et hydrocarbures. Le gain de recettes s'est établi à 0,3 point de PIB, résultant d'une

[2]FMI (143 milliards), Afreximbank (423 milliards), autres emprunts (324 milliards)
[3]Ils comprennent 833 milliards d'emprunts projets courants, paiements arriérés sur projets (246 milliards), acquisition d'actifs financiers (6,2 milliards)

hausse de 0,5 point de PIB des recettes budgétaires, atténuée par une baisse de 0,2 point de PIB des dons. **En termes nominaux, les recettes et dons ont progressé de 12,2% en glissement annuel, sous l'effet d'une augmentation des recettes fiscales (+10,7%) et non fiscales (+63,8%), partiellement compensée par un repli des dons (-20,1%).** S'agissant des recettes fiscales, leur performance ne reflète pas l'évolution de l'activité économique hors agriculture et hydrocarbures, qui demeure sur une trajectoire de décélération observée depuis 2017. Cette dynamique résulterait en partie d'effets de redressement fiscal et des efforts accrus de l'administration fiscale. Le taux de pression fiscale est ressorti à 19% du PIB, en hausse de 0,1point de PIB par rapport à 2024. L'amélioration des recettes fiscales s'explique principalement par une légère augmentation de 0,1 point du PIB des impôts indirects.

Concernant les impôts indirects, la hausse de 0,1 point de PIB est portée par la bonne performance des recettes de TVA (+0,4 point de PIB), atténuée par la baisse des taxes sur les biens et services hors TVA, des droits de douane et des autres recettes fiscales. La forte progression des recettes de TVA ne semble pas directement corrélée à la dynamique de l'activité économique, mais plutôt aux effets de redressements fiscaux et aux efforts de mobilisation de l'administration fiscale. Enfin, les recettes du FSIPP ont progressé en nominal, en lien avec la baisse du cours du Brent sur le marché mondial.

Tableau 5: Structure des recettes fiscales

	2024	2025	2024	2025	Ecart
	(en milliards de FCFA)		(en pourcentage du PIB)		
Recettes fiscales	3693	4087	18,9	19,0	0,0
Impôts directs	1381	1519	7,1	7,1	0,0
Impôts sur le revenu, les bénéfices et gain en capital	1270	1395	6,5	6,5	0,0
Charges des personnes physiques	659	743	3,4	3,4	0,1
Impôts sur les sociétés et autres entreprises	611	652	3,1	3,0	-0,1
Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	45	60	0,2	0,3	0,0
Impôts sur le patrimoine	66	64	0,3	0,3	0,0
Impôts indirects	2312	2569	11,9	11,9	0,1
Recettes de TVA	1141	1337	5,9	6,2	0,4
Intérieure	457	583	2,3	2,7	0,4
Importation	684	755	3,5	3,5	0,0
Taxes sur les biens et services hors TVA	512	534	2,6	2,5	-0,1
Droits de douane et autres droits à l'importation	498	531	2,6	2,5	-0,09
FSIPP	103	111	0,5	0,5	-0,01
Autres recettes fiscales	57	54	0,3	0,3	-0,04

Source : FMI, calculs MEPC

II.4.B. Dépenses publiques

Au terme de l'année 2025, les dépenses publiques sont estimées à 27,1% du PIB, soit une compression de 7,2 points de PIB, principalement imputable à la fois aux dépenses courantes et aux dépenses d'investissement (voir annexes). Cette compression résulte d'un recul plus marqué des dépenses d'investissement que des dépenses courantes. S'agissant des dépenses courantes, la baisse est ressortie à 2,5 points du PIB tirée par la masse salariale (0,5 point du PIB), les achats de biens et services (0,2 point du PIB), des transferts courants et subventions (2,4 points du PIB) contrebalancée par la hausse

de 0,7 point du PIB des intérêts sur la dette publique. La masse salariale a diminué de 0,5 point de PIB, malgré une progression nominale modérée de 2,5% par rapport à 2024, traduisant une évolution maîtrisée des effectifs de la fonction publique. Les achats de biens et services ont reculé de 0,2 point de PIB, reflétant la poursuite des efforts de rationalisation des dépenses. La baisse des dépenses courantes (2,4 points de PIB) est imputable principalement aux transferts courants (2,2 points du PIB), alors que la subvention énergétique s'est repliée de 0,2 point du PIB tout en restant élevée à environ 2% du PIB. La baisse des transferts courants est en lien avec la consolidation budgétaire en cours et la transparence budgétaire. S'agissant de la subvention au secteur de l'énergie, la baisse observée est en lien avec la détente du cours du baril sur le marché mondial sur l'année 2025. En revanche, les intérêts sur la dette publique ont fortement augmenté, sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt sur le marché régional et de la révision à la hausse de l'encours de la dette sur la période 2019-2024 (audit des finances publiques) mais aussi de la stratégie d'endettement sur le marché régional.

Quant aux dépenses d'investissement, elles se sont établies à 6,7% du PIB, en baisse de 4,7 points de PIB en glissement annuel, du fait d'un recul plus prononcé des dépenses financées sur ressources extérieures que de celles financées sur ressources intérieures. Les dépenses d'investissement financées sur ressources intérieures ont diminué de 2,1 points de PIB principalement en lien avec la consolidation budgétaire. La hausse nominale des intérêts qui est ressortie à 234 milliards de FCFA par rapport à l'année 2024, a exercé un effet d'éviction sur certaines dépenses. Concernant les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures, la baisse de 2,6 points de PIB s'explique par un faible niveau de décaissement des prêts-projets et des dons en capital, en cohérence avec les objectifs fixés dans la LFR-2 pour 2025. En termes nominaux, les dépenses d'investissement ont chuté de 34,9% en glissement annuel, sous l'effet d'une contraction plus marquée des investissements financés sur ressources intérieures (-39,4%) que de ceux financés sur ressources extérieures (-31,9 %).

II.5. Situation monétaire, liquidité bancaire et titres publics

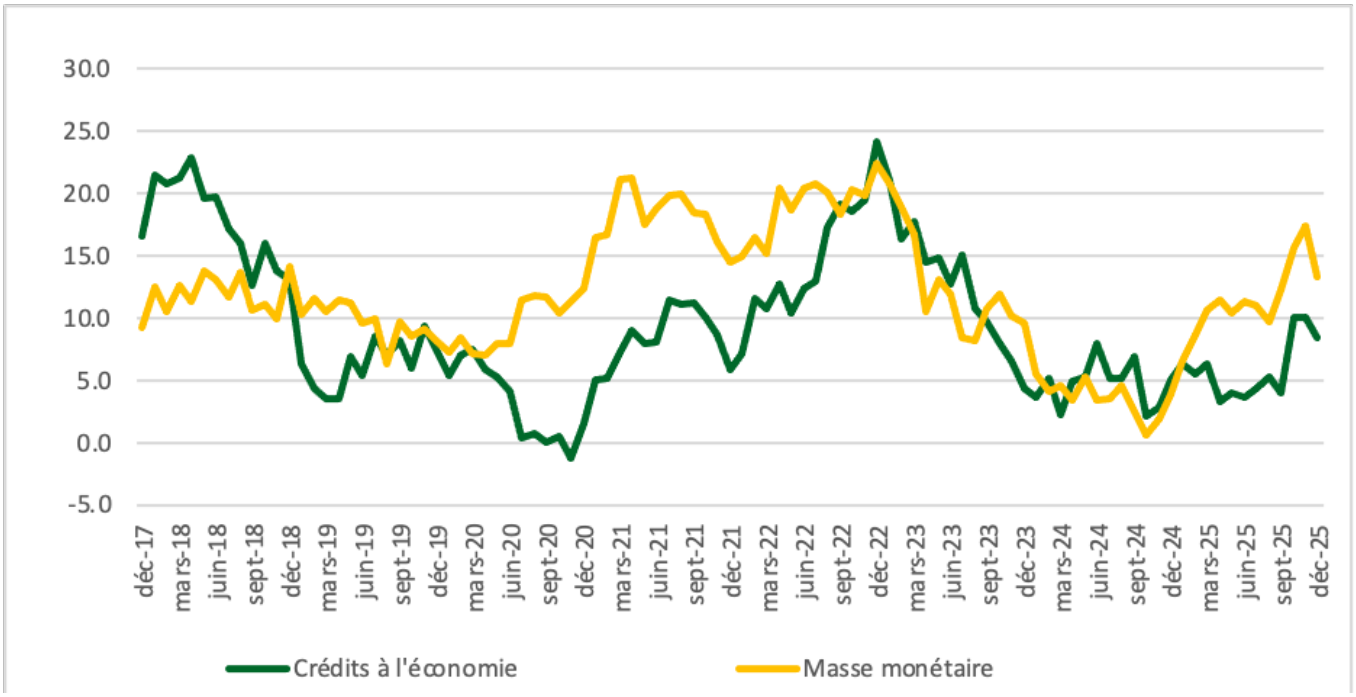
II.5.A. Agrégats monétaires

À fin décembre 2025, la situation monétaire est marquée par une accélération concomitante de la croissance de la masse monétaire, qui ressort à 13,3%, contre une progression de 3,9 % à fin décembre 2024. Après une phase de décélération en 2023 et 2024, la masse monétaire a ainsi suivi une trajectoire haussière tout au long de l'année 2025. Cette expansion est principalement portée par une forte consolidation des avoirs extérieurs nets (+22,6%), après une progression de 3,8% à fin décembre 2024. Cette dynamique de consolidation des avoirs extérieurs nets est expliquée par une amélioration du profil des comptes extérieurs de la balance des paiements notamment du compte courant.

Les crédits à l'économie ont progressé de 8,4% en glissement annuel, soit un rythme nettement plus soutenu par rapport à décembre 2024 (+5,1 %). Les crédits au secteur privé non financier et aux ménages ont cru respectivement de 13,8% et 15,8%, contre respectivement une baisse de 4,5% et une progression de 4,6% en fin décembre 2024. Ces agrégats économiques sont corrélés à la bonne orientation de la FBCF du secteur privé et la consommation privée. Pour rappel, la FBCF du secteur privé a enregistré une progression de 13,5% en 2025 contre une 3,7% un an plus tôt. A fin décembre 2025,

le crédit à l'État a augmenté de 15,7%, après une progression de 5,1% à fin décembre 2024 en glissement annuel. Cette dynamique reflète le recours accru de l'État au marché régional de la dette de l'UMOA pour couvrir son besoin de financement brut, en raison de la contrainte de financement sur le marché financier international (suspension du programme avec le FMI). Malgré le recours accru de l'État au marché régional, un effet d'éviction, notamment en volume, n'a pas été observé sur le marché domestique, probablement en raison d'une participation significative des non-résidents aux souscriptions de titres publics. Par ailleurs, l'accélération des crédits à l'économie au dernier trimestre pourrait refléter un recours accru des entreprises privées non financières au financement bancaire, afin de faire face à des tensions de trésorerie.

Figure 9 : Evolution de la masse monétaire et des crédits à l'économie.



Source : BCEAO et calculs MEPC

Dans la zone euro, le principal taux de refinancement de 4,50% de juin 2024 a subi cinq [4] révisions à la baisse sur le dernier semestre de 2024 pour ressortir à 3,15% en fin décembre 2024 suivi de quatre[5] révisions à la baisse en 2025. Ainsi, le principal taux refinancement est passé de 3,15% en fin décembre 2024 à 2,15% en fin décembre 2025, soit une baisse de 100 points de base. Le BCEAO a préservé un différentiel de taux directeur[6] ciblé entre 100 et 150 points de base par rapport à la zone euro d'ancrage. A fin 2025, ce différentiel s'est établi à 110 points de base.

II.5.B. Refinancement monétaire et marché monétaire

II.5. B.1. Refinancement monétaire

À fin décembre 2025, l'encours du refinancement monétaire de l'UMOA ressort en baisse par rapport à la même période de 2024, dans un contexte de desserrement de la politique monétaire. A l'échelle de l'UMOA, l'encours de refinancement est passé de 9 407 milliards de FCFA (6,9% du PIB) à fin décembre 2024 à 8326 milliards de FCFA (5,6% du PIB) à fin décembre 2025. Ainsi, la BCEAO a ajusté son

[4]Fin juin 2024 : 4,50% à 4,25%
Fin septembre 2024 : 4,25% à 3,65%
Fin octobre 2024 : 3,65% à 3,40%
Fin décembre 2024 : 3,40% à 3,15%.

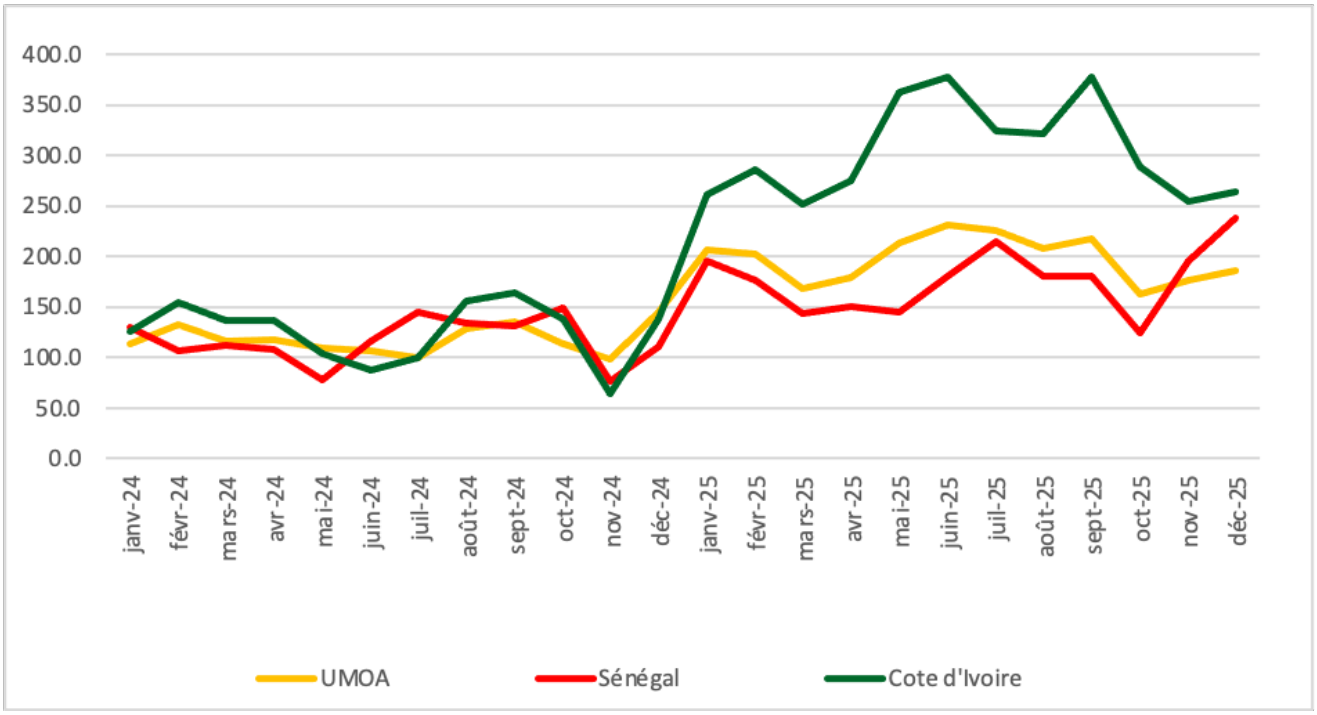
[5]Février 2025 : 3,15% à 2,90%
Mars 2025 : 2,90% à 2,65%.
Avril 2025 : 2,65% à 2,40%.
Juin 2025 : 2,40% à 2,15%.

[6]Les taux directeurs de décembre 2023 (taux minimum à 3,50% et taux de prêt marginal à 5,50%) sont restés inchangé sur toute l'année 2024. La révision à la baisse de 25 points du corridor des taux directeurs est intervenue en juin 2025.

offre de liquidités à la baisse, malgré la réduction des taux directeurs et dans un contexte de hausse de la demande de liquidités des banques lors des adjudications hebdomadaires. Cet ajustement à la baisse en pourcentage du PIB de l'Union notamment, est de nature à accompagner la consolidation de ses réserves de changes. En définitive, au-delà des taux d'intérêt qui doivent maintenir une cohérence avec la zone d'ancrage, la politique monétaire de l'union, notamment le volume de refinancement en pourcentage du PIB de l'union est conditionné à un niveau adéquat des réserves de change de la BCEAO.

Pour ce qui est du Sénégal, l'évolution du volume de refinancement monétaire suit globalement la même tendance que celle observée dans l'UMOA. Le niveau du refinancement monétaire reste inchangé en pourcentage du PIB dans un contexte d'assouplissement monétaire sur les taux. L'encours est passé de 1 415 milliards de FCFA (7,3% du PIB) à fin décembre 2024 à 1522 milliards de FCFA à fin décembre 2025, soit environ 7,1% du PIB. Par ailleurs, le ratio des réserves excédentaires rapportées aux réserves requises a suivi une tendance haussière tout au long de l'année 2025. La progression des réserves libres, conjuguée au maintien du volume de refinancement, pourrait suggérer que les banques, notamment ivoiriennes, conservent la trésorerie du refinancement en cas de changement de politique de refinancement de la BCEAO.

Figure 10: Evolution du ratio des réserves libres par rapport à celle requises.



Source : BCEAO et calculs MPEC

II.5.B.2. Marché monétaire

Sur l'année 2025, les conditions monétaires dans l'Union se sont assouplies et le taux moyen pondéré aux adjudications hebdomadaires a baissé (voir tableau 3) malgré le repli du refinancement en pourcentage du PIB. En 2025, le taux d'intérêt moyen pondéré est ressorti à 4,74%, après avoir été systématiquement fixé à 5,50% sur l'ensemble de l'année 2024, soit une baisse de 76 points de base. Le taux d'intérêt moyen du marché interbancaire, toutes maturités confondues, s'est établi à 5,40%,

contre 5,89 % en 2024, soit un recul d'environ 50 points de base. Sur le compartiment à une semaine, le taux moyen est ressorti à 5,33%, après 5,95 % en 2024, correspondant à une baisse de 62 points de base (voir tableau 6). En 2024, le taux moyen pondéré aux adjudications était confondu avec le taux du guichet de prêt marginal impliquant des conditions monétaires plus restrictives.

S'agissant des taux du marché interbancaire, ils se sont situés au-dessus du corridor des taux directeurs de la BCEAO au premier semestre 2025 indiquant une politique quantitative restrictive, puis en dessous au second semestre du fait de l'assouplissement des conditions de liquidité des banques (voir tableau 6). La situation observée au second semestre a contribué à dynamiser le marché interbancaire. Le maintien des taux du marché interbancaire dans le corridor des taux d'intérêt de la BCEAO (défini par le taux minimum de soumission (3,25 %) et le taux du guichet de prêt marginal (5,25 %) dépend d'une politique de fourniture de toute la liquidité demandée par les banques au taux marginal au besoin, ce qui n'a pas été le cas, faisant de la politique monétaire une politique principalement quantitative.

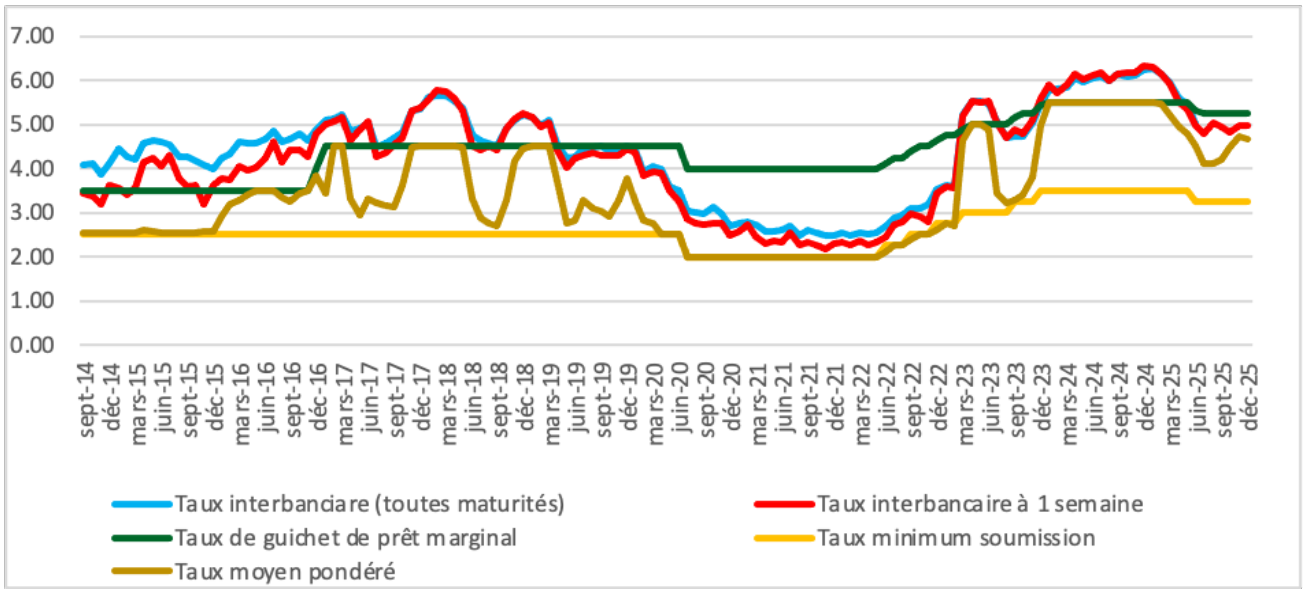
Ainsi, malgré la baisse des taux directeurs, la BCEAO a ajusté son offre de liquidités à la baisse lors de ses adjudications hebdomadaires, alors que la demande de liquidités des banques commerciales a suivi une tendance haussière (voir tableau 6). La Banque centrale module ainsi son offre de liquidités en fonction de ses objectifs notamment de réserves de change.

Tableau 6 : : Moyenne mensuelle des adjudications hebdomadaires de la BCEAO par trimestre sur le marché monétaire de l'UMOA

	2024				2025			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
	(En milliards de FCFA)							
Montant mis en adjudication	6721	7448	7771	7990	7952	7890	7650	7827
Soumissions proposées	7864	8079	8253	8334	8088	7911	7829	8070
Montant retenu	6721	7448	7771	7990	7913	7795	7650	7805
	(Taux)							
Taux marginal	5,49	4,67	5,50	5,50	4,71	3,92	3,61	4,22
Taux minimum soumission	3,00	3,50	3,50	3,50	3,50	3,25	3,25	3,25
Taux moyen pondéré	5,50	5,50	5,50	5,50	5,40	4,75	4,15	4,64
Taux interbancaire (toutes maturités)	5,80	5,56	6,08	6,15	6,13	5,36	5,00	5,12
Taux interbancaire à 1 semaine	5,84	5,63	6,10	6,24	6,13	5,28	4,93	4,97
Taux de guichet de prêt marginal	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	5,44	5,25	5,25
	(En milliards de FCFA)							
Volume interbancaire (toutes maturités)	541	569	806	884	734	822	768	976
Volume interbancaire à 1 semaine	276	239	526	563	423	530	483	577
Adjudication à un mois	617	533	450	363	275	213	174	125
Adjudication total (S+M)	7338	7981	8221	8352	8227	8103	7824	7952

Source : BCEAO et calculs MEPC

Figure 11 : Evolution des taux du marché monétaire de l'UMOA



Source : BCEAO et calculs MEPC

II.5.C. Liquidité bancaire brute

À fin décembre 2025, la position structurelle de liquidité des banques, ou trésorerie propre, demeure déficitaire, tout en affichant une amélioration par rapport à la même période de 2024 (voir figure 12). Ainsi, la liquidité propre des banques de l'UMOA définie comme la trésorerie hors refinancement auprès de la BCEAO reste négative, mais s'est améliorée en passant de -5 635 milliards de FCFA à fin décembre 2024 à -2324 milliards de FCFA à fin décembre 2025, soit une amélioration de 3311 milliards de FCFA, dans un contexte de baisse de l'encours du refinancement monétaire (1081 milliards). Dans le même temps, la liquidité bancaire brute s'est établie à 6001 milliards de FCFA, en hausse de 2230 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2024. Cette évolution s'explique par une incidence positive des facteurs autonomes à hauteur de 3311 milliards de FCFA, notamment les avoirs extérieurs et la trésorerie des Etats, atténuée par une diminution de 1081 milliards de FCFA de l'encours du refinancement monétaire de l'UMOA.

Figure 12: Evolution de la position de liquidité de l'UMOA



Source : BCEAO et calculs MEPC

S'agissant du Sénégal, à fin décembre 2025, la position structurelle de liquidité des banques (trésorerie propre) demeure déficitaire, mais s'est améliorée par rapport à la même période de 2024. La position de liquidité négative est passée de 652 milliards de FCFA à fin décembre 2024 à 315 milliards de FCFA à fin décembre 2025, soit une amélioration de 336 milliards de FCFA.

S'agissant de la liquidité bancaire brute, elle s'est établie à 1207 milliards de FCFA à fin décembre 2025, en hausse de 444 milliards de FCFA par rapport à la même période de 2024. Cette progression s'explique par une incidence positive des facteurs autonomes à hauteur de 337 milliards de FCFA, conjuguée à une augmentation de 107 milliards de FCFA de l'encours du refinancement monétaire auprès de la BCEAO.

II.5.D. Indicateurs de suivi macroprudentiels

L'analyse des indicateurs macroprudentiels du système bancaire sénégalais, à fin juin 2025, met en évidence une résilience globale du secteur, dans un contexte de renforcement de l'intermédiation financière et de recours accru au financement domestique. Cette dynamique s'accompagne d'une amélioration progressive mais encore fragile de la qualité des actifs, d'un niveau de capitalisation globalement satisfaisant, ainsi que d'une exposition en nette hausse aux titres publics.

Dans ce contexte, si les fondamentaux du système bancaire demeurent solides, plusieurs points de vigilance persistent, notamment en matière de couverture des risques, de respect des normes prudentielles et de concentration des expositions souveraines, appelant à un suivi macroprudentiel renforcé.

II.5.D.1. Qualité des actifs et évolution des prêts non performants

Sur la base des statistiques disponibles à fin juin 2025, la qualité du portefeuille de crédits s'est légèrement améliorée, comme en témoigne la baisse du taux brut de dégradation, ressorti à 10,3 % après 10,5% à fin juin 2024. Le taux net de dégradation est resté stable à 4,6 %, traduisant une maîtrise relative du risque de crédit.

Toutefois, cette amélioration demeure à nuancer. L'encours des créances en souffrance a poursuivi sa progression (+1,6 %), pour atteindre 850,6 milliards de FCFA, sous l'effet notamment de l'augmentation des créances douteuses et litigieuses. Par ailleurs, le taux de provisionnement a légèrement reculé, passant de 58,9 % à 58,2%, suggérant un affaiblissement marginal de la couverture des risques.

Dans l'ensemble, ces évolutions traduisent une amélioration qualitative encore fragile, appelant au maintien d'une vigilance accrue face aux risques de dégradation du portefeuille.

II.5.D.2 Capitalisation et solidité du système bancaire

Le système bancaire sénégalais a présenté un niveau de capitalisation globalement satisfaisant à fin juin 2025. Le ratio moyen de solvabilité s'est établi à 14,76%, nettement au-dessus du minimum réglementaire de 11,5%, traduisant une capacité renforcée d'absorption des pertes.

Les fonds propres effectifs ont atteint 1014,7 milliards de FCFA, confirmant le renforcement de la base capitalistique des établissements. Le ratio de levier est ressorti à 7,25%, largement supérieur au seuil minimal de 3 %, ce qui témoigne d'un niveau d'endettement maîtrisé.

Cependant, la persistance d'infractions à certaines normes prudentielles, notamment en matière de division des risques et de solvabilité pour certains établissements, souligne la nécessité de renforcer le suivi de la conformité réglementaire.

Tableau 7 : Fonds propres – Normes de solvabilité et de levier

En milliards de FCFA	Norme	juin-24	juin-25
Fonds propres de base (T1)	>= 10 Mds	935,6	973,4
Total fonds propres (T2)		46,5	41,3
Fonds propres effectifs (FPE)	>= 10 Mds	982,1	1014,7
Total actifs pondérés des risques		6499,4	6873,4
Normes de solvabilité et de levier			
Ratio des fonds prores CET1 (en %)	7,50%	14,51%	14,161
Ratio des fonds propres de base T1 (en %)	8,50%	14,51%	14,161
Ratio de solvabilité total (en %)	11,50%	15,23%	14,762
Ratio de levier (en %)	3%	7,75%	7,25%

Source : BCEAO

Tableau 8 : Conformité des établissements au dispositif prudentiel

En milliards de FCFA	Norme	Infractions
Fonds propres de base (T1)	>= 10 Mds	2
Total fonds effectifs (FPE)	>= 10 Mds	2
Normes de solvabilité, de levier et division des risques		
Ratio des fonds prores CET1 (en %)	7,50%	3
Ratio des fonds propres de base T1 (en %)	8,50%	3
Ratio de solvabilité total (en %)	11,50%	4
Ratio de levier (en %)	3%	1
Division des risques (%)		5
Prêts aux dirigeants (%)		5
Limite des immobilisations hors exploitation		3
Ratio de liquidité	75%	2
Ratio de CEMLT / RS (%)	50%	2

Source : BCEAO

II.5.D.3 Exposition du système bancaire à l'Etat

En 2025, l'exposition du système bancaire aux titres publics a fortement augmenté, l'encours détenu par les banques passant de 998 milliards à 2 225 milliards de FCFA en un an. Cette progression s'inscrit dans une intensification du recours au financement domestique. Dans l'ensemble, cette dynamique reflète un positionnement plus actif des banques sur les titres souverains et contribue

au développement du marché financier régional. Elle soulève néanmoins des enjeux macroprudentiels, notamment en matière de concentration des risques souverains et de potentiel effet d'éviction à moyen terme notamment si le volume de refinancement de la banque centrale devait baisser pour des contraintes de réserves de change.

II.5.D.4 Mise en perspective au niveau de l'UEMOA

Les tendances observées au Sénégal s'inscrivent globalement dans une dynamique régionale au sein de l'UEMOA. Le système bancaire de l'Union se caractérise également par une croissance soutenue du crédit, une amélioration progressive des ratios de solvabilité et un environnement d'inflation moyenne nulle en 2025, ayant permis un assouplissement des conditions monétaires par la BCEAO. Toutefois, à l'instar du Sénégal, plusieurs vulnérabilités persistent à l'échelle régionale notamment la montée des expositions souveraines, les niveaux encore élevés de créances en souffrance impliquant la prudence sur les crédits à l'économie également.

II.6. Titres publics en monnaie locale

Au terme de l'année 2025, les ressources mobilisées sur le marché des titres publics (MTP) de l'Union se sont établies à 11 859 milliards de FCFA, contre 8 127 milliards de FCFA en 2024, soit une hausse de 45,9 %. Cette progression significative s'explique par un recours accru de l'ensemble des États membres, à l'exception du Togo. Le Sénégal est le pays ayant enregistré l'augmentation la plus marquée, en lien avec la couverture de son besoin de financement brut dans un contexte de raréfaction des ressources extérieures. Au sein de l'espace UMOA, en 2025, la Côte d'Ivoire a représenté 43,4 % des émissions de titres, suivie du Sénégal avec 18,8 %, confirmant le rôle moteur de ces deux économies sur le marché régional de la dette. A titre de comparaison, la Côte d'Ivoire représente 38.6% du PIB de l'Union et le Sénégal 14,5% avant le rebasing de son PIB.

En termes de maturité, la durée de vie moyenne des émissions dans l'espace UMOA s'est établie à 2,15 années, traduisant une structure d'endettement relativement courte. Cette configuration pourrait suggérer une pression sur le service de la dette sur la trésorerie à l'échelle régionale. Le compte capital et financier de la balance de l'union n'est cependant pas libre à la sortie limitant le risque de refinancement en volume. Le principal risque est un risque de taux et d'effet d'éviction ou de réduction du volume de refinancement de la BCEAO à l'échelle de l'Union, et un risque plus limité pour les pays pris individuellement. La maturité des émissions de dette intérieure du Sénégal est supérieure à la moyenne de l'union (voir Tableau 10).

La figure 13 met en évidence une hausse des taux d'intérêt à partir de 2023, avec une accentuation en 2025. Dans son rapport de politique monétaire, la BCEAO attribue cette forte progression des taux à l'accroissement des besoins de financement des États, à la forte exposition des banques au risque souverain, ainsi qu'à une prime de risque additionnelle appliquée par certains investisseurs en raison des incertitudes sécuritaires dans plusieurs pays de l'Union. Il faut cependant noter que le fort taux de croissance de l'union est à 6,7% en 2025, taux qui n'est pas incompatible avec des taux d'intérêt nominaux de 7,5%, malgré la baisse des taux directeurs de la BCEAO. Il en ressort que les OAT de trois (3) ans enregistrent les rendements moyens pondérés les plus élevés toutes maturités confondues (voir figure 13) reflétant également la maturité relativement courte de l'épargne disponible dans l'union, les souscriptions ne pouvant être que principalement bancaires. Cette épargne gagnerait à être complétée par l'apport de non-résidents hors UEMOA et à la promotion de l'épargne longue d'investisseurs institutionnels dans l'UEMOA.

Tableau 9 : Poids des émissions des pays sur le marché des titres publics de l'UMOA

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Benin	12,9	3,9	6,4	4,5	3,2	3,5
Burkina	9,1	19,1	9,2	8,5	9,9	8,9
Cote d'Ivoire	39,3	29,3	32,6	40,3	43,6	43,4
Guinée Bissau	1,3	2,0	2,3	2,0	3,0	2,5
Mali	7,7	13,6	9,5	11,0	9,4	8,4
Niger	9,3	10,5	11,2	7,3	10,6	11,1
Sénégal	13,4	11,6	19,8	16,7	12,3	18,8
Togo	7,1	10,0	9,0	9,8	8,0	3,5

Source : UMOA-Titres

Tableau 9 bis : Poids des pays dans le PIB de l'UEMOA

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Benin	9,8	9,5	9,5	9,7	9,6	9,5
Burkina	10,7	10,6	10,2	9,9	10,3	11,0
Cote d'Ivoire	38,2	39,1	38,7	39,1	38,9	38,6
Guinée Bissau	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Mali	12,5	12,4	12,3	12,2	12,0	11,7
Niger	8,3	8,0	8,4	8,2	8,8	8,9
Sénégal	14,9	14,8	15,2	15,1	14,4	14,5
Togo	4,5	4,6	4,7	4,8	4,8	4,7

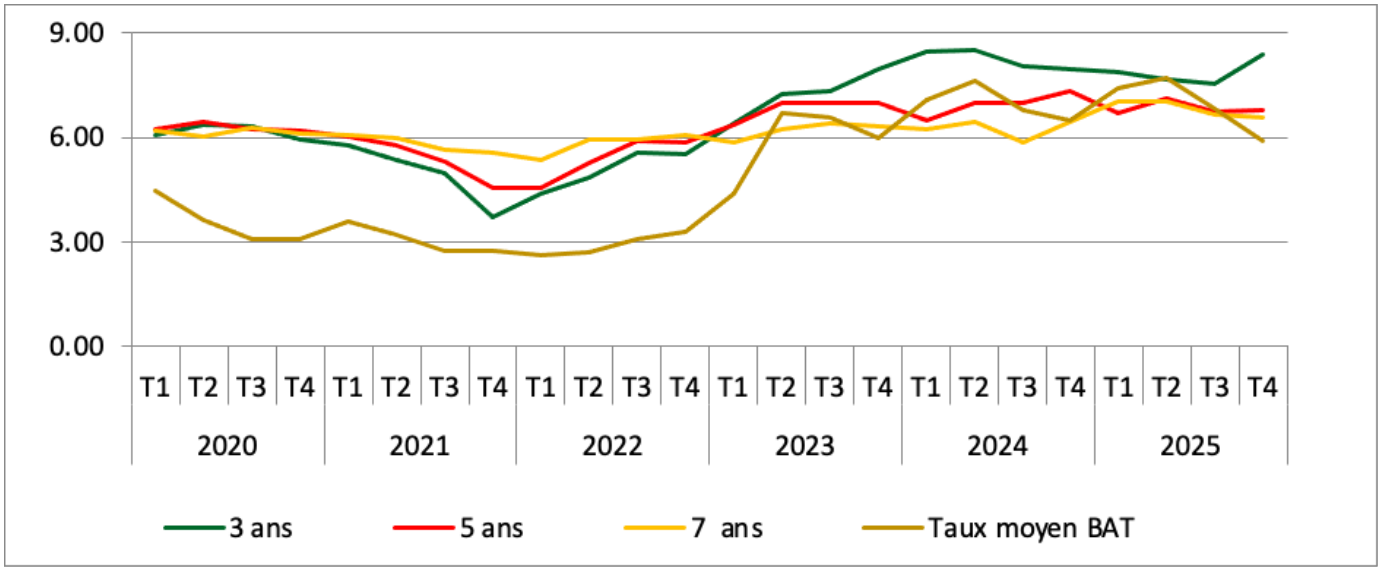
Source : UMOA-Titres

Tableau 10: Durée de vie des émissions des pays sur le marché des titres publics de l'UMOA.

	2025				
	T1	**T2**	**T3**	**T4**	**Moy**
Benin	1,82	4,27	0,25	3,39	2,43
Burkina	2,43	3,49	3,38	4,01	3,33
Cote d'Ivoire	1,80	2,26	2,44	1,34	1,96
Guinée Bissau	1,34	1,17	2,18	2,35	1,76
Mali	2,17	2,09	2,36	2,31	2,23
Niger	1,02	1,15	1,01	2,58	1,44
Sénégal	2,33	2,46	2,62	1,87	2,32
Togo	1,58	1,30	0,25	2,63	1,44
UMOA	1,83	2,24	2,41	2,13	2,15

Source : UMOA-Titres

Figure 13 : Evolution des taux moyens des BAT et des rendements moyens pondérés des OAT de l'UMOA



Source : BCEAO

Le Trésor public a mobilisé 2225 milliards de FCFA sur le marché des titres publics en 2025, contre 998 milliards de FCFA en 2024, soit une hausse de 122,8% en glissement annuel. Les émissions sont demeurées dominées par les obligations du Trésor, qui représentent 65,6% du total, tandis que les bons du Trésor constituent 34,5% des titres émis (voir tableau 11).

En termes de souscription, les banques sénégalaises ont assuré 55,5% des placements, tandis que les banques ivoiriennes ont détenu 35,9% des titres émis en 2025. Ce constat suggère que la capacité de mobilisation du Sénégal sur le marché régional devrait être appréciée à l'échelle du PIB de l'Union plutôt que du seul PIB national, dans la mesure où plus de 45% des émissions ont été souscrites par des non-résidents. Cette hypothèse est cohérente avec l'objectif d'élargissement de la base des investisseurs.

Par ailleurs, malgré le recours accru du Sénégal au marché des titres publics ainsi qu'au marché de la syndication, un effet d'éviction financière n'a été observé en 2025, la croissance des crédits à l'économie s'étant établie à 8,4% en glissement annuel, après une progression de 5,1% en fin décembre 2024.

En complément, sur le marché de la syndication (APE), le Sénégal a levé 1795 milliards de FCFA, portant le total des ressources mobilisées sur le marché régional de la dette à 4020 milliards de FCFA en 2025.

Tableau 11 : Maturité des ressources mobilisées en 2025 sur MTP.

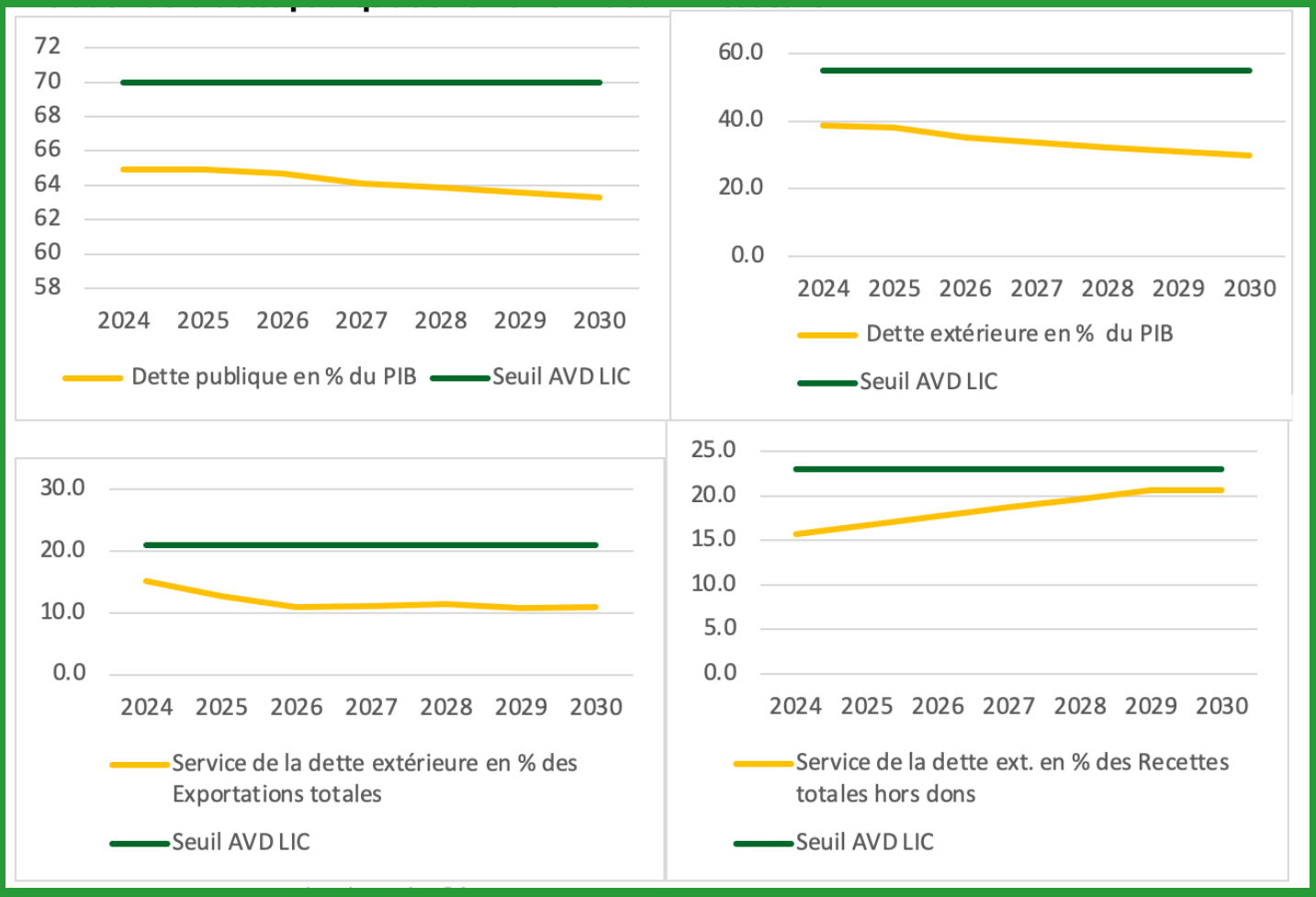
Maturité (années)	BAT	OAT-3	OAT-5
MTP (en milliards de FCFA)	765	1333	126
Poids (%)	34,4	59,9	5,7

Source : UMOA-Titres et calculs MEPC.

Encadré 1 : indicateurs macroéconomiques de l'Union Economique et monétaire

Indicateurs	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Croissance PIB réel	6,2	6,7	6,4	6,3	6,3	6,4	6,3
Inflation	3,5	0,2	0	2	2,1	2,2	2,3
Recettes Fiscales (en % du PIB)	14,4	15,1	15,9	16,1	16,5	16,7	17,1
Déficit budgétaire (en % du PIB)	-5,4	-3,9	-3,3	-2,9	-2,9	-3,0	-2,9
Solde courant (% PIB)	-5,7	-2,2	-2,5	-3,4	-3,5	-2,9	-3,0
Réserves de change (mois d'importations)	4,7	6,1	5,9	5,8	6,0	6,2	6,2

Evolution de la dette publique de l'Union en % du PIB et seuils AVD



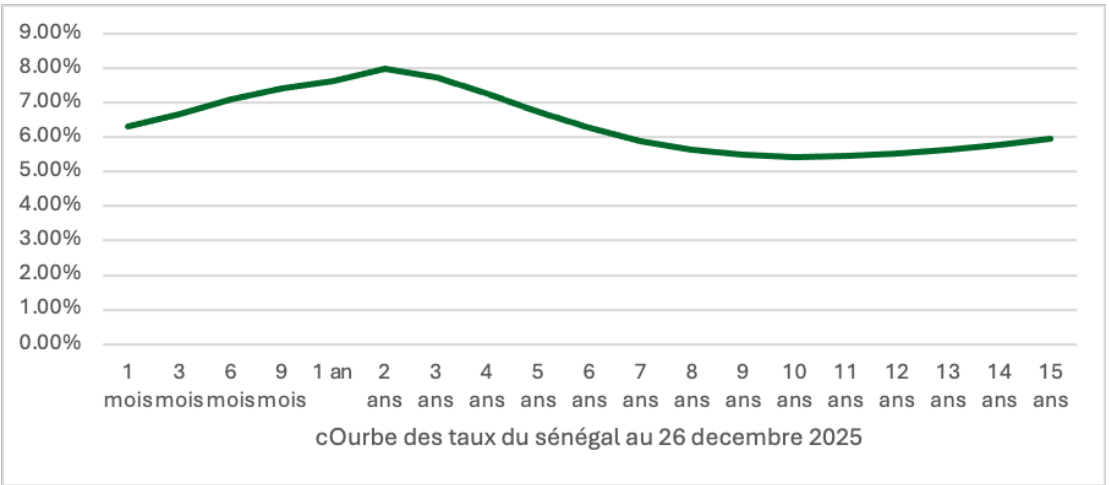
Source : BCEAO, Commission de l'UEMOA et MEPC

Tableau 12 : Souscription des banques par pays aux titres publics de 2025.

Année	2025	Poids
Bénin	78	3,5
Burkina	45	2,0
Cote d'Ivoire	798	35,9
Guinée Bissau	0	0,0
Mali	28	1,3
Niger	0	0,0
Sénégal	1234	55,5
Togo	41	1,8
Total	**2225**	**100,0**

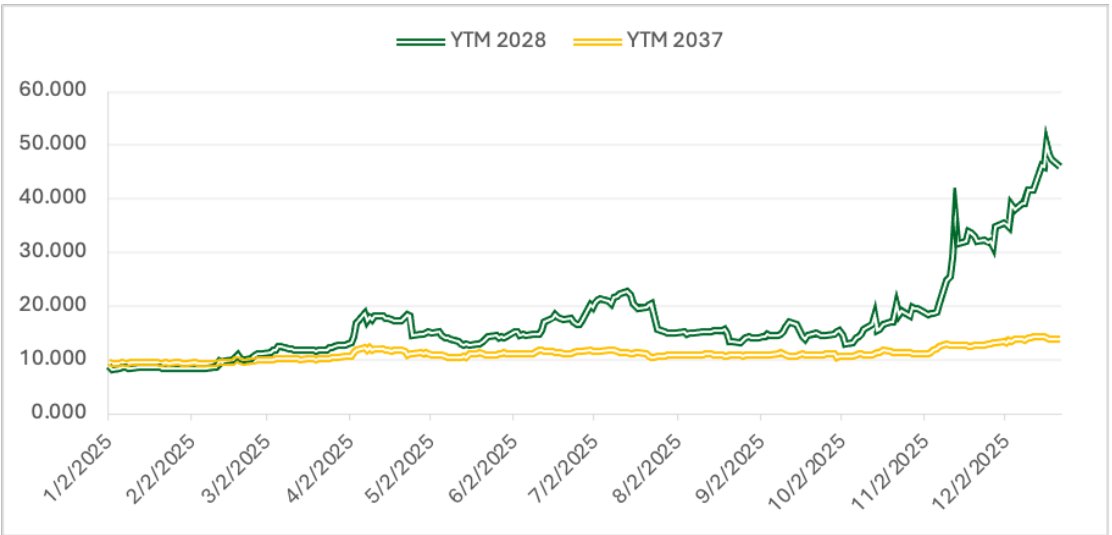
Source : UMOA-Titres et calculs MEPC.

Figure 14 : Courbe des taux du marché primaire du Trésor sénégalais



Source : UMOA-Titres

Figure 15: Evolution des rendements des eurobonds en EUR du Sénégal



Source : Cbonds et calculs MEPC

S'agissant des Eurobonds, l'actif du Sénégal continu d'être plus risqué que ceux des pays de l'échantillon des pays africains selon le rendement indicatif de maturité résiduelle de 3 ans. Le tableau 11 montre que les actifs marocains sont moins risqués par rapport aux actifs des autres pays africains. Concernant le Sénégal, l'eurobond enregistre le rendement le plus élevé, ce qui montre un risque plus élevé sur cet actif par rapport aux eurobonds des pays qui ont la même maturité. Les rendements obtenus par le Sénégal s'expliquent par la situation budgétaire du pays à la suite à la publication des résultats de l'audit de la Cour des Comptes et des dégradations de note qui sont suivi. L'absence d'un nouveau programme avec le FMI et le niveau important des besoins de financement entraînent une situation d'incertitude qui pèse sur les titres du Sénégal. L'eurobond arrivant à échéance en 2028 a atteint un niveau record de rendement en avril 2025 atteignant la valeur de 50%.

Tableau 7 : Rendement indicatif (%) à la date du 31 décembre 2025

Issue	Rendement indicatif
Morocco, 2% 30sep2030, EUR	3,57
Morocco, 1.375% 30mar2026, EUR	3,67
Morocco, 1.5% 27nov2031, EUR	3,72
Egypt, 4.75% 16apr2026, EUR	3,97
South Africa, 4.85% 27sep2027, USD	4,09
Morocco, 2.375% 15dec2027, USD	4,48
South Africa, 4.3% 12oct2028, USD	4,51
Morocco, 5.95% 8mar2028, USD	4,53
Tunisia, Bonds 4.20% 17mar2031, JPY	7,00
Nigeria, 7.875% 16feb2032, USD (1)	7,06
South Africa, 5% 12oct2046, USD	7,07
Rwanda, 5.5% 9aug2031, USD	7,10
Nigeria, 7.375% 28sep2033, USD	7,11
Cote d`Ivoire, 6.875% 17oct2040, EUR	7,13
South Africa, 5.65% 27sep2047, USD	7,14
South Africa, 6.3% 22jun2048, USD	7,16
Cote d`Ivoire, 8.25% 30jan2037, USD	7,20
Senegal, 7.75% 10jun2031, USD	25,26
Senegal, 4.75% 13mar2028, EUR	46,80

Source : Cbonds et calculs MEPC

Cependant, les fondamentaux solides de l'UEMOA, notamment une croissance économqiue forte de plus de 6,5%, des réserves de change de plus de 6 mois conjuguées à un taux d'endettement de 65% du PIB et un déficit budgétaire autour de 3% du PIB, en font une zone attractive pour les émissions du Sénégal et de la Côte d'Ivoire à des taux modérés (voir encadré 1 UEMOA), de même que les autres pays de l'union. Une telle stratégie réduirait également le ratio du service de la dette extérieure en devises de l'Union.

En plus d'une trajectoire crédible de consolidation, ces facteurs militent en faveur d'un verdict de soutenabilté de la dette publique du Sénégal.

III. Perspectives 2026 et à moyen terme

III.1. Perspectives économiques de l'année 2026

Secteur réel

L'économie devrait être marquée au niveau domestique par :

- La poursuite de la consolidation budgétaire avec un déficit public projeté à 5,4% du PIB en 2026 ;
- Le début de mise en œuvre du Programme de redressement économique et social (PRES) avec l'instauration de nouvelles taxes, notamment sur les jeux de hasard ainsi que le relèvement de certaines taxes (tabac, alcool, etc.) qui permettraient de financer des investissements productifs ;
- L'organisation des Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) au dernier trimestre de l'année ;
- Une conjoncture internationale défavorable.

Au total, la croissance économique en 2026 est estimée à 2,5% par rapport à 6,7% en 2025, marquant une décélération en lien avec une baisse de la contribution des hydrocarbures après une année pleine de production. Il est attendu une croissance économique hors hydrocarbures et agriculture de 3% en 2026 moins que le taux de 5.5% prévu dans la LFI 2026 au vu du ralentissement observé en 2025. Il s'agit néanmoins d'une hausse de 1,4 points par rapport à 2025 car le ralentissement à 1.6% en 2025 aurait été de 2,3% hors effet extractives et agriculture, et de 2.9% y compris l'agriculture. L'effet des JOJ en 2026 viendrait donc en supplément alors que la consolidation budgétaire et la conjoncture internationale atténueraient la vigueur de la demande privée.

Du point de vue de l'offre, la progression de l'activité économique serait portée par (voir annexes) :

- le secteur primaire, avec une croissance estimée à 4,8%, après 7% en 2025 ;
- le secteur tertiaire, dont la valeur ajoutée progresserait de 2,8 %, après 2,5% en 2025 ;
- la progression des taxes nettes reste inchangée par rapport à 2025, soit à 2,4% ;
- le secteur secondaire, affichant une croissance plus modérée de 1%, pénalisée par la contre-performance du sous-secteur des hydrocarbures, après 16,7% en 2025.

En termes de contribution à la croissance, la dynamique serait principalement soutenue par (voir annexes) :

- le secteur tertiaire, avec une contribution de 1,4 point, après 1,3 point en 2025 ;
- les taxes nettes, avec une contribution de 0,2 point, inchangée par rapport à 2025
- le secteur primaire, contribuant à hauteur de 0,7 point, après 1 point en 2025 ;
- le secteur secondaire, avec une contribution de 0,3 point, après 4,2 points en 2025 en lien avec la baisse de hydrocarbures (-0,4 point), après une contribution de (+4,5 points) en 2025.

S'agissant de l'évolution des prix, le déflateur du PIB est projeté à 1 % en 2026, après 3,5% en 2025 en partie du fait des taxes collectées.

Du point de vue de la demande, la croissance économique en 2026 serait soutenue par la progression de l'ensemble de ses composantes. Les exportations augmenteraient de 1,6%, la consommation finale de 3,4%, l'investissement de 3,7%, tandis que les importations progresseraient de 4,5%, reflétant la demande privée.

En termes de contribution à la croissance, la dynamique serait principalement tirée par la consommation finale qui apporterait 2,7 points de pourcentage, en lien avec l'évolution de la consommation privée. Les exportations et l'investissement contribueraient respectivement à hauteur de 0,4 point et 1,4 point. En revanche, la progression des importations exercerait un effet modérateur sur la croissance, avec une contribution négative estimée à (–1,9 point).

Secteur extérieur

Le déficit du compte courant de la balance des paiements est projeté à 5,1% du PIB, soit une dégradation un (1) point de PIB par rapport à 2025. Cette évolution défavorable s'expliquerait principalement par une dégradation concomitante de la balance commerciale (1,4 point du PIB) de la balance des revenus et des services (0,4 point du PIB), contrebalancée par une amélioration des transferts (0,7 point du PIB) notamment les transferts des sénégalais de l'extérieur par rapport à 2025. La dégradation de la balance commerciale sera liée par une progression plus soutenue des importations que les exportations. En effet, les importations seront soutenues par la vigueur de la demande privée notamment les importations liées aux investissements, alors la progression modérée des exportations sera liée à la baisse de la production des hydrocarbures relativement à l'année 2025.

Le financement du déficit du compte courant de 5,1% du PIB serait principalement par l'investissement de portefeuille sur le marché régional de la dette de l'UMOA de 4,9% du PIB, des IDE à 1% du PIB et un désengagement net des autres investissements (1,3% du PIB). Ce désengagement est sous-tendu par un remboursement de l'administration publique (2% du PIB) et des emprunts nets du secteur privé (0,7% du PIB) par rapport au reste du monde. Le solde global de la balance des paiements ressortirait à 0,4% du PIB, soit une légère accumulation de réserves change par rapport à 2025.

Finances publiques.

Les recettes et dons sont projetés à 24,6 % du PIB, soit une amélioration substantielle de 3,8 points de PIB par rapport à 2025. Cette progression résulterait principalement :

- d'une hausse des recettes fiscales hors hydrocarbures à hauteur d'un (1) point de PIB
- de l'entrée en vigueur des recettes fiscales issues du PRES, estimées à 2 points de PIB
- des recettes hydrocarbures et dons à 0,8 point du PIB.

La situation des recettes telle que présentée dans la LFI a été révisée à la suite de l'actualisation du secteur réel. Ces ajustements ont conduit à une révision à la baisse des recettes fiscales hors PRES comparativement à l'objectif de la LFI. Pour ce qui est du PRES, il a été relevé la suppression de la taxe sur les exportations d'arachide, évaluée à 9 Mds et une moins-value de recettes par rapport aux prévisions de la LFI au premier trimestre 2026.

S'agissant des dépenses publiques, celles-ci ressortiraient à 30,1 % du PIB, en hausse de 3 points de PIB par rapport à 2025. Cette augmentation s'expliquerait par une progression marquée des dépenses d'investissement, en lien avec la mobilisation des recettes du PRES, atténuée par une contraction des dépenses courantes.

Les dépenses en capital sont ainsi projetées à 9,4% du PIB, soit une hausse de 2,7 points de PIB. Cette évolution serait principalement portée par l'augmentation des dépenses en capital financées sur ressources intérieures, qui progresseraient de 0,8 point de PIB, tandis que les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures enregistreraient une progression d'environ 2 points du PIB (voir annexes)

Dans ces conditions, le déficit budgétaire est attendu à 5,4% du PIB, soit une amélioration de 0,8 point de PIB par rapport à 2025, après une amélioration déjà significative de 7,5 points de PIB en 2025. Cette évolution favorable sera expliquée par une progression des recettes et dons (3,8 points de PIB), partiellement absorbée par la hausse des dépenses publiques (+3 points de PIB), traduisant un rééquilibrage progressif des finances publiques.

Par rapport à la LFI-2026, le déficit budgétaire reste inchangé, soit 5,4% du PIB. Du coté des recettes et dons, il est attendu une baisse d'un point du PIB des recettes budgétaires (1,3 point du PIB), tirée par les recettes du PRES (1 point du PIB). Du coté des dépenses publiques, il est attendu une baisse de même niveau que la baisse des recettes et dons (voir annexes). La révision a principalement porté sur les charges d'intérêts tenant compte de la situation de fin 2025, les subventions à l'énergie et les investissements sur ressources intérieures au vu de la révision des recettes projetées. Dans tous les cas de figure il est prévu le maintien de la trajectoire de consolidation budgétaire. Dans ce scénario le besoin total de financement en 2026 s'établirait à 6 048 Mds, contre 6 075,2 Mds dans la LFI.

Pour sa couverture, il est retenu l'hypothèse du maintien du ratio des émissions de titres publics hors TRS rapporté au PIB de l'UEMOA, estimé à 2,6% en 2025. Sur cette base, une mobilisation de ressources hors TRS à hauteur de 3912 Mds est attendue sur le marché financier de l'UEMOA.

S'agissant des ressources extérieures, les tirages sur prêts projets sont projetés à 1210 Mds contre 1085 Mds en 2025, tandis que les prêts programmes sont maintenus à 595,4 Mds, sous l'hypothèse de la conclusion d'un programme avec le FMI avant la fin de l'année.

À défaut, ce financement pourrait être assuré par un recours accru aux non-résidents hors UEMOA sur le marché régional comme en 2025. En effet, les financements du FMI sont rétrocédés à la BCEAO qui ensuite octroie un crédit équivalent et en FCFA au Sénégal jouant ainsi un rôle équivalent. Un financement du FMI serait moins coûteux et catalytique à la stratégie d'endettement du Sénégal et de l'Union.

Situation monétaire.

La croissance de la masse monétaire est projetée à 10,8%, après une progression de 13,3% en 2025, traduisant une accélération de la liquidité dans l'économie. La politique monétaire est accommodante avec la révision à la baisse de 25 points du corridor des taux directeurs en mars 2026 (taux minimum à 3,0% et taux de prêt marginal à 5,0%)

S'agissant des contreparties de la masse monétaire, les crédits à l'économie progresseraient de 8,9% en glissement annuel et représenteraient 33,9% du PIB, reflétant un raffermissement du financement du secteur privé. Parallèlement, le crédit à l'État enregistrerait une hausse de 16,4% en glissement annuel, en lien avec le recours accru de l'État au marché régional de la dette de l'UMOA pour la couverture de ses besoins de financement.

Par ailleurs, le ratio de avoirs extérieurs bruts de la BCEAO, mesuré en mois d'importations de biens et services, est projeté à 4,6 mois, indiquant un niveau de réserves confortable, conforme aux seuils de prudence observés au niveau régional.

III.2 Perspectives économiques à Moyen terme 2027-2031

Les perspectives à moyen terme sont tributaire d'une consolidation budgétaire à finaliser à l'horizon 2027, et une hausse progressive de la croissance hors hydrocarbures grâce à une productivité accrue comparée à celle des dernières années, et portée par le secteur privé.

A moyen terme et malgré la possibilité d'une hausse plus de modérée de la croissance, le maintien du déficit budgétaire à 3% du PIB conjugué à une stratégie d'endettement privilégiant le marché régional devrait permettre de ramener le ratio de soutenabilité de la dette en dessous des seuils critiques. Ceci serait malgré la hausse des charges d'intérêts qui ont augmenté d'une moyenne de 2,8% sur 2019-2024 à 5% sur la période 2025-2030 (voir annexes). L'élargissement de l'assiette fiscale permettra une mobilisation de recettes fiscales entre 20 et 25% du PIB et de financer des investissements sur ressources intérieures avec un effet de levier du secteur privé en ligne avec la vision 2050. La croissance hors hydrocarbures est projetée progressivement augmenter de 3% en 2026 à 6% en 2031.

Sur la période de projection, il est retenu l'hypothèse d'une amélioration durable de la productivité totale des facteurs (PTF) par rapport aux épisodes de croissance observés entre 2000 et 2019, période au cours de laquelle la PTF demeurait globalement positive mais modérée. Les projections sont établies à partir d'une fonction de production du PIB hors hydrocarbures, afin de mieux capter les dynamiques structurelles de l'économie.

Ainsi, sur la période 2027–2031, la croissance du PIB hors hydrocarbures ressortirait en moyenne à 5,1%, portée par :

- une contribution de la PTF estimée à 1,1 point de pourcentage,
- une contribution du facteur capital de 2,2 points,
- et une contribution du facteur travail de 1,8 point.

La croissance du PIB global s'établirait en moyenne à 4,3% sur la période, alors que la croissance hors hydrocarbures et agriculture serait en moyenne à 5% sur la période 2027-2031.

Facteurs sous-jacents à l'amélioration de la PTF

L'amélioration projetée de la PTF repose sur un ensemble cohérent de réformes structurelles déjà engagées ou en cours de mise en œuvre, notamment :

- le renforcement de la gouvernance institutionnelle, la lutte contre la corruption et la simplification des procédures administratives, à travers la dématérialisation de plusieurs segments de l'administration (notamment ARCOP et UNAPP) ;
- l'amélioration de la qualité et de l'efficience de la dépense publique, avec l'instauration d'un comité de maturation des projets au sein du MEPC, chargé d'évaluer la rentabilité économique et sociale des projets ainsi que leur alignement avec les quatre axes stratégiques de la SND, et d'un comité de sélection au niveau du MFB, en charge de l'éligibilité et de l'inscription budgétaire ;
- le renforcement du rendement de l'investissement public, en particulier à travers les projets catalytiques de la SND 2025–2029, à fort potentiel de croissance et d'emploi, notamment dans les domaines de la Grande Transition Énergétique (GTE), du réseau gazier, des infrastructures de santé et du logement social.

Par ailleurs, les réformes structurelles du cadre économique et réglementaire incluant le code des investissements, le code des douanes, le code général des impôts, le code du travail, ainsi que les réformes sectorielles prévues dans la Stratégie nationale de développement du secteur privé et de promotion de l'investissement (SNDSPI) devraient renforcer l'attractivité de l'économie et soutenir la productivité globale.

Enfin, le choix stratégique de l'État de privilégier les partenariats public-privé (PPP), notamment à travers des projets structurants tels que ACWA Power (environ 460 milliards de FCFA), vise à alléger le bilan de l'État, à élargir l'espace budgétaire et à accroître le rôle du secteur privé dans la dynamique de croissance. Dans ce cadre, l'État entend également renforcer la concurrence dans les marchés publics, facteur clé d'efficience et de gains de productivité.

III.3. Risques macroéconomiques

L'activité économique interne reste singulièrement vulnérable face aux incertitudes qui planent sur l'économie mondiale et au niveau national. Ainsi, l'économie pourrait faire face aux risques suivants :

☞ Non tenue des JOJ en raison d'un retard des investissements ;

☞ Faible mobilisation des ressources du PRES et retard des investissements y relatifs ;

☞ baisse du volume de refinancement de la BCEAO combinée à la non conclusion d'un programme avec le FMI;

☞ Risques géopolitiques (Instabilité au Moyen-Orient et dans les pays AES).

La réalisation de ces risques pourrait réduire la croissance en dessous de 3% sans affecter la trajectoire à moyen terme.

Encadré 2 : impacts de la crise au Moyen-Orient sur 2026

Sur le plan international, les tendances de baisse des cours des matières premières pourraient être inversées avec une inflation mondiale consécutive à la flambée du prix du pétrole et du gaz du fait de la poursuite des tensions au Moyen Orient. Cette situation peut induire le renchérissement des produits alimentaires, en raison de la hausse du coût des fertilisants. A titre illustratif, le cours du baril a dépassé les $100 la dernière semaine de mars.

En attendant la prochaine publication du FMI sur les perspectives économiques mondiales qui intègrent l'impact des tensions au Moyen Orient, l'Agence de notation Fitch Ratings a prévenu qu'une hausse durable des prix du pétrole à 100 dollars et plus le baril constituerait un "choc d'offre négatif" majeur, réduisant le PIB mondial de 0,4% et augmentant l'inflation, ce qui pourrait déclencher une récession mondiale. Une augmentation des prix des produits importés et des produits pétroliers et énergétiques domestiques aura un impact sur la demande intérieure et accentuerait la décélération de la demande et de la croissance hors hydrocarbures. Une augmentation des subventions aux produits pétroliers et énergétiques au détriment des investissements sur ressources internes pour une cible de déficit constante au vu de nos difficultés de financement, aura le même impact sur la croissance.

Pour rappel, dans la LFI 2026, l'hypothèse du FMI d'un cours du baril de pétrole à 64,3$ en 2026 a été retenue. Le Sénégal est très dépendant des importations de produits pétroliers qui représentent environ 30% des importations totales et 12% du PIB. Une augmentation des prix du baril à $80 dollars aura un impact estimé à 1% sur le déflateur du PIB donc des prix à la production. Il y aura également un impact mais limité dans l'activité de raffinage du fait de la hausse des prix des intrants.

Il convient de noter que le mécanisme de stabilisation des prix à la pompe mis en place par l'État, à travers le FSIPP, entraine une faible transmission des fluctuations des cours du pétrole à l'économie réelle avec toutefois un impact significatif sur les finances publiques.

Le FSIPP accumule des recettes sur les produits pétroliers pour lesquels le prix à la pompe est supérieur au prix rée notamment le super, et perd des recettes sur les produits dont les prix réels sont inférieurs. Les recettes du FSIPP à $80 dollars le baril se situerait à 41,0 milliards de FCFA contre 66,8 milliards de FCFA retenus dans la LFI 2026, soit une baisse de 39%. En revanche, pour ce qui est des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures, elles devraient passer à 96,4 milliards, soit une hausse de 20,4 milliards par rapport à la LFI 2026. Les pertes commerciales sur les produits subventionnés notamment le gasoil et le gaz butane augmenteraient de 208,2 milliards de FCFA par rapport à la LFI 2026.

Au total, toutes choses égales par ailleurs, le déficit budgétaire devrait se dégrader de 213,6 milliards par rapport à la LFI 2026, soit 0,92% du PIB dans ce scénario. Dans le contexte actuel des possibilités limitées de financement du Sénégal, ce manque à gagner d'environ 1% serait plutôt absorbé par les investissements sur ressources intérieures. Il en sera de même si le prix moyen du baril est encore plus élevé.

Sur les trois (03) premiers mois de 2026, il est observé une hausse du recouvrement des recettes budgétaires hors PRES de 7,1% reflétant le dynamisme de la mobilisation des ressources intérieures (+12,3%), atténué par une baisse des recettes douanières de 4,1%.

La qualité de la dépense devra suivre pour que la mobilisation des recettes ne soit pas au détriment du secteur privé.

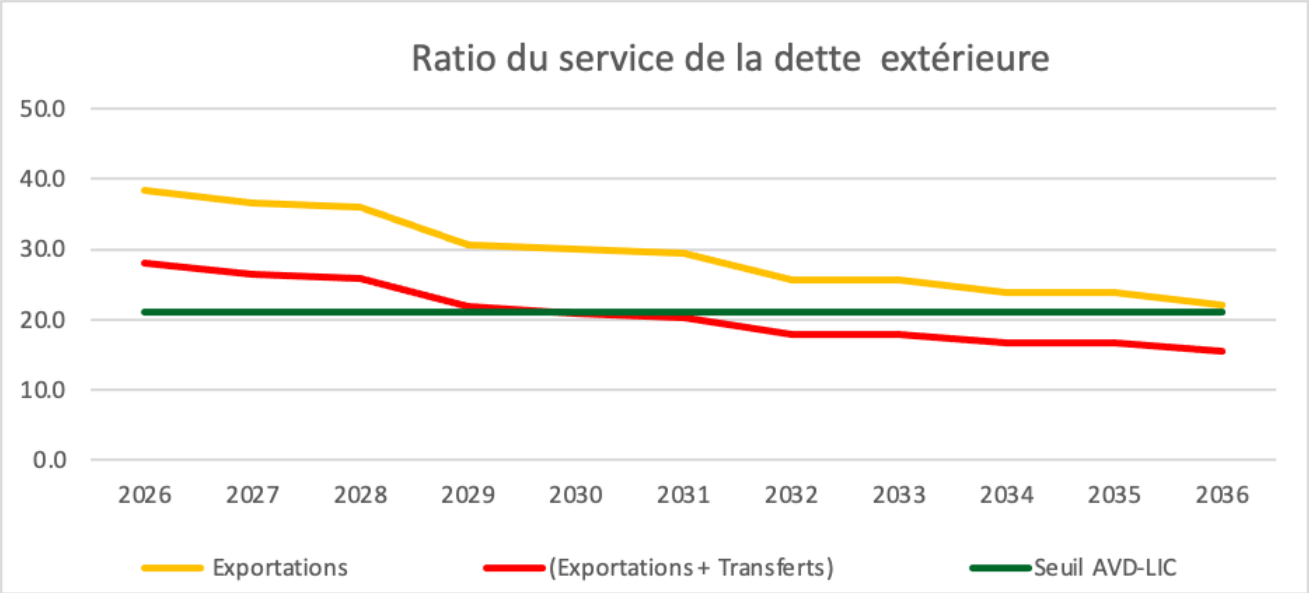
De ce fait, malgré les jeux olympiques de la jeunesse de 2026, la croissance hors hydrocarbures et agriculture qui était projetée à 5.5% lors de la LFI 2026 risque d'être plus proche des performances de l'année 2025, soit environ de 3%. La décélération tendancielle de la croissance depuis 2017, dans un contexte de mobilisation des recettes en pourcentage du PIB hors agriculture et hydrocarbures, suggère que la nature de la dépense publique pourrait avoir un lien avec la croissance. L'investissement public improductif avec son corollaire dans les importations ne soutient pas la croissance. La comptabilité de la croissance sur la période 2014-2023 a montré que la productivité totale des facteurs a été négative sur la période. Il serait donc important que les efforts de mobilisation de recettes soient orientés vers des dépenses publiques à fort impact sur la demande en soutien à la production intérieure. Le paiement des arriérés dus aux entreprises en est un bon exemple.

III.4. Analyse de viabilité de la dette (option accès au marché)

Les figures ci-dessous illustrent les perspectives à moyen terme et l' analyse de viabilité utilisant l'instrument du FMI pour les pays ayant accès au marché illustre les risques. Tous les ratios de viabilité de la dette sont dans une trajectoire favorable dans le scénario de base. Les transferts des migrants qui font 11% du PIB ainsi que l'appartenance à l'UEMOA sont deux facteurs particuliers au Sénégal qui renforcent le verdict de soutenabilité de sa dette relaxant en partie la contrainte de ses exportations et de ses recettes fiscales pour faire face à sa dette. L'accès aux résidents UEMOA a un effet à la fois de disponibilité de devises communes de l'UEMOA qui sont confortables et de ressources en complément de recettes fiscales si le marché sénégalais venait à être saturé pour le refinancement de sa dette, ou nécessiter un ajustement budgétaire supplémentaire pour y faire face. Ces facteurs ne s'appliquent pas aux pays qui ne sont pas membres d'une Union monétaire dont le souverain virtuel a de solides fondamentaux comme illustré plus haut.

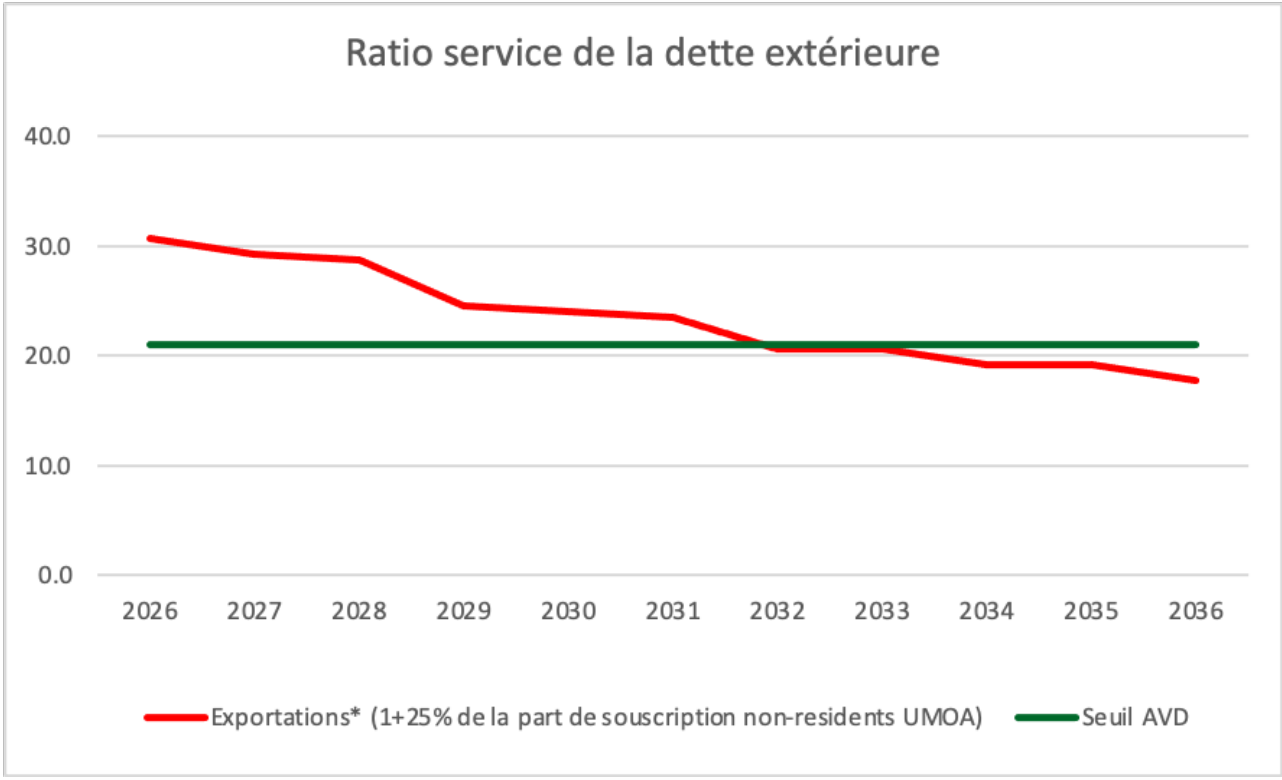
Viabilité de la Dette : Indicateurs de liquidité du Sénegal

Figure 16 : Evolution du ratio du service de la dette extérieure par rapport aux exportations et transferts de migrants.



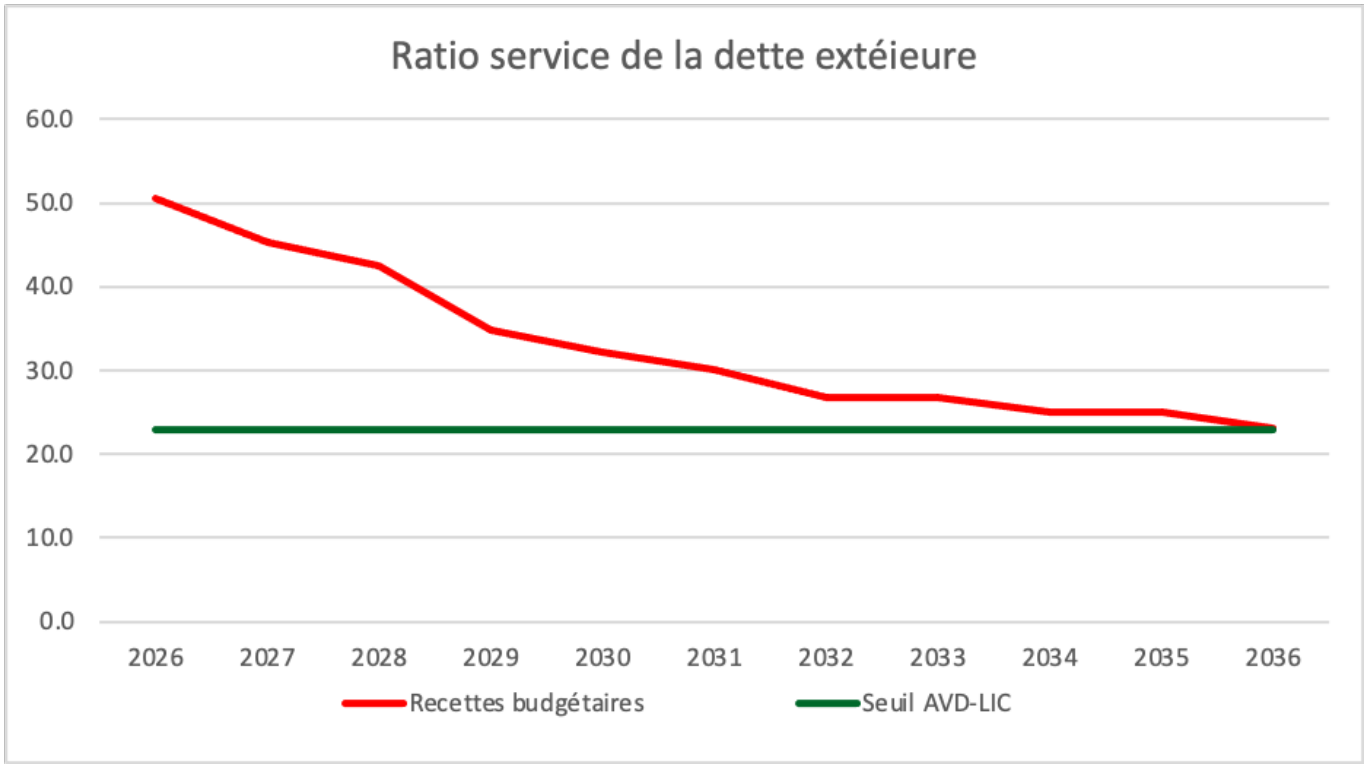
Source : Calculs et projections MEPC.

Figure 17 : Evolution du ratio du service de la dette extérieure par rapport aux exportations augmentées de 25% d'effet mutualisation UEMOA[7].



Source : Calculs et projections MEPC

Figure 18 : Evolution du ratio du service de la dette extérieure par rapport aux recettes budgétaires

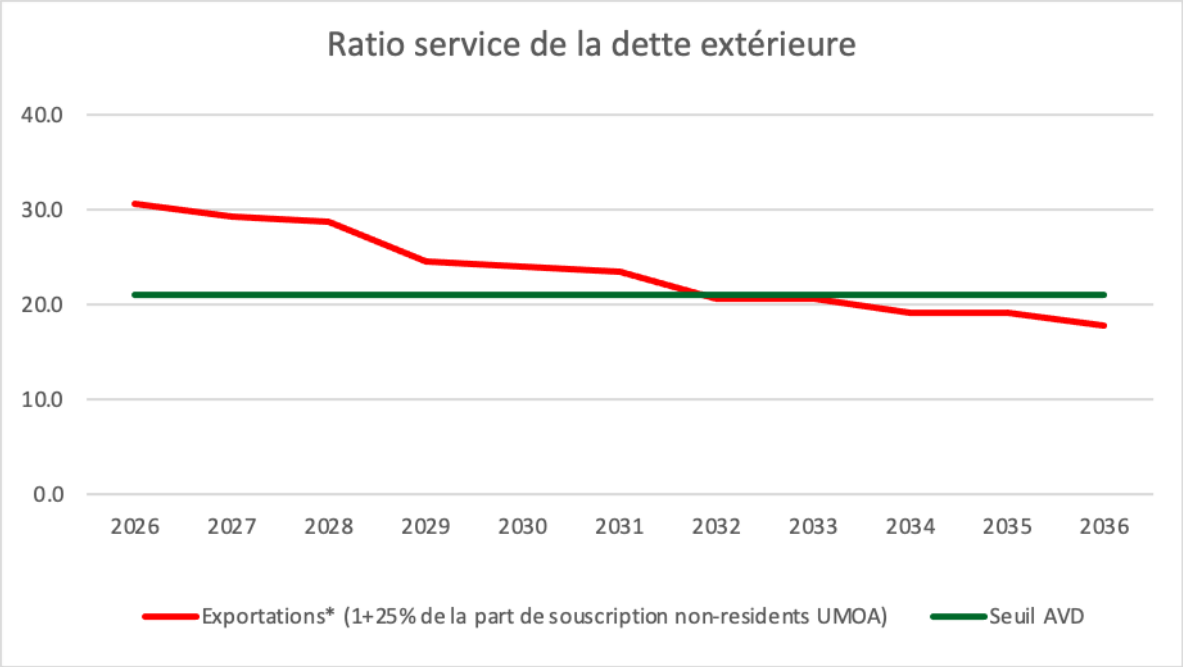


Source : Calculs et projections MEPC

[7] 25% est une hypothèse conservatrice de la part des souscriptions non-résidents de l'UEMOA aux émissions de titres publics du Sénégal sur le marché régional de la dette. Cette part de souscription des non-résidents de l'UEMOA est considérée comme des flux de ressources extérieures en devises pour l'Etat.

25% est une hypothèse conservatrice de la part des souscriptions non-résidents de l'UEMOA

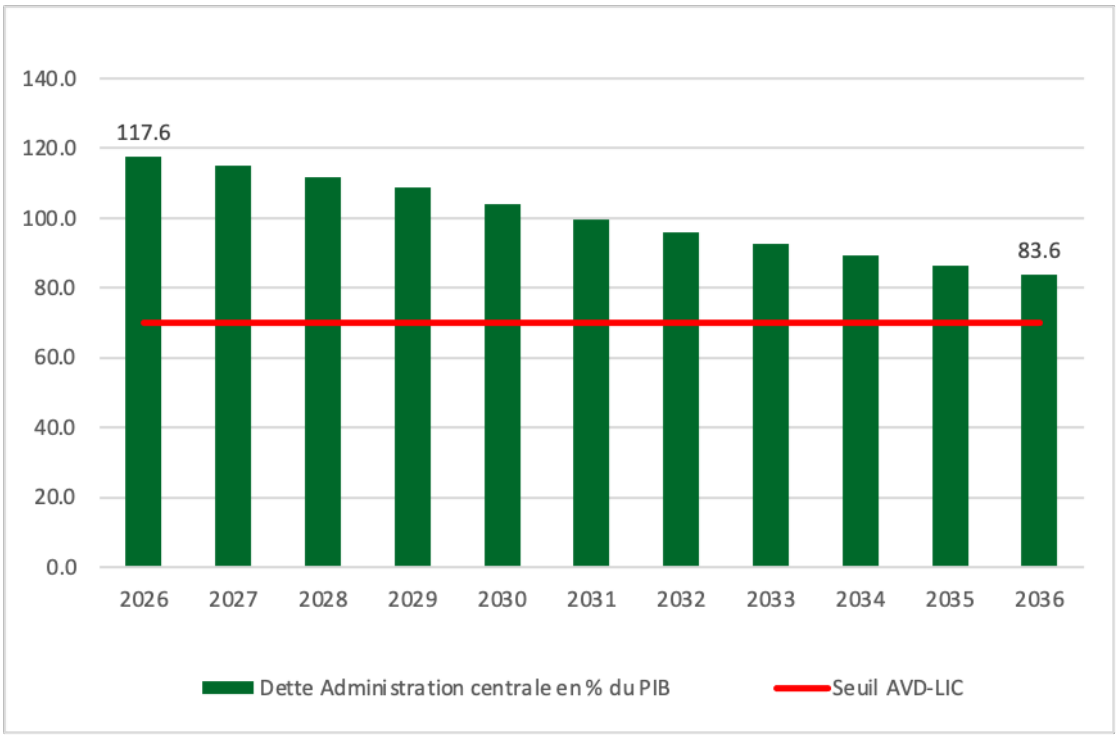
Figure 19 : Evolution du ratio du service de la dette extérieure par rapport aux recettes budgétaires augmentées de 25% d'effet mutualisation UEMOA.8



Source : Calculs et projections MEPC

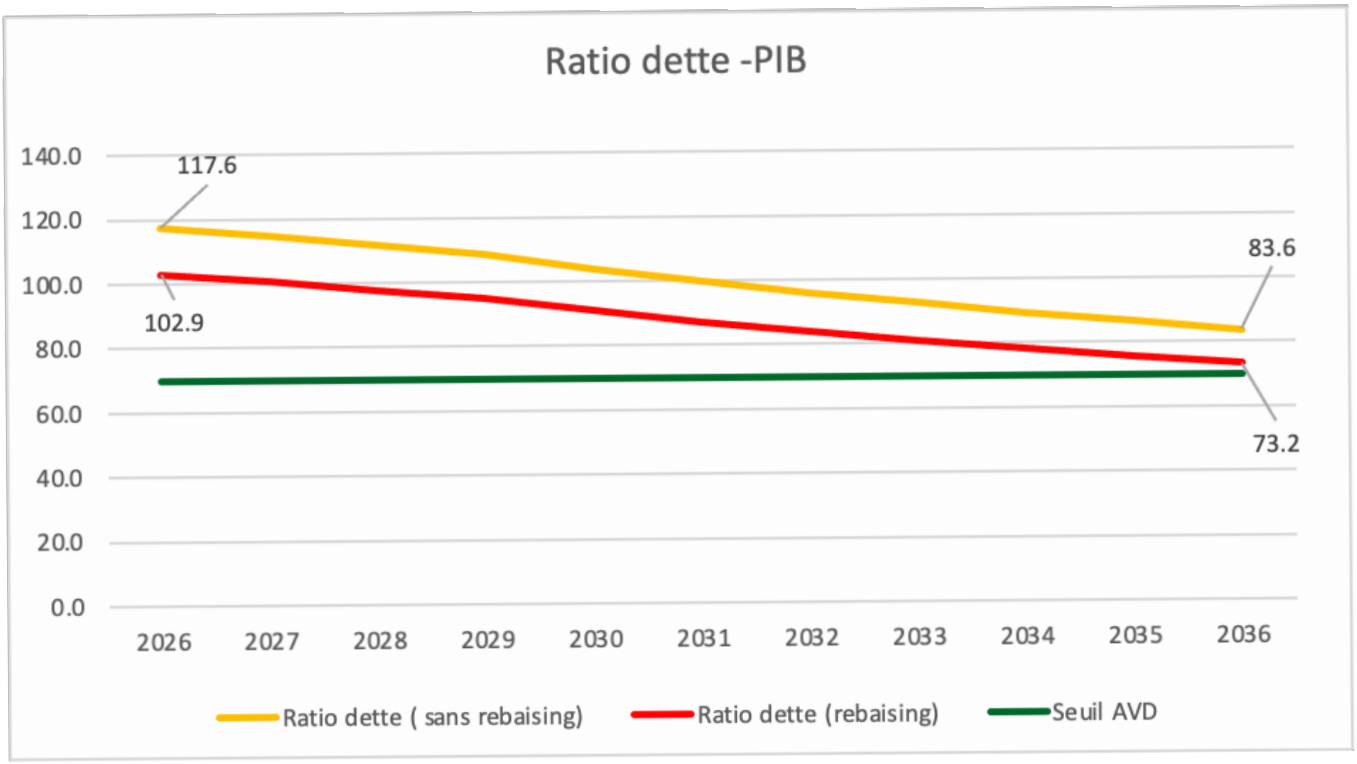
Indicateurs de solvabilité.

Figure 20 : Evolution de la dette de l'administration centrale en % du PIB et seuil AVD



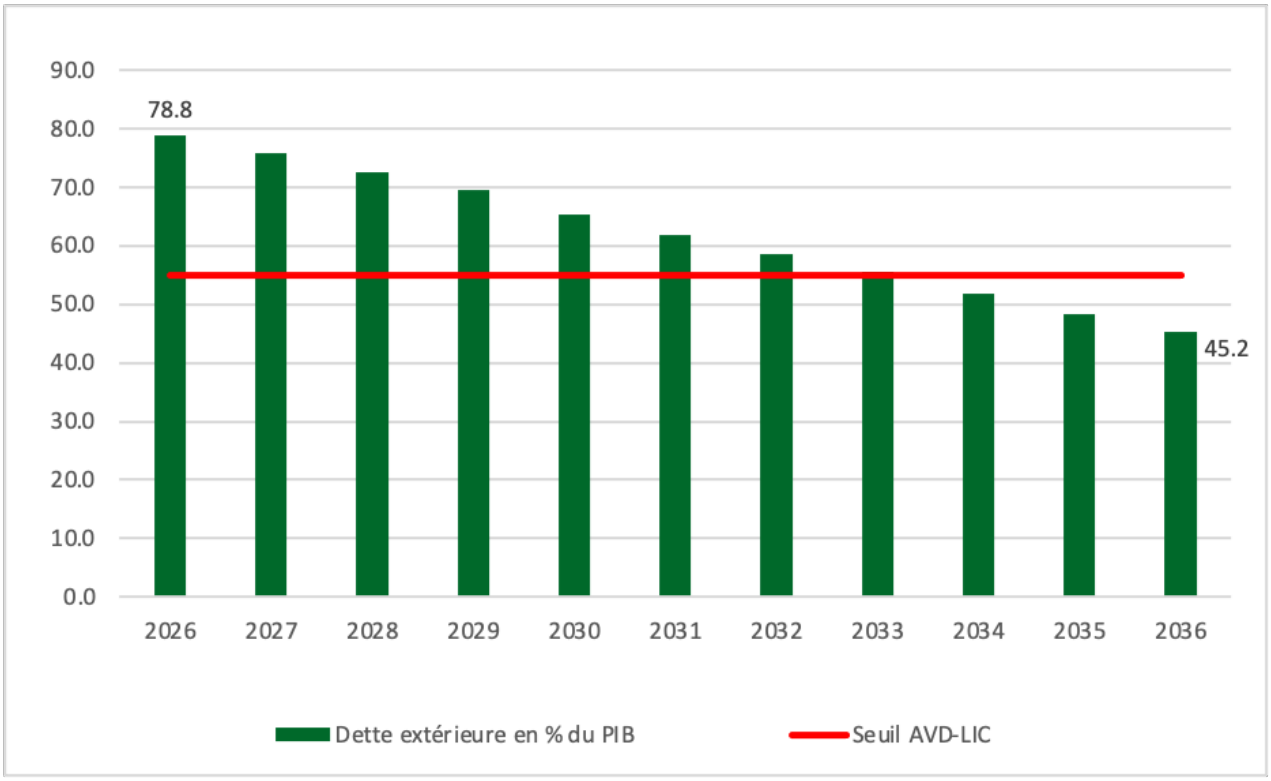
Source : Calculs et projections MEPC

Figure 21 : Evolution de la dette de l'administration centrale (PIB rebasing9 et hors rebasing) et seuil AVD.



Source : Calculs et projections MEPC

Figure 22 : Evolution de la dette extérieure de l'administration centrale en % du PIB et seuil AVD.



Source : Calculs et projections MEPC.

ANNEXES

IV. ANNEXES

ANNEXE 1 : viabilité de la dette (Outil FMI Accès au Marché-MAC)

Les besoins de financement du Sénégal sont à 80% liés au refinancement de sa dette qui arrive à échéance qui en grande partie est une dette de marché notamment des eurobonds et des bons et obligations du trésor sur le marché régional faisant du Sénégal un pays ayant accès au marché.

L'analyse de viabilité de la dette à partir de l'outil market access vise à mesurer la vulnérabilité au risque souverain et la soutenabilité de la dette. Les événements de stress, les risques que la dette devienne insoutenable, et les perspectives de stabilisation de la dette dans le scénario de base sont des éléments clefs de l'analyse. **Le stress souverain** se réfère à un événement où les pressions du marché et/ou fiscales liées à la dette publique deviennent aiguës. Cependant, il n'y a pas de présomption sur le fait que ces pressions peuvent être résolues par un ajustement budgétaire et une réforme économique, une combinaison d'ajustement/réforme et de financement.

La dette du Sénégal est jugée soutenable mais pas à une probabilité élevée selon le cadre de viabilité de la dette en raison de l'évaluation selon laquelle un ajustement budgétaire pour corriger une telle dynamique défavorable est faisable. Le risque global de crise souveraine est élevé, reflétant un niveau de vulnérabilité élevé à moyen terme mais le ratio dette sur PIB hors rebasing devrait converger vers 84% à long terme. Des réformes actuellement en cours de déploiement, notamment le Plan de redressement économique incluant la taxation de nouvelles niches, un programme de recyclage de certains actifs de l'État ainsi que la Stratégie de Développement du Secteur Privé et de Promotion de l'Investissement devraient permettre au Sénégal malgré une consolidation budgétaire à compléter en 2027, de maintenir une trajectoire de croissance suffisante et converger plus rapidement vers la norme de l'UEMOA.

L'ajustement budgétaire du Sénégal se distingue par sa relative facilité, représentant ainsi un cas atypique au regard des expériences historiques. D'une part, il est rare voire inédit de constater un cas de mauvaise déclaration de dette aussi importante. D'autre part, ce sont précisément les causes profondes des déficits élevés qui rendent cet ajustement plus accessible : il ne s'agit pas de déséquilibres structurels profonds, mais plutôt de dérives circonstancielles de dépenses d'investissement, ce qui facilite leur correction. Déjà en 2025, la réduction du déficit budgétaire de 7,5 points du PIB n'a eu qu'un impact limité sur la croissance (un multiplicateur estimé à 0.21).

1. Couverture et définition de la dette

L'évaluation du risque souverain et de la viabilité de la dette (SRDSA) couvre la dette de l'administration centrale (intérieure et extérieure). La dette publique du Sénégal est historiquement dominée par la dette en devises étrangères. Toutefois les projections montrent une progression de la dette en monnaie locale. L'objectif est d'inverser la répartition en faveur de la dette en monnaie locale. La configuration actuelle de la dette du Sénégal est dominée par les créances dues aux créditeurs officiels contribuant à un coût moyen de la dette de 4.5%. Le portefeuille d'endettement a connu une mutation liée à la progression des créances vis-

à-vis du marché financier régional et international mais la part en dette concessionnelle dans le portefeuille contribue à atténuer l'impact sur les charges d'intérêts de la stratégie. En termes de maturité, la dette du Sénégal est essentiellement composée d'instruments à moyen et long terme avec une maturité moyenne supérieure à 9 ans.

2. Contexte et projection dans le scénario de base

La dette publique devrait s'inscrire dans une trajectoire globalement baissière à moyen et long terme, après un niveau élevé atteint en 2024 (121,3% du PIB). Elle reculerait progressivement pour atteindre 114,9% du PIB en 2027, puis 103,8% en 2030 et environ 84% du PIB à l'horizon 2034, le tout hors rebasing. Cette dynamique s'explique principalement par l'amélioration du solde primaire, qui passerait d'un déficit de 9,5% du PIB en 2024 à un quasi-équilibre en 2026, avant de dégager des excédents primaires durables à partir de 2027 (autour de 2 % du PIB). Cette consolidation budgétaire constitue le principal levier de réduction du ratio d'endettement.

Toutefois, à court terme, la dynamique de la dette reste contrainte par des facteurs macroéconomiques défavorables. En particulier, la faible croissance du PIB nominal en 2026 (3,5%) contribue à une dynamique automatique de la dette positive puisqu'inférieur au taux d'intérêt effectif (4.5 %) qui bien qu'en hausse demeure relativement faible grâce au fort contenu en dette concessionnelle dans le portefeuille de la dette du Sénégal. Une faible accélération de la croissance serait suffisante pour neutraliser cet effet automatique à la hausse permettant à l'ajustement budgétaire à l'horizon de seulement 2027 d'avoir tout son effet sur la dynamique descendante de la dette. À moyen terme, l'amélioration attendue de la croissance nominale 6-8 % à partir de 2030 permettraient d'accélérer cette dynamique renforçant ainsi la soutenabilité de la dette.

Par ailleurs, les besoins bruts de financement demeurent élevés, notamment à court terme, atteignant 27,5% du PIB en 2025 puis 26,1% en 2026, sous l'effet d'un service de la dette important (jusqu'à 24,1 % du PIB en 2026) principalement en amortissement. À partir de 2027, les besoins de financement devraient progressivement diminuer, pour s'établir autour de 21–23% du PIB, en lien avec la réduction des amortissements et l'amélioration du solde budgétaire.

3. Risques à moyen terme

L'évaluation conclut que le Sénégal présente un risque élevé de tension de dette à moyen terme. Le fan chart de la dette du Sénégal met en évidence une trajectoire centrale orientée à la baisse à moyen terme, mais entourée d'une incertitude significative. La dispersion relativement large des éventails autour du scénario de référence traduit une forte sensibilité de la dynamique d'endettement aux chocs macroéconomiques, notamment sur la croissance, les taux d'intérêt et les conditions de financement. La largeur du fan chart (89,1% du PIB) confirme cette volatilité, tandis que la probabilité de non-stabilisation de la dette (81,3% du PIB) apparaît élevée puisque le passé récent y pèse. Cela signifie que, sans une stricte réalisation des hypothèses du scénario central en particulier en matière d'ajustement budgétaire et de croissance, la dette pourrait suivre une trajectoire moins favorable que prévue. Par ailleurs, le niveau terminal de dette projeté pondéré à l'indice de la qualité des institutions (69,4 % du PIB dans l'exercice du fan chart) reste relativement élevé, ce qui reflète une inertie importante du stock de dette malgré les efforts

d'assainissement. L'indice de fan chart de la dette (DFI = 3,5) et le signal global associé indiquent un niveau de risque élevé au vu des facteurs de risque, croissance et besoins de financement, en lien avec l'ajustement budgétaire nécessaire.

En complément, l'analyse du module des besoins de financement (GFN) confirme ces vulnérabilités. Le niveau élevé des besoins de financement et leur sensibilité aux chocs sur les financements bancaires et extérieurs traduisent un risque de refinancement non négligeable. Cependant, comme il a été développé dans le rapport, le risque de refinancement dans l'UEMOA est essentiellement un risque de volume de refinancement de la Banque Centrale.

En synthèse, bien que la trajectoire centrale suggère une réduction progressive du ratio d'endettement, le profil de risque reste élevé. La soutenabilité de la dette dépendra de manière critique :

- de la mise en œuvre effective de la consolidation budgétaire qui est déjà en bonne voie en 2025 ;
- du maintien d'une croissance soutenue ;
- et de conditions de financement favorables, notamment sur le marché régional.

En effet, bien que le niveau de financement annuel, équivalant à environ 26,1% du PIB, révèle une dépendance importante vis-à-vis des banques locales déjà fortement exposées à l'État, **la dimension régionale du marché financier de l'UEMOA constitue un facteur d'atténuation majeur**.

4. Diagnostic de la soutenabilité

La dette est jugée soutenable pas avec une probabilité élevée dans un scénario de référence qui stabilise la dette. Cette évaluation dépend de l'existence d'une trajectoire d'ajustement budgétaire réalisable qui puisse à la fois améliorer la dynamique de la dette et faire face aux risques de financement.

Tableau 8. Sénégal : Risque de tensions souveraines

Horizon	Signal mécanique	Evaluation finale	Commentaires
Général	…	Elevé	Le risque global de crise souveraine est élevé, reflétant un niveau de vulnérabilité élevé à moyen terme et un niveau de vulnérabilité modéré à long terme.
Court terme /1	n.a	n.a	
Moyen terme		Elevé	L'ajustement budgétaire prévu dans le cadrage à moyen terme devrait permettre de stabiliser la dette à moyen terme. Il est prévu un retour à un déficit de 3% du PIB en 2027. Toutefois, le service de la dette reste élevé à moyen terme.
	Elevé	…	
Fanchart	Elevé		
Besoins de financement bruts (GNF)	Elevé		
Long terme	…	Modéré	L'ajustement budgétaire devrait aider à baisser la dette vers un niveau stationnaire.

Evaluation de la soutenabilité /2		Soutenable mais pas à une probabilité élevée	La dette est jugée soutenable dans un scénario de référence qui stabilise la dette. Cette évaluation dépend de l'existence d'une trajectoire d'ajustement budgétaire réalisable qui puisse à la fois améliorer la dynamique de la dette et faire face aux risques de financement
Stabilisation de la dette dans le scénario de référence			Oui

Evaluation de l'Analyse de viabilité de la dette

Le risque de surendettement est élevé car le ratio dette sur PIB a fortement progressé. L'ajustement budgétaire devrait aider à stabiliser la dette. Toutefois, si les mesures d'ajustement ne sont pas respectées, les déficits généreront d'importants besoins de financement et mettront la dette sur une trajectoire explosive. En ce qui concerne l'évaluation de la soutenabilité, la dette est jugée soutenable selon le cadre de viabilité de la dette en raison de l'évaluation selon laquelle un ajustement budgétaire pour corriger une telle dynamique défavorable est faisable. À l'avenir, si la situation budgétaire n'est pas corrigée et que la dynamique ascendante de la dette se poursuit, la dette pourrait devenir insoutenable

Remarque : Le risque de crise souveraine est un concept plus large que la viabilité de la dette. Une dette insoutenable ne peut être résolue que par des mesures exceptionnelles (telles que la restructuration de la dette). En revanche, un État peut être confronté à une crise sans que sa dette soit nécessairement insoutenable, et il peut exister diverses mesures - qui n'impliquent pas de restructuration de la dette - pour remédier à une telle situation, telles que l'ajustement budgétaire et un nouveau financement.
1/ L'évaluation à court terme n'est pas applicable dans les cas où il existe un accord de décaissement du FMI. Dans les cas de surveillance uniquement ou dans les cas d'accords de précaution du FMI, l'évaluation à court terme est effectuée mais non publiée.
2/ Une évaluation de la viabilité de la dette est facultative pour les cas de surveillance uniquement et obligatoire dans les cas où il existe un accord avec le Fonds. Le signal mécanique de l'évaluation de la viabilité de la dette est supprimé avant la publication. Dans les cas de surveillance uniquement ou dans les cas d'accords avec le FMI avec accès normal, le qualificatif indiquant la probabilité d'une dette viable (« avec une forte probabilité » ou « mais pas avec une forte probabilité ») est supprimé avant la publication.

Source : MEPC, mars 2026

Tableau 9. Périmètre de la dette et des données publiées

Debt disclosures

Périmètre de la dette et des données publiées

							Comments
1. Debt coverage in the DSA: 1/		CG	GG	NFPS	CPS	Other	
1a. If central government, are non-central government entities insignificant?						0	
2. Subsectors included in the chosen coverage in (1) above:							
	Subsectors captured in the baseline					Inclusion	
CPS / NFPS / GG expected / CG	1 Budgetary central government					Yes	
	2 Extra budgetary funds (EBFs)					No	Not applicable
	3 Social security funds (SSFs)					No	
	4 State governments					No	
	5 Local governments					Yes	
	6 Public nonfinancial corporations					No	
	7 Central bank					No	
	8 Other public financial corporations					No	
3. Instrument coverage:		Currency & deposits	Loans	Debt securities	Oth acct. payable 2/	IPSGSs 3/	
4. Accounting principles:		Basis of recording		Valuation of debt stock			
		Non-cash basis 4/	Cash basis	Nominal value 5/	Face value 6/	Market value 7/	
5. Debt consolidation across sectors:			Consolidated	Non-consolidated			

Color code: chosen coverage | Missing from recommended coverage | Not applicable

Reporting on intra-government debt holdings

Issuer \ Holder		Budget. central govt	Extra-budget. funds (EBFs)	Social security funds (SSFs)	State govt.	Local govt.	Nonfin. pub. corp.	Central bank	Oth. pub. fin corp	Total
CPS / NFPS / GG expected / CG	1 Budget. central govt									0
	2 Extra-budget. funds									0
	3 Social security funds									0
	4 State govt.									0
	5 Local govt.									0
	6 Nonfin pub. corp.									0
	7 Central bank									0
	8 Oth. pub. fin. corp									0
	Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0

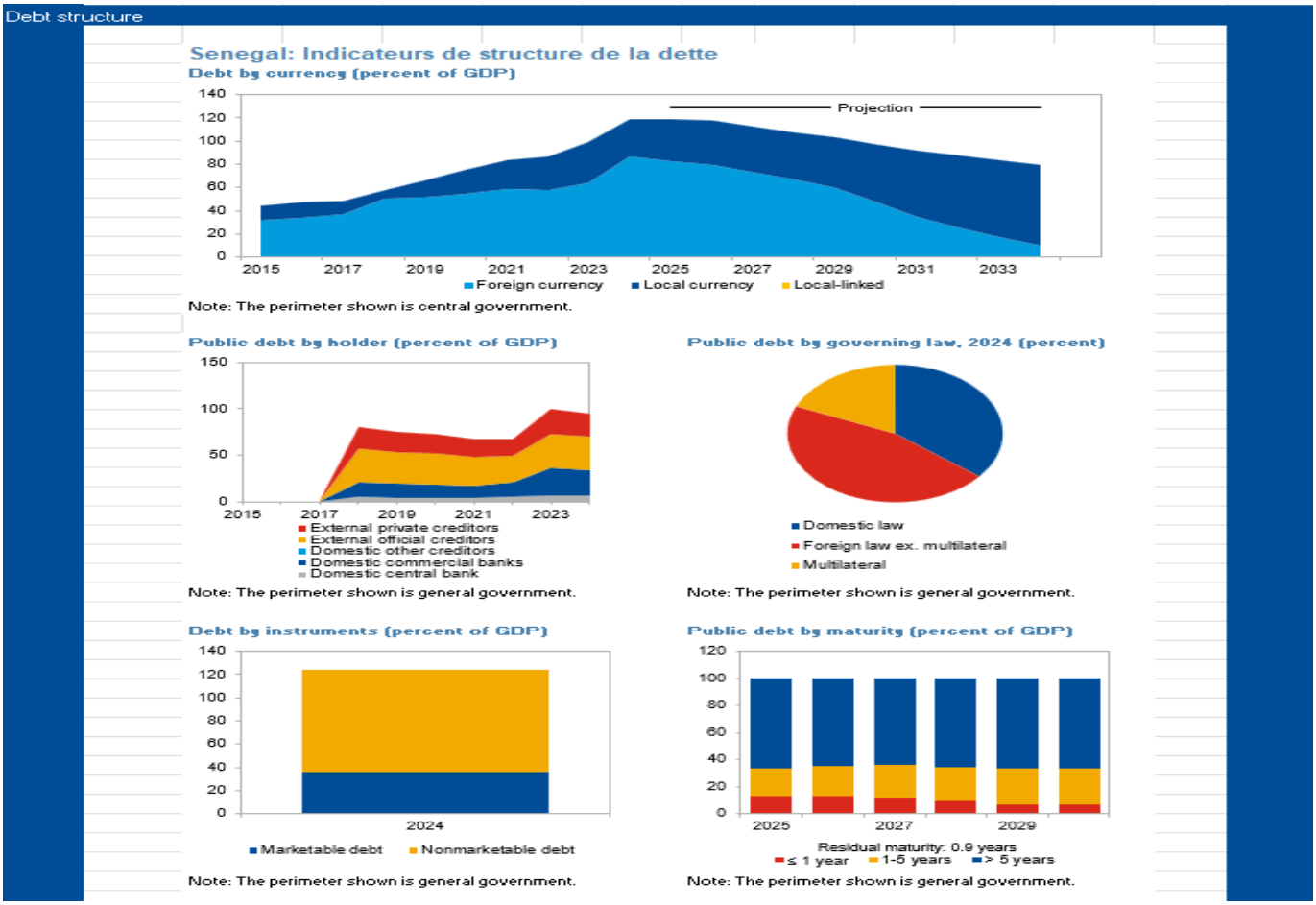
1/ CG=Central government; GG=General government; NFPS=Nonfinancial public sector; PS=Public sector.
2/ Stock of arrears could be used as a proxy in the absence of accrual data on other accounts payable.
3/ Insurance, Pension, and Standardized Guarantee Schemes, typically including government employee pension liabilities.
4/ Includes accrual recording, commitment basis, due for payment, etc.
5/ Nominal value at any moment in time is the amount the debtor owes to the creditor. It reflects the value of the instrument at creation and subsequent economic flows (such as transactions, exchange rate, and other valuation changes other than market price changes, and other volume changes).
6/ The face value of a debt instrument is the undiscounted amount of principal to be paid at (or before) maturity.
7/ Market value of debt instruments is the value as if they were acquired in market transactions on the balance sheet reporting date (reference date). Only traded debt securities have observed market values.

Commentaire : Couverture de la dette inclut la dette de l'administration centrale

BCG 7 | EBFs 8 | SSFs 9 | SG 10 | LG 11 | PNFC 12 | CB 13 | OPFC 14 | CH-TOT 15

Source : MEPC, mars 2026

Figure 23. Périmètre de la dette et des données publiées



Source : MEPC, mars 2026

Tableau 10. Sénégal : Scénario de base

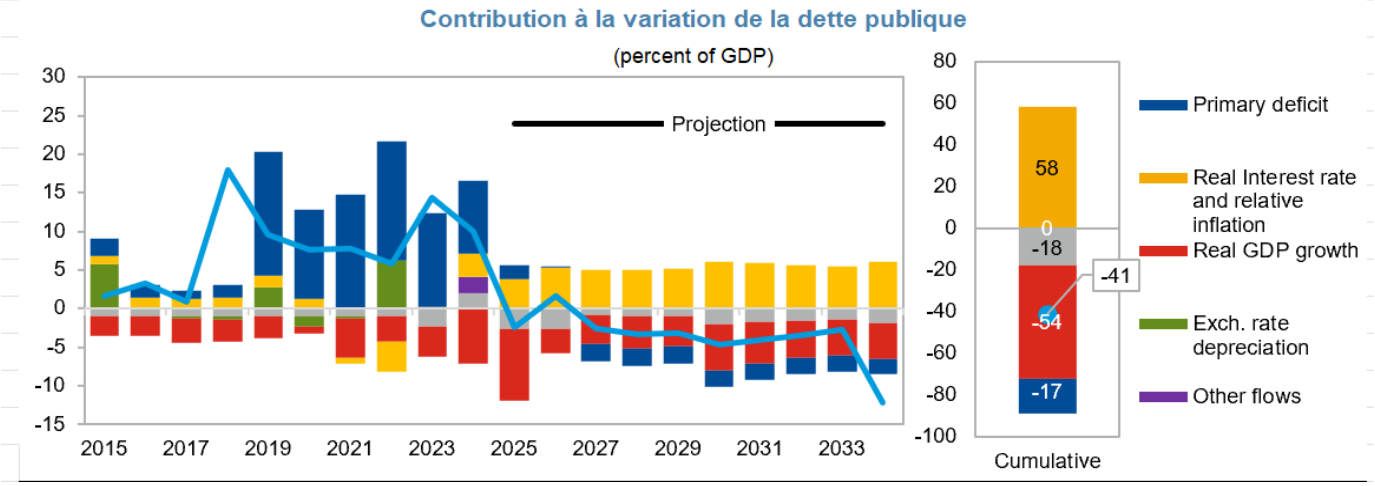
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Actuel	Projection à moyen terme						Projection étendue			
	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
Dette publique	121,3	116,2	117,8	114,8	110,7	106,6	101,1	96,7	93,2	90,7	83,9
Variation de la dette publique	10,3	-5,1	1,7	-3,0	-4,1	-4,1	-5,5	-4,5	-3,5	-2,5	-6,7
Contribution des flux identifiés	7,7	-3,3	2,2	-0,3	0,1	1,6	1,8	3,0	4,0	4,6	1,0
Solde primaire	9,5	1,9	0,0	-2,2	-2,1	-2,2	-2,1	-2,1	-2,1	-2,1	-2,0
Recettes hors intérêts	20,5	20,8	24,6	25,9	26,8	27,2	27,3	27,1	26,6	26,6	25,1
Dépenses hors intérêts	30,0	22,6	24,6	23,7	24,7	25,0	25,1	25,1	24,7	24,8	23,5
Dynamique automatique de la dette	-3,8	-5,2	2,2	1,9	2,3	3,8	3,8	5,0	6,0	6,7	3,0
Taux d'intérêt réel et inflation relative	3,0	2,4	5,1	5,6	6,5	7,6	9,6	10,1	10,6	11,1	7,3
Taux d'intérêt réel	5,9	1,1	5,7	5,6	6,4	7,5	8,4	9,2	9,9	10,6	5,7

Inflation relative	-3,0	1,3	-0,6	0,0	0,1	0,1	1,2	0,9	0,7	0,6	1,6
Taux de croissance réel	-6,7	-7,6	-2,9	-3,7	-4,2	-3,7	-5,7	-5,1	-4,6	-4,4	-4,3
Taux de change réel	2,9	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres flux identifiés (arriérés, OPEX etc)	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Contribution du résidu	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Besoins de financement bruts	23,3	27,7	27,6	24,4	26,4	24,2	23,1	23,0	23,1	22,6	22,4
dont : service de la dette	13,8	22,6	24,1	22,1	20,1	18,8	14,2	13,0	12,3	11,8	21,6
Monnaie locale	6,0	9,6	8,0	9,8	9,7	10,0	5,6	4,9	5,2	4,7	14,1
Devise étrangère	7,9	13,1	16,1	12,4	10,4	8,9	8,6	8,1	7,1	7,1	7,6
Mémo :											
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	6,5	6,7	2,5	3,2	3,8	3,5	5,7	5,3	5,0	5,0	5,0
Inflation (déflateur du PIB ; en pourcentage)	-1,6	3,5	1,0	1,8	1,9	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	8,1
Croissance du PIB nominal (en pourcentage)	4,8	10,4	3,6	5,1	5,8	5,5	7,8	7,4	7,1	7,1	7,1
Taux d'intérêt effectif (en pourcentage)	4,0	4,5	4,8	4,6	4,7	4,9	5,1	5,2	5,4	4,8	4,6

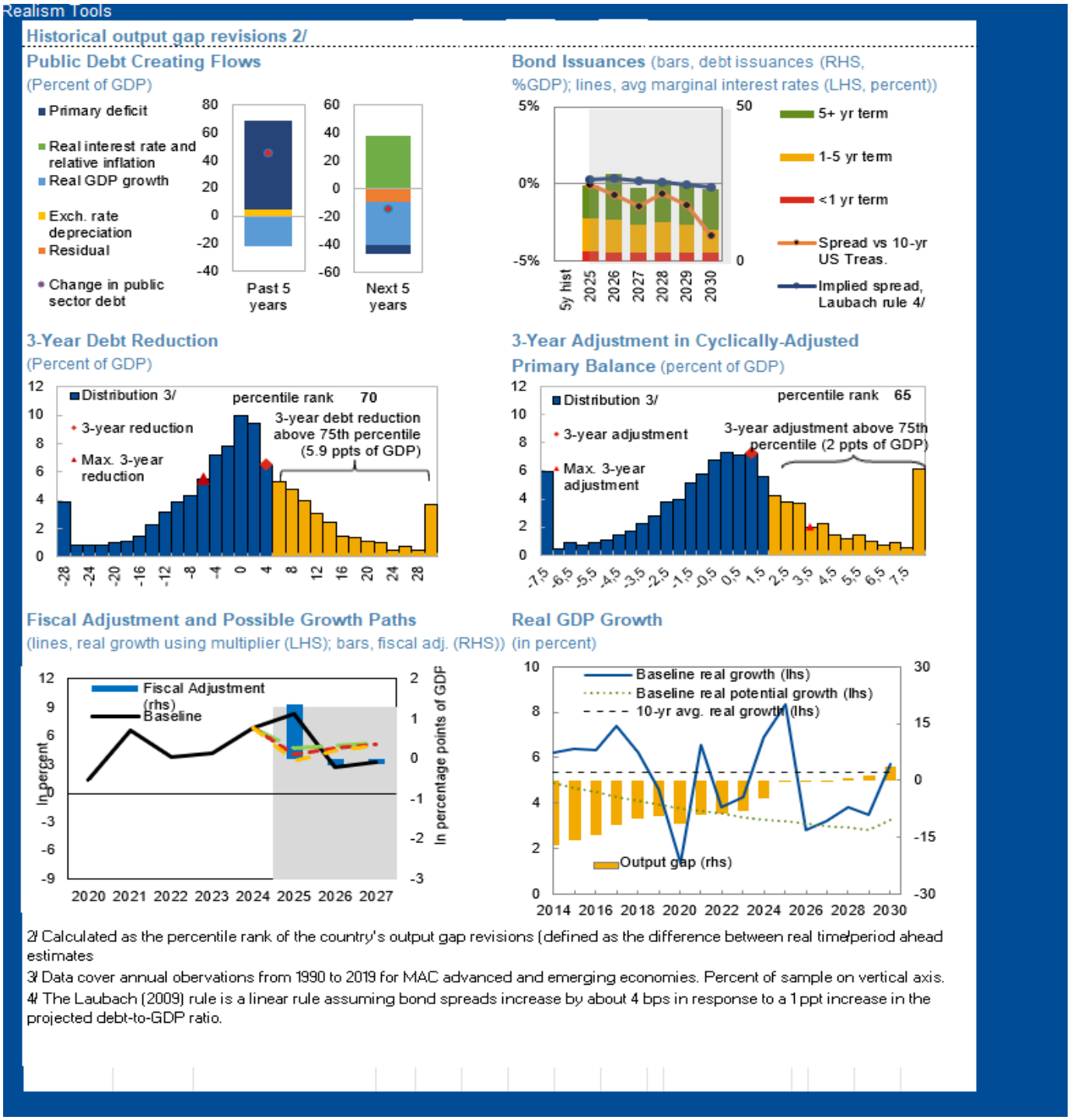
Source : MEPC, mars 2026

Figure 24 Contribution à la variation de la dette publique



Source : MEPC, mars 2026

Figure 25 Outils d'analyse de réalisme



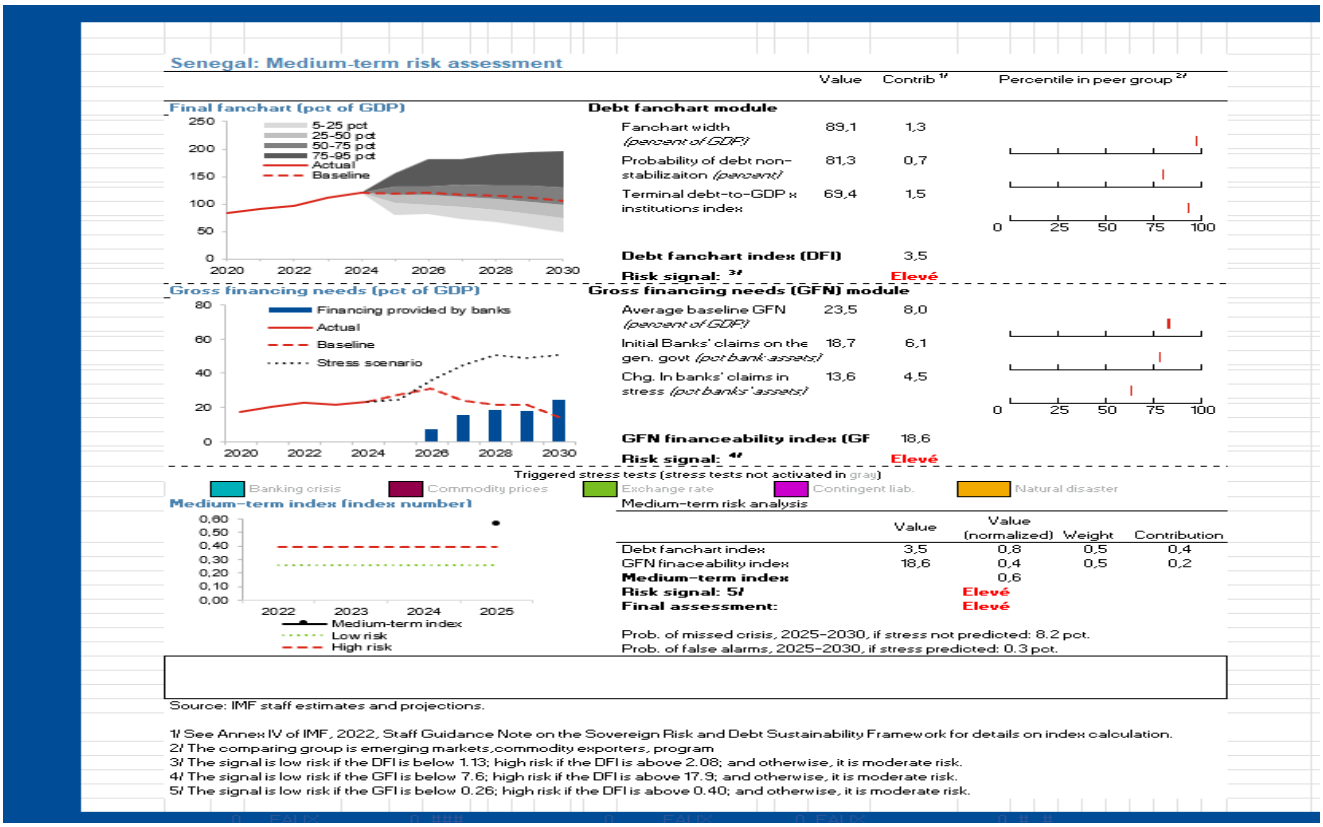
2/ Calculated as the percentile rank of the country's output gap revisions (defined as the difference between real time/period ahead estimates

3/ Data cover annual obervations from 1990 to 2019 for MAC advanced and emerging economies. Percent of sample on vertical axis.

4/ The Laubach (2009) rule is a linear rule assuming bond spreads increase by about 4 bps in response to a 1 ppt increase in the projected debt-to-GDP ratio.

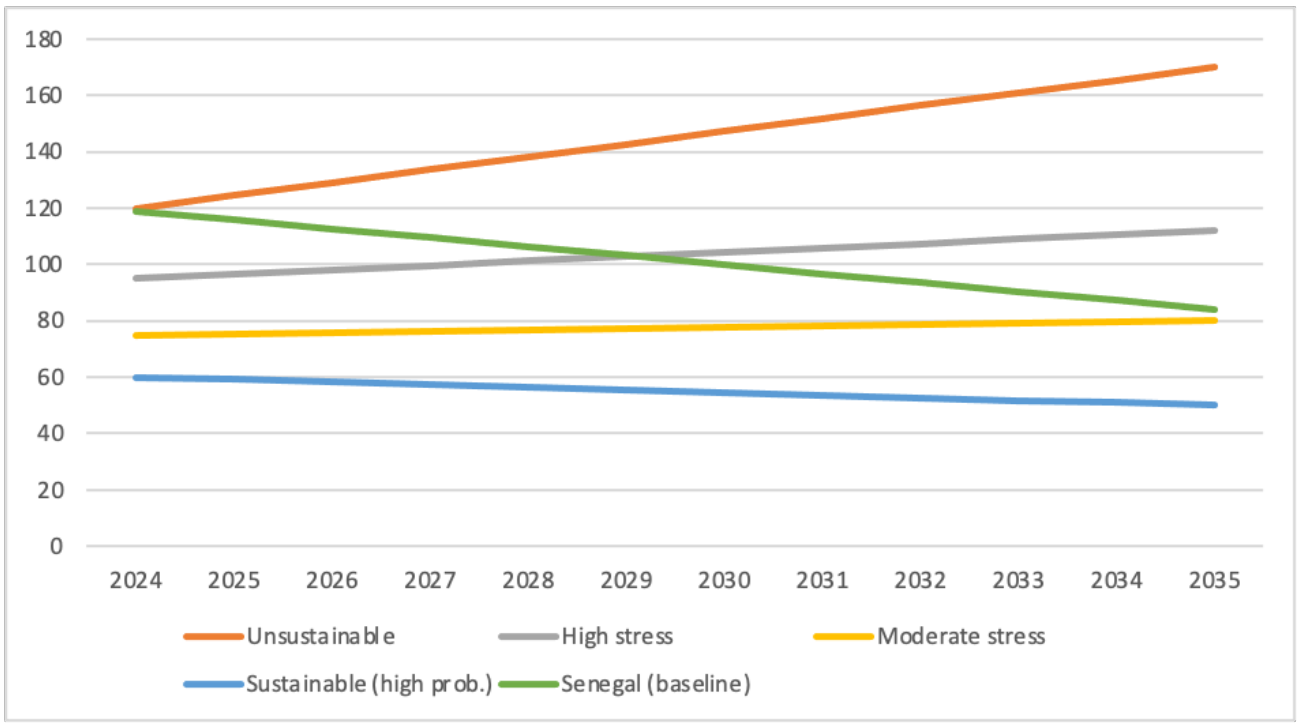
Source : MEPC, mars 2026

Figure 26 Evaluation du risque à moyen terme



Source : MEPC, mars 2026

Figure 27 Trajectoires de référence de la dette – Positionnement DSA MAC du Sénégal



Source : MEPC, mars 2026

Annexe 2 : cadrage macroéconomique à moyen terme

Tableau 11: Principaux indicateurs économiques et financiers, 2019-2031

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025e	2026p	2027p	2028p	2029p	2030p	2031p
	(Variation annuelle en pourcentage)												
Revenu national et prix													
PIB à prix constants	**4,6**	**1,3**	**6,5**	**3,9**	**4,3**	**6,5**	**6,7**	**2,5**	**3,2**	**3,8**	**3,5**	**5,7**	**5,3**
PIB hors agriculture	4,7	-0,4	7,3	4,5	3,9	7,5	6,6	2,3	3,1	3,8	3,3	5,3	5,0
PIB hors hydrocarbures	4,6	1,3	6,5	3,9	4,3	3,0	2,2	3,2	3,9	4,4	5,0	6,2	6,2
PIB hors (agricole et hydrocarbures)	**4,7**	**-0,4**	**7,3**	**4,5**	**3,9**	**3,7**	**1,6**	**3,0**	**3,9**	**4,4**	**5,0**	**5,8**	**6,0**
Hydrocarbures	….	….	….	….	….	….	136,9	-5,8	-6,6	-4,8	-21,8	-4,5	-16,2
Déflateur du PIB	2,1	1,6	1,4	9,3	3,1	-1,6	3,5	1,0	1,8	1,9	2,0	2,0	2,0
Prix à la consommation													
Moyenne annuelle	1,0	2,5	2,2	9,7	5,9	0,8	1,4	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Fin de période	0,7	2,5	3,8	12,8	0,8	0,2	2,8	…	…	…	…	…	…
Secteur extérieur													
Exportations, fab (francs CFA)	20,8	-7,1	26,3	22,5	-10,3	21,3	42,4	2,0	2,5	2,5	3,0	3,5	3,5
Importations, fab (francs CFA)	6,2	-6,1	17,1	43,2	-2,5	-2,0	2,1	7,0	1,8	4,3	3,9	4,1	4,3
Volume des exportations	26,9	-2,7	13,5	1,8	-7,0	11,8	39,1	3,9	2,4	1,0	1,6	4,8	6,5
Volume des importations	5,7	0,4	9,1	23,5	-7,4	-1,7	18,0	4,6	0,5	3,4	2,9	3,4	3,0
Termes de l'échange (- = détérioration)	-3,7	-0,7	4,2	4,6	-3,6	1,1	7,9	-3,4	-3,5	-4,9	-4,2	-2,2	-3,1
	(En pourcentage de la monnaie au sens large au début de l'année)												
Monnaie au sens large	8,2	12,3	14,5	22,5	9,6	3,9	13,3	10,8	11,4	11,7	11,9	12,0	10,0
Avoirs extérieurs nets	2,8	-3,6	3,6	-0,5	0,9	0,8	4,7	0,8	0,5	0,6	0,5	0,6	0,6
Crédit intérieur	7,8	16,6	10,3	29,9	9,8	5,1	11,1	11,5	11,2	10,1	9,0	8,7	9,1
Crédit à l'Etat (net)	1,7	15,4	5,9	13,6	6,8	1,8	5,5	5,9	5,3	4,1	2,8	2,2	2,7
Crédit à l'économie (croissance en %)	7,5	1,5	5,9	24,1	4,4	5,1	8,4	8,9	9,4	9,9	10,4	10,9	10,9
	(En pourcentage du PIB)												
Opérations financières de l'Etat													
Recettes	18,7	17,7	19,1	19,1	19,7	19,9	20,7	23,7	24,8	25,2	25,8	26,2	26,4
Dons	1,6	2,3	0,9	0,9	1,0	0,7	0,5	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,6
Dépenses totales et prêts nets	34,0	29,6	33,6	36,1	35,5	34,2	27,1	30,1	28,5	29,0	29,5	29,9	30,1
Solde budgétaire global													
Base ordre de paiements, dons exclus	-15,3	-11,9	-14,4	-17,0	-15,8	-14,3	-6,4	-6,3	-3,7	-3,7	-3,7	-3,7	-3,6
Base ordre de paiements, dons inclus	-13,6	-9,6	-13,5	-16,1	-14,8	-13,7	-5,9	-5,4	-3,0	-3,0	-3,0	-3,0	-3,0
Solde budgétaire primaire	-11,2	-7,4	-11,3	-13,6	-11,4	-9,5	-1,0	-0,1	2,2	2,1	2,2	2,1	2,0
Solde primaire hors hydrocarbures	-11,2	-7,4	-11,3	-13,6	-11,4	-9,5	-1,3	-0,6	1,5	1,5	1,7	1,7	1,7
Epargne et investissement													
Solde courant (transferts officiels inclus)	**-8,1**	**-10,9**	**-12,1**	**-20,0**	**-19,8**	**-11,5**	**-4,1**	**-5,1**	**-5,2**	**-5,1**	**-5,1**	**-5,0**	**-5,0**
Solde courant (transferts officiels exclus)	-8,4	-12,4	-12,3	-20,2	-20,3	-11,7	-4,3	-5,5	-5,6	-5,5	-5,4	-5,4	-5,3
Investissement intérieur brut	**32,0**	**35,6**	**38,4**	**45,3**	**41,9**	**34,7**	**26,9**	**26,1**	**26,7**	**26,9**	**27,1**	**27,5**	**27,7**
Public	17,4	11,5	13,9	11,8	14,2	11,4	6,8	9,4	9,0	9,5	10,0	10,4	10,6
Privé	14,6	24,2	24,5	33,5	27,7	23,4	20,1	16,6	17,7	17,4	17,1	17,1	17,1
Epargne nationale brute	**23,9**	**24,8**	**26,3**	**25,4**	**22,2**	**23,2**	**22,8**	**20,9**	**21,5**	**21,8**	**22,0**	**22,5**	**22,7**
Publique	3,7	1,8	0,2	-4,3	-0,5	-2,3	0,5	4,0	6,0	6,5	7,0	7,4	7,6
Privée	20,1	23,0	26,1	29,7	22,7	25,6	22,3	17,0	15,5	15,3	15,0	15,1	15,1
Dette publique totale	**75,4**	**83,1**	**90,8**	**96,6**	**111,0**	**121,3**	**116,1**	**117,6**	**114,9**	**111,6**	**108,7**	**103,8**	**99,7**
Dette publique intérieure	13,4	18,5	21,9	27,9	31,6	33,6	37,2	38,8	39,1	39,1	39,1	38,4	37,9
Dette publique extérieure (en devises)	62,0	64,6	68,9	68,7	79,5	87,8	79,0	78,8	75,8	72,5	69,6	65,4	61,8
Service de la dette/ Recettes budgétaires	36,1	37,6	30,9	38,5	51,5	69,8	101,2	103,8	101,3	103,8	101,6	94,9	94,0
Service de la dette extérieure													
Pourcentage (exportations + transferts migrants)	13,7	20,0	10,0	13,3	19,4	31,2	21,6	28,1	26,5	25,8	21,9	21,0	20,4
Pourcentage des exportations	18,7	20,0	14,2	18,1	27,6	45,6	29,0	38,3	36,5	36,0	30,7	30,0	29,4
Pourcentage des recettes budgétaires	24,9	23,4	18,4	25,3	32,0	59,5	45,2	50,5	45,3	42,5	34,8	32,2	30,1
Service de la dette totale en % du PIB	**6,8**	**6,7**	**5,9**	**7,4**	**10,1**	**13,9**	**20,6**	**24,6**	**25,1**	**26,2**	**26,2**	**24,8**	**24,8**
Intérieure	2,1	2,5	2,4	2,5	3,8	2,0	11,4	12,7	13,9	15,5	17,2	16,4	16,9
Extérieure	4,7	4,1	3,5	4,8	6,3	11,8	9,2	12,0	11,2	10,7	9,0	8,4	8,0
PIB nominal (en milliards de FCFA)	13713	14119	15261	17330	18619	19506	21535	22306	23440	24797	26172	28227	30317
PIB nominal hors hydrocarures (en milliards de FCFA)	13711	14118	15240	17313	18607	18943	19890	20787	21978	23385	24958	27021	29226
Hydrocarures en % du PIB	…..	…..	…..	…..	…..	2,8	5,2	4,6	4,1	3,6	2,6	2,3	1,7
Recettes des hydrocarbures en % du PIB	…..	…..	…..	…..	…..	…..	0,3	0,5	0,7	0,5	0,4	0,4	0,3

Source: ANSD, DPEE, BCEAO et estimations et projections du MEPC

Tableau 12 : Balance des paiements 2019-2031

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025e	2026p	2027p	2028p	2029p	2030p	2031p
	(En milliards de FCFA, sauf indication contraire)												
Compte Courant	**-1112**	**-1532**	**-1845**	**-3457**	**-3682**	**-2245**	**-878**	**-1142**	**-1216**	**-1266**	**-1331**	**-1417**	**-1515**
Balance des Biens	-1688	-1610	-1663	-3011	-3226	-2383	-796	-1140	-1123	-1279	-1386	-1477	-1590
Exportations, f.o.b	2594	2411	3044	3731	3348	4060	5783	5900	6045	6196	6381	6605	6839
Produits pétroliers	487	362	448	650	692	814	954	1184	1351	1530	1723	1801	1881
Importations, f.o.b	-4281	-4020	-4707	-6741	-6575	-6443	-7400	-7823	-7964	-8306	-8630	-8980	-9366
Balance des Revenus et Services	-650	-1358	-1754	-2089	-2273	-2139	-2431	-2597	-2860	-2947	-3097	-3339	-3576
Transferts sans contrepartie (net)	1225	1436	1571	1642	1818	2277	2349	2595	2767	2960	3151	3476	3691
Privés (net)	1237	1268	1583	1668	1802	2330	2334	2534	2705	2897	3089	3414	3629
Public (net)	-12	168	-12	-26	17	-53	15	61	62	62	63	63	62
dons budgétaires	16	195	17	23	75	0	8	54	55	56	57	58	59
Compte Capital et Financier	**1253**	**1435**	**1983**	**3408**	**3760**	**2326**	**1357**	**1238**	**1281**	**1354**	**1412**	**1528**	**1630**
Compte Capital	217	139	122	123	129	187	170	219	191	198	205	205	205
Transferts privés	12	12	12	5	8	62	76	74	74	74	74	74	74
Dons projets	208	130	114	132	124	128	94	145	117	124	131	131	131
Acquisition nette d'actifs	-3	-3	-3	-14	-3	-3	0	0	0	0	0	0	0
Compte Financier	**1037**	**1296**	**1861**	**3285**	**3631**	**2139**	**1187**	**1019**	**1090**	**1156**	**1207**	**1323**	**1425**
Investissements Directs	583	1005	1407	1783	2863	1963	210	218	229	242	1916	2067	2220
Investissements de Portefeuille	61	299	562	528	89	396	768	1095	941	630	555	956	808
Public (net)	65	221	566	274	123	502	660	985	825	508	426	816	659
Privé (net)	-12	70	-12	247	-41	-116	101	104	109	115	121	131	140
Autres Investissements	393	-8	-108	974	679	-220	209	-294	-81	283	-1264	-1699	-1602
Secteur public (base TOFE)	1618	913	1094	1042	2675	1688	824	-446	-805	-349	-80	-370	-284
décaissements	1515	1171	1317	1268	1944	1274	1162	1805	1512	1551	995	1035	1114
prêts programme	263	470	171	308	366	82	76	595	595	595	79	85	91
prêts projets	1252	701	1146	960	1578	1192	1086	1210	917	956	916	951	1023
Autres emrpunts	510	74	59	292	1416	1283	880	-234	-276	166	670	363	396
Amortissements	-405	-331	-281	-516	-683	-869	-1218	-2017	-2041	-2065	-1744	-1768	-1794
Secteur Privé	-1224	-921	-1201	-69	-1996	-1908	-615	152	725	632	-1183	-1329	-1318
Erreurs et omissions	5	6	7	-5	6	7	0	0	0	0	0	0	0
Equilibre global	**147**	**-91**	**145**	**-55**	**120**	**89**	**479**	**96**	**65**	**87**	**81**	**111**	**115**
Ecart de réevaluation	**0**	**-113**	**85**	**19**	**-39**	**-12**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Financement													
Avoirs Exterieurs Nets	-147	204	-230	36	-81	-77	-479	-96	-65	-88	-81	-111	-115
BCEAO)	-298	414	-396	351	63	-303	-1049	-96	-65	-88	-81	-111	-115
Banque de dépôts	151	-209	167	-315	-144	226	571	0	0	0	0	0	0
Pour mémoire:													
Solde du compte courant													
En pourcentage du PIB (incl. transferts officiels courants)	**-8,1**	**-10,9**	**-12,1**	**-20,0**	**-19,8**	**-11,5**	**-4,1**	**-5,1**	**-5,2**	**-5,1**	**-5,1**	**-5,0**	**-5,0**
En pourcentage du PIB (excl. transferts officiels courants)	-8,4	-12,4	-12,3	-20,2	-20,3	-11,7	-4,3	-5,5	-5,6	-5,5	-5,4	-5,4	-5,3
En pourcentage du PIB (excl. hydrocarbures)	-8,1	-10,9	-12,1	-20,0	-19,9	-13,9	-10,9	-11,5	-10,8	-10,2	-9,7	-9,0	-8,4
Hydrocarues en % du PIB	....	....	....	....	0,1	2,4	6,8	6,4	5,6	5,1	4,6	4,0	3,4
Importations de Biens et services	5372	5541	6808	9168	9065	8480	8744	9287	9548	9966	10396	10917	11475
Réserves officielles brutes sénégal BCEAO (en milliards de FCFA)	2977	3377	3982	4442	5014	4918	5358	5454	5519	5606	5687	5798	5913
Réserves officielles brutes Sénéga BCEAO (en milliard de dollars)	3,0	3,4	4,4	3,9	4,9	4,9	6,2	6,6	6,7	6,9	7,0	7,2	7,4
(mois d'importations) BCEAO	3,8	3,4	3,2	3,2	4,2	4,1	4,7	4,7	4,6	4,5	4,3	4,2	4,1
(en mois d'importations) banques	2,7	2,6	2,0	2,7	2,9	2,7	2,2	2,2	2,1	2,0	1,9	1,8	1,7
Taux de change (FCFA/˜$)	586	574	554	624	607	606	582	562	563	564	565	566	566

Tableau 13 : Balance des paiements 2019-2031

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025p	2026p	2027p	2028p	2029p	2030p	2031p
	(En pourcentage du PIB)												
Compte Courant	**-8,1**	**-10,9**	**-12,1**	**-20,0**	**-19,8**	**-11,5**	**-4,1**	**-5,1**	**-5,2**	**-5,1**	**-5,1**	**-5,0**	**-5,0**
Balance des Biens	-12,3	-11,4	-10,9	-17,4	-17,3	-12,2	-3,7	-5,1	-4,8	-5,2	-5,3	-5,2	-5,2
Exportations, f.o.b	18,9	17,1	19,9	21,5	18,0	20,8	26,9	26,5	25,8	25,0	24,4	23,4	22,6
Produits péroliers	3,6	2,6	2,9	3,8	3,7	4,2	4,4	5,3	5,8	6,2	6,6	6,4	6,2
Importations, f.o.b	-31,2	-28,5	-30,8	-38,9	-35,3	-33,0	-34,4	-35,1	-34,0	-33,5	-33,0	-31,8	-30,9
Balance des Revenus et Services	-4,7	-9,6	-11,5	-12,1	-12,2	-11,0	-11,3	-11,6	-12,2	-11,9	-11,8	-11,8	-11,8
Transferts sans contreparties	8,9	10,2	10,3	9,5	9,8	11,7	10,9	11,6	11,8	11,9	12,0	12,3	12,2
Privé (net)	9,0	9,0	10,4	9,6	9,7	11,9	10,8	11,4	11,5	11,7	11,8	12,1	12,0
Compte Capital et Financier	**9,1**	**10,2**	**13,0**	**19,7**	**20,2**	**11,9**	**6,3**	**5,6**	**5,5**	**5,5**	**5,4**	**5,4**	**5,4**
Compte Financier	**7,6**	**9,2**	**12,2**	**19,0**	**19,5**	**11,0**	**5,5**	**4,6**	**4,6**	**4,7**	**4,6**	**4,7**	**4,7**
Invetsissement direct	4,2	7,1	9,2	10,3	15,4	10,1	1,0	1,0	1,0	1,0	7,3	7,3	7,3
Investissement de portefeuille	0,4	2,1	3,7	3,0	0,5	2,0	3,6	4,9	4,0	2,5	2,1	3,4	2,7
Public (net)	0,5	1,6	3,8	1,6	0,7	2,6	3,1	4,4	3,5	2,1	1,7	2,9	2,2
Privé (net)	-0,1	0,5	-0,1	1,4	-0,2	-0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Autres Investissements	2,9	-0,1	-0,7	5,6	3,6	-1,1	1,0	-1,3	-0,3	1,1	-4,8	-6,0	-5,3
Public (net)	11,8	6,5	7,2	6,0	14,4	8,7	3,8	-2,0	-3,4	-1,4	-0,3	-1,3	-0,9
Privé (net)	-8,9	-6,5	-7,9	-0,4	-10,7	-9,8	-2,9	0,7	3,1	2,5	-4,5	-4,7	-4,3
Equilibre global	**1,1**	**-0,6**	**0,9**	**-0,3**	**0,6**	**0,5**	**2,2**	**0,4**	**0,3**	**0,4**	**0,3**	**0,4**	**0,4**
Financement	**-1,1**	**1,4**	**-1,5**	**0,2**	**-0,4**	**-0,4**	**-2,2**	**-0,4**	**-0,3**	**-0,4**	**-0,3**	**-0,4**	**-0,4**
Avoirs Exterieurs Nets BCEAO	-2,2	2,9	-2,6	2,0	0,3	-1,6	-4,9	-0,4	-0,3	-0,4	-0,3	-0,4	-0,4
Banque de dépôts	1,1	-1,5	1,1	-1,8	-0,8	1,2	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source: BCEAO, estimations et projections du MEPC

Tableau 14 : Opérations Financières de l'Etat 2019 – 2031

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025e	LFI	2026p	2027p	2028p	2029p	2030p	2031p
	(En milliards de FCFA, sauf indication contraire)													
Total recettes et dons	2789	2820	3045	3469	3860	4005	4493	**5932**	5494	5978	6439	6936	7580	8207
Recettes budgétaires	2565	2495	2915	3314	3671	3877	4390	**5741**	5294	5805	6259	6748	7391	8017
Recettes fiscales, PRES et hydrocarbures	2410	2345	2660	3059	3462	3692	4087	**5385**	4893	5339	5803	6293	6911	7532
Recettes Fiscales	2410	2345	2660	3059	3462	3692	4087	**4682**	4447	4847	5282	5743	6319	6896
Recettes du PRES	0	0	0	0	0	0	0	**703**	446	492	521	550	593	637
Recettes hydrocarbures	0	0	0	0	0	0	60	**…..**	111	161	133	114	113	91
Recettes non fiscales	154	150	255	255	209	185	303	**356**	290	305	322	340	367	394
Dons	224	325	131	155	189	128	102	**192**	200	172	180	188	189	190
Budgétaires	16	195	17	23	75	0	8	**46**	54	55	56	57	58	59
Projets	208	130	114	132	114	128	94	**145**	145	117	124	131	131	131
Total dépenses et Prêts nets	4659	4179	5133	6257	6609	6674	5834	**7177**	6709	6681	7183	7721	8427	9117
Dépenses courantes	2279	2561	3016	4219	3962	4460	4379	**4373**	4606	4571	4835	5104	5504	5912
Traitements et Salaires	733	804	886	1103	1267	1403	1437	**1533**	1533	1664	1813	1972	2127	2284
Intérêts exigibles	337	316	344	423	620	822	1057	**1191**	1191	1211	1255	1351	1453	1510
Extérieurs	233	252	254	323	490	669	766	**655**	655	588	596	605	613	621
Intérieurs	104	64	90	100	130	153	291	**536**	536	623	659	746	840	889
Autres dépenses courantes	1209	1441	1786	2693	2075	2235	1885	**1650**	1882	1696	1767	1781	1925	2118
Biens et services	295	288	380	373	376	385	382	**390**	390	469	496	523	706	758
Transferts et subventions	914	1153	1406	2320	1699	1850	1503	**1261**	1493	1227	1272	1258	1219	1360
Subvention au secteur de l'energie	212	96	100	750	825	420	413	**446**	446	234	248	209	198	182
SENELEC	0	0	70	266	292	182	70	**77**	77	73	75	74	74	0
Carburant	0	0	30	484	533	75	81	**369**	369	161	173	135	123	182
Transferts et subventions (hors énerg	702	1057	1306	1570	874	1429	1090	**814**	1047	992	1024	1048	1022	1178
Dépenses d'Investissement	2380	1617	2117	2038	2648	2214	1454	**2804**	2104	2110	2347	2617	2923	3205
Financement intérieur	920	786	857	946	955	894	555	**1449**	749	1076	1268	1570	1841	2051
Financement extérieur	1460	831	1260	1092	1692	1320	900	**1355**	1355	1034	1080	1047	1081	1154
Solde budgétaire global	-1870	-1359	-2067	-2788	-2749	-2669	-1278	**-1245**	-1215	-703,2	-743,9	-785	-847	-910
Solde budgétaire														
Base ordre de paiement, dons exclus	-2094	-1683	-2218	-2943	-2938	-2797	-1443	**-1437**	-1415	-876	-924	-973	-1036	-1099
Base ordre de paiement, dons inclus	-1870	-1359	-2087	-2788	-2749	-2669	-1341	**-1245**	-1216	-703	-744	-785	-847	-910
Solde budgétaire primaire	-1533	-1042	-1743	-2365	-2130	-1847	-284	**-55**	-25	508	511	566	606	600
Solde primaire hors hydrocarbures	-1533	-1042	-1743	-2365	-2130	-1847	-344	…..	-136	347	378	451	493	510
Financement	1870	1359	2087	2788	2749	2669	1341	**1245**	1216	703	744	785	847	910
Acquisition nette d'actifs financiers	**277**	**285**	**457**	**456**	**1067**	**521**	**425**	**…..**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Numéraire et dépots	101	167	383	209	153	300	419	…..	0	0	0	0	0	0
Crédits	169	69	59	288	913	222	170	…..	0	0	0	0	0	0
Accumulation nette de passifs	**2149**	**1994**	**2333**	**2708**	**4027**	**2478**	**1769**	…..	**1216**	**703**	**744**	**785**	**847**	**910**
Intérieur	**464**	**859**	**672**	**1390**	**1227**	**288**	**285**	…..	**677**	**684**	**584**	**439**	**401**	**536**
Titres créances intérieurs nets	13	319	140	442	609	867	1260	…..	677	684	584	439	401	535
Crédiits dont FMI et autres flux bancaires	411	505	530	885	806	-606	-895	…..	0	0	0	0	0	0
Extérieur	**1685**	**1135**	**1661**	**1318**	**2800**	**2190**	**1484**	…..	**538**	**20**	**159**	**346**	**446**	**375**
Titres de créances UMOA	65	221	279	274	123	-79	660	…..	985	825	-4	426	748	659
Euroboonds	0	0	287	0	0	581	0	…..	0	0	0	0	0	0
Prets programmes	263	470	171	308	366	82	76	…..	595	595	595	79	85	91
Prets projets	1252	701	1146	960	1578	1192	1086	…..	1210	917	956	916	951	1023
Autres crédits	510	74	59	292	1416	1283	880	…..	-234	-276	678	670	431	396
Amortissement	-405	-331	-281	-516	-683	-869	-1218	…..	-2017	-2041	-2065	-1744	-1768	-1794
Erreurs et omisions	1	350	-212	-536	211	-712	3	…..	0	0	0	0	0	0
Dette publique	10345	11733	13857	16749	20674	23666	25007	**26252**	26223	26926	27670	28455	29302	30212
Dette intérieure	1842	2610	3347	4842	5876	6547	8002	**8663**	8654	9155	9685	10244	10842	11480
Dette extérieure	8504	9123	10510	11908	14798	17119	17005	**17589**	17569	17771	17986	18211	18460	18731
Produit Intérieur brut (PIB)	13713	14119	15261	17330	18619	19506	21535	**23170**	22306	23440	24797	26172	28227	30317

Source: DPEE , ANSD, estimations et projections du MEPC

Tableau 15 : Opérations Financières de l'Etat 2019- 2031

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	**LFI**	2026p	2027p	2028p	2029p	2030p	2031p
	(En pourcentage du PIB)													
Total recettes et dons	20,3	20,0	20,0	20,0	20,7	20,5	20,9	**25,6**	24,6	25,5	26,0	26,5	26,9	27,1
Recettes budgétaires	18,7	17,7	19,1	19,1	19,7	19,9	20,4	**24,8**	23,7	24,8	25,2	25,8	26,2	26,4
Recettes fiscales et PRES	17,6	16,6	17,4	17,6	18,6	18,9	19,0	**23,2**	21,9	22,8	23,4	24,0	24,5	24,8
Recettes Fiscales	17,6	16,6	17,4	17,6	18,6	18,9	19,0	**20,2**	19,9	20,7	21,3	21,9	22,4	24,4
Recettes du PRES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	**3,0**	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1	2,3
Recettes hydrocarbures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	…..	0,5	0,7	0,5	0,4	0,4	0,3
Recettes non fiscales	1,1	1,1	1,7	1,5	1,1	0,9	1,4	**1,5**	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
Dons	1,6	2,3	0,9	0,9	1,0	0,7	0,5	**0,9**	0,9	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7
Total dépenses et prêts nets	34,0	29,6	33,6	36,1	35,5	34,2	27,1	**31,0**	30,1	28,5	29,0	29,5	29,9	30,1
Dépenses courantes	16,6	18,1	19,8	24,3	21,3	22,9	20,3	**18,9**	20,6	19,5	19,5	19,5	19,5	19,5
Traitements et salaires	5,3	5,7	5,8	6,4	6,8	7,2	6,7	**6,6**	6,9	7,1	7,3	7,5	7,5	7,5
Intérêts exgibles	2,5	2,2	2,3	2,4	3,3	4,2	4,9	**5,1**	5,3	5,2	5,1	5,2	5,1	5,0
Extéieurs	1,7	1,8	1,7	1,9	2,6	3,4	3,6	**2,8**	2,9	2,5	2,4	2,3	2,2	2,0
Intérieurs	0,8	0,5	0,6	0,6	0,7	0,8	1,4	**2,3**	2,4	2,7	2,7	2,8	3,0	2,9
Autres dépenses courantes	8,8	10,2	11,7	15,5	11,1	11,5	8,8	**7,1**	8,4	7,2	7,1	6,8	6,8	7,0
Biens et services	2,2	2,0	2,5	2,2	2,0	2,0	1,8	**1,7**	1,7	2,0	2,0	2,0	2,5	2,5
Transferts et subventions	6,7	8,2	9,2	13,4	9,1	9,5	7,0	**5,4**	6,7	5,2	5,1	4,8	4,3	4,5
Subvention au secteur de l'energie	1,5	0,7	0,7	4,3	4,4	2,2	1,9	**1,9**	2,0	1,0	1,0	0,8	0,7	0,6
SENELEC	0,0	0,0	0,5	1,5	1,6	0,9	0,3	**0,3**	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0
Carburant	0,0	0,0	0,2	2,8	2,9	1,2	0,4	**1,6**	1,7	0,7	0,7	0,5	0,4	0,6
Transferts et subventions (hors éner	6,7	8,2	8,6	9,1	4,7	7,3	6,3	**3,5**	4,7	4,2	4,1	4,0	3,6	3,9
Dépenses d'investissement	17,4	11,5	13,9	11,8	14,2	11,4	6,8	**12,1**	9,4	9,0	9,5	10,0	10,4	2,9
Financement intérieur	6,7	5,6	5,6	5,5	5,1	4,6	2,6	**6,3**	3,4	4,6	5,1	6,0	6,5	0,0
Financement extérieur	10,6	5,9	8,3	6,3	9,1	6,8	4,2	**5,8**	6,1	4,4	4,4	4,0	3,8	0,0
Solde budgétaire global	-13,6	-9,6	-13,5	-16,1	-14,8	-13,7	-5,9	**-5,4**	-5,4	-3,0	-3,0	-3,0	-3,0	-3,0
Solde budgétaire global nnet recyclag d'actifs														
Base ordre dde paiement, dons exclus	-15,3	-11,9	-14,5	-17,0	-15,8	-14,3	-6,7	**-6,2**	-6,3	-3,7	-3,7	-3,7	-3,7	-3,6
Base ordre de paiement, dons inclus	-13,6	-9,6	-13,7	-16,1	-14,8	-13,7	-6,2	**-5,4**	-5,4	-3,0	-3,0	-3,0	-3,0	-3,0
Solde budgétaire primaire	-11,2	-7,4	-11,4	-13,6	-11,4	-9,5	-1,3	**-0,2**	-0,1	2,2	2,1	2,2	2,1	2,0
Solde primaire hors hydrocarbures	-11,2	-7,4	-11,4	-13,6	-11,4	-9,5	-1,6	**…..**	-0,6	1,5	1,5	1,7	1,7	1,7
Financement														
Acquisition nette d'actifs financiers	**2,0**	**2,0**	**3,0**	**2,6**	**5,7**	**2,7**	**0,0**	…..	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Numéraire et dépots	0,7	1,2	2,5	1,2	0,8	1,5	0,0	…..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits	1,2	0,5	0,4	1,7	4,9	1,1	0,0	…..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accumulation nette de passifs	**15,7**	**14,1**	**15,3**	**15,6**	**21,6**	**12,7**	**8,2**	…..	**5,4**	**3,0**	**3,0**	**3,0**	**3,0**	**0,0**
Intérieur	**3,4**	**6,1**	**4,4**	**8,0**	**6,6**	**1,5**	**1,3**	…..	**3,0**	**2,9**	**2,4**	**1,7**	**1,4**	**0,0**
Titres créances intérieurs nets	0,1	2,3	0,9	2,6	3,3	4,4	5,9	…..	3,0	2,9	2,4	1,7	1,4	0,0
Crédiits dont FMI et autres flux bancaires	3,0	3,6	3,5	5,1	4,3	-3,1	-4,2	…..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Extérieur	**12,3**	**8,0**	**10,9**	**7,6**	**15,0**	**11,2**	**6,9**	…..	**2,4**	**0,1**	**0,6**	**1,3**	**1,6**	**0,0**
Titres de créances UMOA	0,5	1,6	1,8	1,6	0,7	-0,4	3,1	…..	4,4	3,5	0,0	1,6	2,7	0,0
Euroboonds	0,0	0,0	1,9	0,0	0,0	3,0	0,0	…..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prets programmes	1,9	3,3	1,1	1,8	2,0	0,4	0,4	…..	2,7	2,5	2,4	0,3	0,3	0,0
Prets projets	9,1	5,0	7,5	5,5	8,5	6,1	5,0	…..	5,4	3,9	3,9	3,5	3,4	0,0
Autres crédits	3,7	0,5	0,4	1,7	7,6	6,6	4,1	…..	-1,0	-1,2	2,7	2,6	1,5	0,0
Amortissement	-3,0	-2,3	-1,8	-3,0	-3,7	-4,5	-5,7	…..	-9,0	-8,7	-8,3	-6,7	-6,3	0,0
Erreurs et omisions	0,0	2,5	-1,4	-3,1	1,1	-3,6	0,0	…..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette publique	75,4	83,1	90,8	96,6	111,0	121,3	116,1	**113,3**	117,6	114,9	111,6	108,7	103,8	99,7
Dette intérieure	13,4	18,5	21,9	27,9	31,6	33,6	37,2	**37,4**	38,8	39,1	39,1	39,1	38,4	37,9
Dette extérieure	62,0	64,6	68,9	68,7	79,5	87,8	79,0	**75,9**	78,8	75,8	72,5	69,6	65,4	61,8
PIB nonminal	13713	14119	15261	17330	18619	19506	21535	**23170**	22306	23440	24797	26172	28227	30317

Source : DPEE, estimations et projections MEPC

Tableau 16 : Charges et ressources de trésorerie de l'Etat

	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
	(en milliards de FCFA)						
Déficit budgétaire	1341	1218	703	744	785	847	910
Amortissement de la dette	4004	4307	4672	5751	5508	5629	6023
Intérieure	2699	2290	2631	3685	3764	3861	4229
Extérieure	1305	2017	2041	2065	1744	1768	1794
Apurement des arriérés intéieurs (hors énergie)	104	0	0	0	0	0	0
Apurement arriérés au secteur de l'énergie	146	0	0	0	0	0	0
Apurement des arriérés ressources extériieures	260	300	300	0	0	0	0
Déficit OPEX	50	50	50	50	50	50	50
Rétrocession de prets	63	173	0	0	0	0	0
Total besoin de financement	**5970**	**6048**	**5725**	**6545**	**6343**	**6526**	**6982**
Acquisition d'actifs financiers	6	0	0	0	0	0	0
Emprunts programmes	76	595	595	595	79	85	91
Emprunts projets	1085	1210	917	956	916	951	1023
Tirages projets nouveaux	833	1210	917	956	916	951	1023
Tiarges projets disponibles	252	0	0	0	0	0	
Eurobonds	0	0	0	0	0	0	0
Autres emprunts extérieurs	0	118	277	728	720	481	446
Emprunts sur le marché de l"UMOA (maximum)	4020	3952	3936	4266	4629	5010	5422
Titres publics	2225	0	0	0	0	0	0
APE	1795	0	0	0	0	0	0
Opérations TRS	683	0	0	0	0	0	0
Rétrocession de prets	0	173	0	0	0	0	0
Total financement disponible	**5870**	**6048**	**5725**	**6545**	**6343**	**6526**	**6982**
Gap de financement à rechercher	-100	0	0	0	0	0	0
Total Tirages	**5970**	**6048**	**5725**	**6545**	**6343**	**6526**	**6982**
Plan de financcement SDMT (poids %)							
Emprunts en monnaie locale	**68**	**65**	**69**	**65**	**73**	**77**	**78**
Emprunts en devises	**20**	**35**	**31**	**35**	**27**	**23**	**29**
Source: Calculs et Projections du MEPC							

Tableau 17 : Charges et ressources de trésorerie de l'Etat

	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
	(en pourcentage du PIB)						
Déficit budgétaire	6,2	5,5	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
Amortissement de la dette	18,6	19,3	19,9	23,2	21,0	19,9	19,9
Intérieure	12,5	10,3	11,2	14,9	14,4	13,7	13,9
Extérieure	6,1	9,0	8,7	8,3	6,7	6,3	5,9
Apurement des arriérés intéieurs (hors énergie)	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Apurement arriérés au secteur de l'énergie	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Apurement des arriérés ressources extériieures	1,2	1,3	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Déficit OPEX	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Rétrocession de prets	0,3	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total besoin de financement	**27,7**	**27,1**	**24,4**	**26,4**	**24,2**	**23,1**	**23,0**
Emprunts programmes	0,4	2,7	2,5	2,4	0,3	0,3	0,3
Emprunts projets	5,0	5,4	3,9	3,9	3,5	3,4	3,4
Tirages projets nouveaux	3,9	5,4	3,9	3,9	3,5	3,4	3,4
Tirages projets disponibles	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eurobonds	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres emprunts extérieurs	0,0	0,5	1,2	2,9	2,7	1,7	1,5
Emprunts sur le marché de l'UMOA(maximum)	18,7	17,7	16,8	17,2	17,7	17,7	17,9
Titres publics	10,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Opérations TRS	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
APE	8,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rétrocession de prets	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total financement disponible	**27,3**	**27,1**	**24,4**	**26,4**	**24,2**	**23,1**	**23,0**
Gap de financement à rechercher	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total Tirages	**27,7**	**27,1**	**24,4**	**26,4**	**24,2**	**23,1**	**23,0**
Plan de financcement SDMT							
Emprunts en monnaie locale	18,7	17,7	16,8	17,2	17,7	17,7	17,9
Emprunts en devises	5,4	8,6	7,6	9,2	6,5	5,4	5,1
Source: Calculs et Projections du MEPC							

Tableau 18 : Situation monétaire de 2019 à 2031

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026p	2027p	2028p	2029p	2030p	2031p
	(En milliards de FCFA, sauf indication contraire)												
Avoirs extérieurs nets	1970	1766	1996	1960	2041	2119	2597	2693	2758	2846	2927	3037	3153
BCEAO	1469	1055	1451	1101	1038	1341	2390	2486	2551	2639	2720	2831	2946
Banques commerciales	502	711	544	860	1003	777	207	207	207	207	207	207	207
Créances intérieures	5154	6100	6756	8948	9822	10320	11452	12782	14214	15660	17095	18648	20460
Créances nettes sur l'administration	557	1432	1812	2812	3419	3591	4155	4836	5519	6104	6543	6944	7478
BCEAO	-194	71	323	734	1056	969	949	760	824	760	726	703	679
Banques	751	1361	1489	2078	2363	2623	3206	4076	4695	5343	5817	6241	6799
Créances nettes surs les autres secteurs	4597	4668	4943	6136	6404	6729	7296	7947	8695	9557	10552	11704	12982
BCEAO	5	5	4	4	4	5	7	7	7	7	7	7	7
Banques	4592	4663	4939	6132	6399	6723	7290	7940	8688	9550	10546	11697	12975
Secteur privé	4043	4133	4419	5573	5851	5810	6644	7377	8103	8943	9906	11024	12267
Autres	549	530	520	559	548	914	645	563	585	607	640	673	708
Passifs à caractère non monétaire	1195	1382	1294	1815	1844	2306	2537	2537	2537	2537	2537	2537	2537
Autres postes (net)	237	89	136	128	191	-75	-57	116	152	22	-367	-848	-921
Monnaie au sens large	5692	6394	7321	8966	9828	10206	11568	12822	14283	15947	17852	19996	21996
Circulation fiduciaire	1299	1526	1961	2144	2395	2740	3371	3543	3748	3956	4267	4583	4909
Total dépots	4393	4868	5360	6822	7433	7467	8197	9279	10534	11991	13585	15412	17087
Dépots à vue	2674	2992	3320	4466	4994	4828	5529	5084	5502	5937	6544	7179	7851
Dépots à terme	1719	1876	2040	2357	2439	2639	2668	4195	5033	6054	7041	8233	9236
Avoirs extérieurs nets	2,8	-3,6	3,6	-0,5	0,9	0,8	4,7	0,8	0,5	0,6	0,5	0,6	0,6
BCEAO	5,7	-7,3	6,2	-4,8	-0,7	3,1	10,3	0,8	0,5	0,6	0,5	0,6	0,6
Banques commerciales	-2,9	3,7	-2,6	4,3	1,6	-2,3	-5,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances intérieures	7,8	16,6	10,3	29,9	9,8	5,1	11,1	11,5	11,2	10,1	9,0	8,7	9,1
Créances nettes sur l'administration	1,7	15,4	5,9	13,6	6,8	1,8	5,5	5,9	5,3	4,1	2,8	2,2	2,7
Créances nettes surs les autres secteurs	6,1	1,2	4,3	16,3	3,0	3,3	5,6	5,6	5,8	6,0	6,2	6,5	6,4
Passifs à caractère non monétaire	2,7	3,3	-1,4	7,1	0,3	4,7	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes (net)	-0,4	-2,6	0,7	-0,1	0,7	-2,7	0,2	1,5	0,3	-0,9	-2,4	-2,7	-0,4
Monnaie au sens large	8,2	12,3	14,5	22,5	9,6	3,9	13,3	10,8	11,4	11,7	11,9	12,0	10,0
Vélocité (PIB/monnaie au sens large)	2,4	2,2	2,1	1,9	2,0	2,1	1,9	1,8	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5
Croissance du PIB nominal (croissance en %)	6,8	3,0	8,1	13,6	12,6	10,4	3,6	5,1	5,8	5,5	7,8	7,4	7,1
Crédit à l'économie (en croissance en %)	7,5	1,5	5,9	24,1	4,4	5,1	8,4	8,9	9,4	9,9	10,4	10,9	10,9
Crédit à l'économie/ PIB (%)	33,5	33,1	32,4	35,4	32,8	31,2	32,7	33,9	35,1	36,5	37,4	38,6	40,0
Variation du crédit net à l'Etat (en glissement annu	19,0	157,1	26,6	55,1	21,6	5,1	15,7	16,4	14,1	10,6	7,2	6,1	7,7
Taux de refinancement BCEAO (fin de période)	2,5	2,0	2,0	2,5	3,5	3,5	.....						

Source: BCEAO et estimations et projections du MEPC

Tableau 19 : Comptes nationaux 2019-2031

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026p	2027p	2028p	2029p	2030p	2031p
	(Variation annuelle en pourcentage)												
PIB réel	**4,6**	**1,3**	**6,5**	**3,9**	**4,3**	**6,5**	**6,7**	**2,5**	**3,2**	**3,8**	**3,5**	**5,7**	**5,3**
Secteur Primaire	4,3	12,2	0,8	0,2	5,9	-0,8	7,0	4,8	4,1	4,1	4,8	7,6	6,7
Secteur Secondaire	5,0	-1,5	7,1	2,5	5,2	17,2	16,7	1,0	2,1	3,4	0,9	6,2	4,9
Secteur Tertiaire	-13,6	0,6	7,7	5,1	3,8	3,7	2,5	2,8	3,7	4,2	4,8	5,5	5,6
PIB réel global	**4,6**	**1,3**	**6,5**	**3,9**	**4,3**	**6,5**	**6,7**	**2,5**	**3,2**	**3,8**	**3,5**	**5,7**	**5,3**
hors agricole	4,7	-0,4	7,3	15,9	4,3	3,0	2,2	3,2	3,9	4,4	5,0	6,2	6,2
hors hydrocarbures	4,6	1,3	6,4	3,9	4,3	3,0	2,2	3,2	3,9	4,4	5,0	6,2	6,2
hors agricole et hydrocarbures	**4,7**	**-0,4**	**7,1**	**4,5**	**3,9**	**3,7**	**1,6**	**3,0**	**3,9**	**4,4**	**5,0**	**5,8**	**6,0**
hydrocarbures	….	….	….	….	….	….	136,9	-5,8	-6,6	-4,8	-21,8	-4,5	-16,2
Déflateur du PIB	2,1	1,6	1,4	9,3	3,1	-1,6	3,5	1,0	1,8	1,9	2,0	2,0	2,0
IPC (moyenne annuelle)	1,0	2,5	2,2	9,7	5,9	0,8	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
IPC (fin de période)	0,7	2,5	3,8	12,8	0,8	…	…	…	…	…	…	…	
	Contribution à la croissance de la demande												
PIB	**4,6**	**1,3**	**6,5**	**3,9**	**4,3**	**6,5**	**6,7**	**2,5**	**3,2**	**3,8**	**3,5**	**5,7**	**5,3**
Consommation totale	**3,7**	**1,7**	**4,3**	**2,8**	**4,1**	**3,3**	**2,3**	**2,7**	**3,4**	**4,1**	**4,0**	**4,1**	**4,0**
Consommation privée	-0,1	0,1	1,5	-1,9	7,8	2,2	3,7	3,6	2,3	3,4	3,3	3,4	3,4
Consommation publique	3,8	1,6	2,9	4,8	-3,7	1,1	-1,4	-0,9	1,0	0,7	0,7	0,7	0,6
Investissement	**0,5**	**5,9**	**4,6**	**7,2**	**1,4**	**-1,9**	**-2,4**	**1,4**	**1,9**	**2,2**	**2,6**	**2,9**	**3,0**
Invest privé	-11,9	11,6	2,7	6,1	-0,8	0,7	1,7	1,7	1,8	2,0	2,3	2,6	2,9
Invest publ	12,4	-5,7	1,9	1,1	2,2	-2,6	-4,0	-0,3	0,1	0,2	0,3	0,3	0,1
Exportations de biens et nfs	**3,3**	**-3,3**	**4,8**	**0,9**	**-1,5**	**2,0**	**6,5**	**0,4**	**0,9**	**0,3**	**0,6**	**0,4**	**0,6**
Importations de biens et nfs	**-2,8**	**-3,0**	**-7,2**	**-7,1**	**0,2**	**3,0**	**0,2**	**-1,9**	**-3,0**	**-2,9**	**-3,6**	**-1,7**	**-2,3**
	(En pourcentage du PIB)												
Investissement intérieur brut	**32,0**	**35,6**	**38,4**	**45,3**	**41,9**	**34,7**	**26,9**	**26,1**	**26,7**	**26,9**	**27,1**	**27,5**	**27,7**
Public	17,4	11,5	13,9	11,8	14,2	11,4	6,8	9,4	9,0	9,5	10,0	10,4	10,6
Privé	14,6	24,2	24,5	33,5	27,7	23,4	20,1	16,6	17,7	17,4	17,1	17,1	17,1
Epargne nationale brute	**23,9**	**24,8**	**26,3**	**25,4**	**22,2**	**23,2**	**22,8**	**20,9**	**21,5**	**21,8**	**22,0**	**22,5**	**22,7**
Publique	3,7	1,8	0,2	-4,3	-0,5	-2,3	0,5	4,0	6,0	6,5	7,0	7,4	7,6
Privée	20,1	23,0	26,1	29,7	22,7	25,6	22,3	17,0	15,5	15,3	15,0	15,1	15,1
Gap épargne - investissement	**-8,1**	**-10,9**	**-12,1**	**-20,0**	**-19,8**	**-11,5**	**-4,1**	**-5,1**	**-5,2**	**-5,1**	**-5,1**	**-5,0**	**-5,0**
Solde du compte courant extérieur	-8,1	-10,9	-12,1	-20,0	-19,8	-11,5	-4,1	-5,1	-5,2	-5,1	-5,1	-5,0	-5,0
PIB nominal	13713	14119	15261	17330	18619	19506	21535	22306	23440	24797	26172	28227	30317

Source: ANSD et estimations et projections du MEPC

Tableau 20 : Contribution à la croissance 2019-2031

	2019-2024	2025-2031	Différence
Croissance du PIB réel	4,5	4,4	-0,1
Secteur primaire	0,6	0,8	0,2
Secteur secondaire	1,3	1,3	-0,1
Secteur tertiaire	0,4	2,1	0,2
Consommation	3,3	3,5	0,2
Privée	1,6	3,3	1,7
Publique	1,7	0,2	-1,5
Investissement	2,9	1,7	-1,3
Privé	1,4	2,1	0,8
Public	1,6	-0,5	-2,0
Exportations	1,0	1,4	0,3
Importations	-2,8	-2,2	0,6
Croissance hors hydrocarures			
Productivité Totale des facteurs	-0,2	1,1	1,4
Capital physique	2,2	1,5	-0,7
Travail	2,0	1,8	-0,2

Sources: ANSD et estimations et projections MEPC

Tableau 21 : Contribution à la croissance 2022-2031

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	Moy(27-31)
Croissance du PIB hors hydrocarbures	**3,9**	**4,3**	**3,0**	**2,2**	**3,2**	**3,9**	**4,4**	**5,0**	**6,2**	**6,2**	**5,1**
Productivité Totale des facteurs	-4,0	1,5	2,5	2,4	0,1	0,3	0,5	0,9	1,8	1,7	**1,1**
Capital physique	6,0	1,0	-1,4	-2,0	1,3	1,8	2,0	2,3	2,5	2,6	**2,2**
Travail	1,9	1,7	1,9	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	**1,8**

Source: ANSD et estimations et projections du MEPC

Tableau 22 : Comptes nationaux (% du PIB) 2019-2031

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026p	2027p	2028p	2029p	2030p	2031p
	(En pourcentage du PIB)												
PIB													
Consommation totale	**82,3**	**83,0**	**81,7**	**80,9**	**83,3**	**82,5**	**79,2**	**84,3**	**83,3**	**83,4**	**83,3**	**83,4**	**83,5**
Consommation privée	68,1	67,1	64,2	59,0	65,3	63,9	63,8	69,0	69,0	69,0	69,0	69,0	69,0
Consommation publique	14,2	15,9	17,5	21,9	17,9	18,6	15,4	15,3	14,3	14,4	14,3	14,4	14,5
Investissement	**32,0**	**35,6**	**38,4**	**45,3**	**41,9**	**34,7**	**26,9**	**26,1**	**26,7**	**26,9**	**27,1**	**27,5**	**27,7**
Investissement privé	14,6	24,2	24,5	33,5	27,7	23,4	20,1	16,6	17,7	17,4	17,1	17,1	17,1
Investissement public	17,4	11,5	13,9	11,8	14,2	11,4	6,8	9,4	9,0	9,5	10,0	10,4	10,6
Exportations de biens et nfs	**25,0**	**20,7**	**24,6**	**26,7**	**23,1**	**25,5**	**32,5**	**31,3**	**30,7**	**29,8**	**29,3**	**28,1**	**27,1**
Importations de biens et nfs	**-39,3**	**-39,3**	**-44,7**	**-52,9**	**-48,3**	**-42,8**	**-38,6**	**-41,6**	**-40,7**	**-40,2**	**-39,7**	**-38,7**	**-37,8**

Source: ANSD et estimations et projections du MEPC